DERNIÈRE ÉDITION

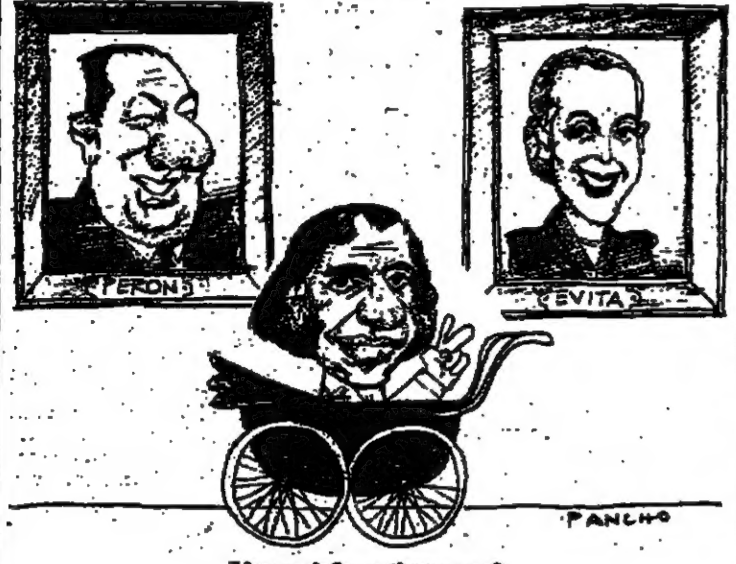
Le Monde

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE – N° 13778 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 16 MAI 1989

La victoire confortable de M. Carlos Menem

Le candidat péroniste a été élu président de l'Argentine

Des résultats presque définitifs donnaient lundi 15 mai le candidat péroniste, M. Carlos Saul Menem, vainqueur des élections de dimanche en Argentine, avec 47 % des voix et la majorité des « grands électeurs ». Son principal concurrent, le radical Eduardo Angeloz, qui soutenait un programme néo-libéral, a été handicapé par l'échec économique du président Alfonsin. C'est sur ses intentions démocratiques que M. Menem s'est d'abord employé à rassurer ses concitoyens.



Lire nos informations page 2.

Quand l'Histoire bégaie...

Et maintenant ? C'est évidemment la question qui se pose après la nette victoire, au premier tour, du péroniste Carlos Menem à l'élection présidentielle du 14 mai. C'est trop peu dire, en effet, que la campagne du nouveau « Conducteur » du mouvement justicialiste n'a guère permis d'imaginer ce que pourraient être les six années à venir pour le pays. Le candidat n'a-t-il pas annoncé tout, puis son contraire ? Et n'est-il pas demeuré flou sur les sujets les plus urgents ?

Avec la sensation qu'ont de nombreux Argentins d'un bégaiement de l'Histoire, ces ambiguïtés contribuent à polariser les réactions dans le pays : délire chez les partisans, quasi-désespoir chez les adversaires. Et, à l'étranger, l'image que M. Menem devra s'efforcer de dissiper est celle d'un « caudillo » démagogue, fascisant pour les uns, gauchiste pour les autres. Les premiers pas du nouvel élu seront ainsi suivis à la loupe dès avant sa prise de fonction, le 10 décembre prochain.

Les questions concrètes fusent. Avec qui, tout d'abord, gouvernera M. Menem ? Fourni de courtisans, son entourage ne brille guère par le nombre ou la qualité de ses « ministrables ». Le vainqueur du 14 mai fera-t-il dès lors largement appel aux hommes de celui qu'il avait battu l'an dernier lors des « primaires internes » du parti : M. Antonio Cafiero, gouverneur de la puissante province de Buenos-Aires et chef de file des « rénovateurs » péronistes, d'inspiration plus rationnelle et réputés « sociaux-démocrates » ?

Quels remèdes l'heureux élu proposera-t-il à la terrible crise économique que lui lègue le président radical Raul Alfonsin ? La formule « révolution dans la production » vise, au dire du dirigeant péroniste, à mobiliser toutes les ressources en vue de l'investissement. Reste le problème central : que faire lorsque lesdites ressources ne se placent plus que dans des spéculations à court terme, voire s'enfuient du pays, en raison du climat général de méfiance envers les destinées nationales, illustré par une inflation de 1 500 % l'an.

Que fera, par ailleurs, M. Menem à propos de l'énorme dette (60 milliards de dollars) de l'Argentine ? Il avait d'abord séduit la masse de ses partisans nationalistes en promettant un moratoire de cinq années. Puis il a « oublié » ce thème. Ses partisans, eux, ne l'oublieront pas.

Quelle sera, enfin, l'attitude du vainqueur sur la question des Malouines ? Reprise des actions militaires contre l'archipel, disputé à Londres ? Ou « négociations », comme M. Menem le suggérait plutôt en fin de campagne ? Le président ne sera-t-il pas tenté de tisonner ce brûlot à l'heure des premières difficultés ? D'un sujet à l'autre, on le voit, plus d'interrogations que de réponses...

M 0147 - 0516 0 - 4,50 F

3790147004500 05160

La visite historique du numéro un soviétique en Chine

Les manifestations ont perturbé l'arrivée de M. Gorbatchev à Pékin

M. Mikhaïl Gorbatchev est arrivé, lundi 15 mai, dans une capitale chinoise en pleine ébullition, où les manifestants tiennent le haut du pavé. Fait sans précédent, le protocole d'accueil a dû être profondément modifié en raison des manifestations. Le numéro un soviétique, qui, la veille, lors d'une escale à Irkoutsk, avait « regretté » trente années de brouille entre la Chine et l'URSS, entamera mardi ses entretiens avec les principaux dirigeants chinois.

PÉKIN
de notre correspondant

M. Gorbatchev n'aura pas vu, à son arrivée à Pékin lundi 15 mai, la foule pékinoise – étudiants, intellectuels et petit peuple confondu – scander « *vive la démocratie, vive la liberté, à bas l'affairisme officiel !* » sur la place Tiananmen, sous le regard mi-figue mi-raisin, du haut de la porte de la Cité interdite, de Mao Zedong, l'homme qui avait voulu le grand schisme du camp socialiste. Son cortège officiel a dû être détourné, pour épargner cette vision peu ordinaire à l'hôte officiel de Pékin et aux dirigeants chinois l'accompagnant à sa résidence officielle, dans le parc de la Terrasse-des-Pêcheurs, à l'ouest de la ville. Au reste, la foule était si dense – plusieurs centaines de milliers de personnes – qu'elle avait débordé les cordons de police et occupait toute l'avenue Chang'an, pavoisée pour la première fois depuis trente ans des drapeaux chinois et soviétique côte à côte. Les forces de l'ordre, nombreuses mais désarmées, auraient été bien en peine de faire passer là un cortège officiel.

Aussi bien, elles s'en abstinrent. Le cortège emprunta un boulevard périphérique et ce changement d'itinéraire à lui seul suffira à marquer d'une pierre la visite du « numéro un » soviétique à Pékin, ville où il est plus difficile de déranger d'un infime détail l'ordonnance, méticuleuse à l'extrême, du protocole officiel des visites d'Etat que de déplacer les montagnes comme le héros de la légende de Yukong, que le Grand Timonier affectionnait.

FRANCIS DERON.

(*Lire page 3 la suite et l'article de FRANÇOIS FEJTO.*)

Le « plan Shamir » entériné à Jérusalem
Il prévoit des élections dans les territoires occupés
PAGE 4

La crise au Panama
Appel de l'opposition à la grève générale
PAGE 2

Développement du Crédit lyonnais
La banque prend le contrôle d'un établissement italien
PAGE 14

Le pape et la liturgie
Mise en garde contre les dérives
PAGE 6

Des caldoches en Australie
L'Amérique d'à côté
PAGE 16

Cannes 1989
« Mistery Train », de Jim Jarmusch
« Splendor », d'Ettore Scola.
Un colloque sur le cinéma et les libertés
PAGES 9 et 10

RÉGIONS

Mobilisation économique au Pays basque. Un tour de France avec nos correspondants.
PAGE 13

« Le Monde » publiera demain (numéro daté 17 mai) un cahier spécial en pile séparée comprenant le supplément « Le Monde Economie », et 30 pages d'offres d'emploi

Le sommaire complet se trouve en page 16

Conférence de presse du chef de l'Etat sur la politique étrangère le 18 mai

Le retour de M. Mitterrand dans l'arène

M. François Mitterrand tiendra une conférence de presse jeudi 18 mai sur la politique étrangère et la défense. Il a également annoncé dimanche 14 mai à Solutré qu'il avait invité le gouvernement à déposer un nouveau projet de loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales.

SOLUTRÉ
de notre envoyé spécial

« *Je n'ai pas l'intention de faire des déclarations particulières. Ce serait dommage de gâcher ces lieux.* » Quand M. François Mitterrand dit aux journalistes qu'il ne dira rien, il n'est pas rare qu'au contraire il en dise beaucoup. C'est ce qui s'est passé, comme à l'ordinaire, lundi 14 mai à Solutré, au lieu dit « la Grange du bois » où le président de la République s'est livré à un exercice devenu rituel – une longue conversation avec des journalistes – au terme de son escalade annuelle, chaque dimanche de Pentecôte depuis 1946, de la roche de Solutré et du déjeuner qu'il partage ensuite avec sa famille et quelques-uns de ses amis. Après des mois de relative discrétion, M. Mitterrand a fait un véritable retour dans l'arène politique.

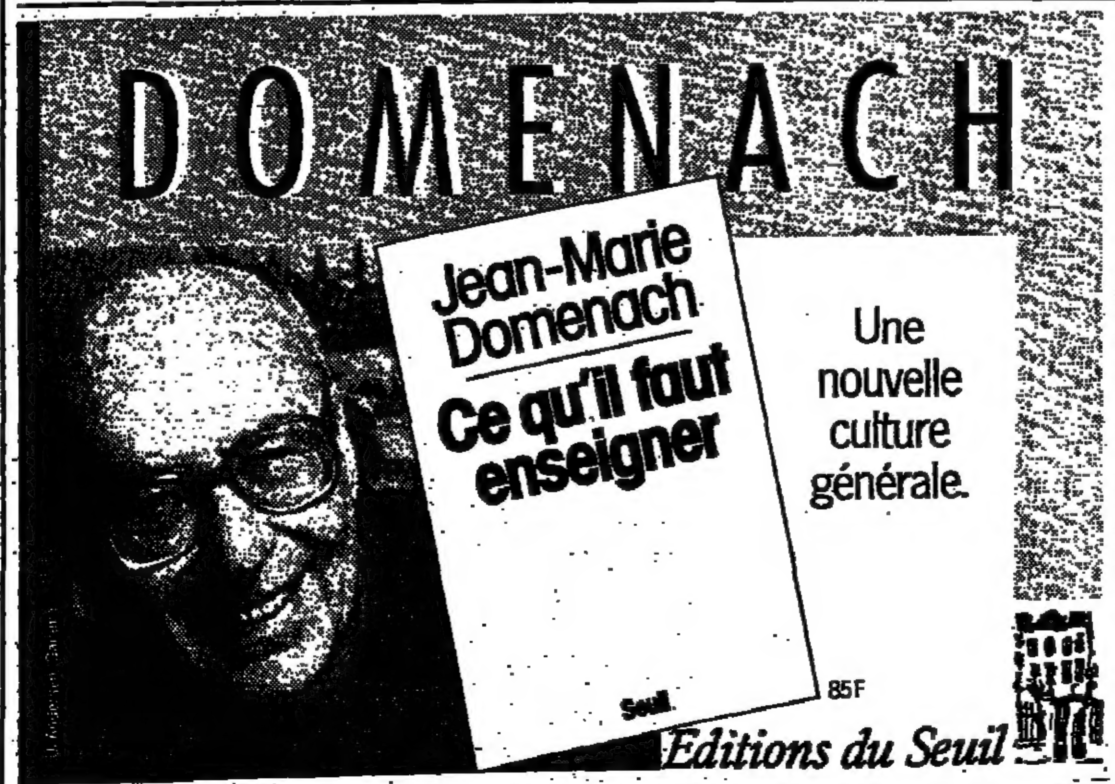
M. Mitterrand a annoncé qu'il donnerait une conférence de presse, jeudi 18 mai – une vraie, du genre solennel avec lequel il avait rompu depuis le 21 novembre 1985, lorsqu'il avait consacré quarante minutes à la télévision et à la création de la cinquième chaîne. La conférence de presse du 18 mai sera vouée à la politique étrangère et à la défense. Sans doute M. Mitterrand éprouve-t-il le besoin d'expliquer une activité diplomatique intense. Il vient de recevoir M. Yasser Arafat à Paris et se rend, le lendemain de sa conférence de presse, au Canada et aux Etats-Unis, où il rencontrera le président George Bush. Puis il participera au sommet de l'OTAN à Bruxelles les 29 et 30 mai, ira en Tunisie les 5 et 6 juin, en Pologne les 14 et 15 juin, avant de recevoir M. Gorbatchev à Paris, du 4 au 6 juillet, et de réunir, toujours à Paris, une semaine plus tard, le sommet des sept pays les plus riches du monde. Il a été, jusqu'à présent, très discret sur les nouvelles propositions soviétiques de désarmement (retrait de cinq cents ogives tactiques) et sur la réponse américaine (destruction préalable du rideau de fer), ainsi que sur le *refus exprimé* par le chancelier Kohl de moderniser les missiles à courte portée installés sur le territoire de l'Allemagne de l'Ouest. Enfin, la France assumera une nouvelle fois la présidence de la Communauté européenne à partir du 1er juillet prochain, au lendemain des élections européennes du 18 juin.

Cette conférence de presse intervient aussi en plein débat sur les dépenses affectées à la défense de la France entre le premier ministre et le ministre de la défense. Dans sa *Lettre à tous les Français*, pendant la campagne présidentielle de 1988, M. Mitterrand avait nettement exprimé les priorités (éducation, recherche, refus des exclusions) assignées au pays, mais ne disait pas où il trouverait l'argent nécessaire. Depuis, il s'était contenté de remarquer qu'aucun budget n'est à l'abri de restrictions. Pour la première fois, *dimanche* à Solutré, il a dit publiquement, à propos d'éventuelles économies sur les crédits de la défense : « *On peut en faire.* » Mais, a-t-il ajouté, il ne faut « *atteindre en rien, et au contraire accroître, notre capacité stratégique ; préserver ce qui doit l'être dans notre industrie ; éviter les mesures qui pourraient atteindre les personnes, démoraliser l'armée* ». Il convient en outre que « *les soldats soient bien traités, matériellement* ». Le choix des économies sur la progression des crédits militaires a donc été fait. Il faudra attendre jeudi pour mesurer l'ampleur que M. Mitterrand leur donnera.

Politique étrangère, défense : ces deux domaines appartiennent au « pré carré » du chef de l'Etat, bien que le premier ministre y soit associé.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(*Lire la suite page 5.*)



Le procès de la branche lyonnaise d'Action directe

Les crimes d'une secte terroriste

Nouvel épisode judiciaire de la lutte antiterroriste, le procès de ce qu'il est convenu d'appeler la branche lyonnaise du mouvement Action directe débute le mardi 16 mai devant la cour d'assises spéciale du Rhône. Sept magistrats vont avoir, pendant sept semaines, à juger vingt accusés.

LYON
de notre bureau régional

Le procès de la branche lyonnaise d'Action directe, qui doit s'ouvrir mardi 16 mai après-midi devant la cour d'assises du Rhône spécialement composée – sept magistrats se substituant au jury populaire, en application de la loi antiterroriste du 9 septembre 1986, – revêt un caractère exceptionnel à plus d'un titre. Une « association de malfaiteurs » impliquant vingt accusés, trente-quatre attaques à main armée, ponctuées par trois homicides volontaires, commises en six ans à Lyon et à Saint-Etienne – sans compter vingt-sept attentats à l'explosif, dont un mortel, réalisés dans la région parisienne et qui seront jugés ultérieurement à Paris, – dix mille procès verbaux et quelque cent cinquante kilos d'archives illustrant les activités et les délires terroristes d'un groupe se prétendant « révolutionnaire », un millier de scellés, parmi lesquels une vingtaine d'armes, vingt-neuf avocats et cent trente témoins mobilisés, un arrêt de renvoi de trois cent trente-six pages, des débats devant s'étaler sur sept semaines... cette litanie de chiffres suffirait à s'en convaincre.

ROBERT BELLERET.

(*Lire la suite page 7.*)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

ARGENTINE : l'élection du candidat péroniste

La victoire de M. Carlos Menem ouvre une longue et délicate période transitoire

BUENOS-AIRES
de nos envoyés spéciaux

« Menem presidente ! » C'était un slogan, c'est aujourd'hui une réalité. Après treize ans de clandestinité, puis de second rôle, le péronisme est de retour en Argentine, presque triomphalement. En s'approchant de la majorité absolue des suffrages exprimés, avec un nombre de grands électeurs (1) qui le met à l'abri de toute surprise, Carlos Menem remporte un succès personnel évident. En plus de sa victoire présidentielle, il est assuré de compter une majorité à l'Assemblée nationale ; et il disposait déjà de celle du Sénat. Après une campagne très vive et une journée de scrutin exemplaire à tous égards, la liesse populaire a gagné la capitale dès le début de la soirée du dimanche 14 mai.

Une victoire attendue, donc, mais dont l'ampleur a surpris — même si les militants l'avaient évidemment prédite. Alors qu'une pluie persistante glace la capitale, les drapeaux bleu et blanc — les couleurs argentines empruntées pour l'occasion par le Parti justicialiste (péroniste) — ont commencé de fleurir en soirée, tandis que les grandes avenues sont parcourues au rythme des « bombos » (gros tambours). Au son de la marche péroniste (*« Peron, Peron, que tu es grand »*), les manifestants écoulent les gadgets encore non distribués de la campagne : chapeaux, banderoles, ballons et autres colifichets. Nulle agressivité. Et la présence policière est des plus discrètes : on se borne à barrer l'accès des voitures vers le centre de Buenos-Aires.

Devant le siège de la direction nationale de la campagne, la foule a grossi peu à peu, pour envahir la plus grande artère de la capitale, l'avenue 9-de-Julio, l'endroit même où le Parti radical au pouvoir et son candidat, M. Eduardo Angeloz, clôturaient leur campagne à la fin de la semaine dernière. A la « tenue » un peu bourgeoise des radicaux succède la démonstration populaire de militants en bras de chemise.

Quelques voitures couvertes de portraits de leur nouvelle idole parviennent à peine à se frayer un chemin. Une atmosphère bon enfant, à peine troublée par quelques absurdes jets de bouteilles vides du haut des immeubles voisins.

L'honneur de M. Alfonsin

L'alternance tranquille : c'est aussi le ton qui prévaut dans les déclarations officielles, au premières heures de cette victoire. Les félicitations adressées au futur président Menem se sont multipliées. De la province de Cordoba, dont il est gouverneur, son rival malheureux lui a présenté, par téléphone et en direct à la télévision, ses compliments ; M. Angeloz a déclaré que cette victoire *« était celle de la démocratie »*. Le président Raul Alfonsin lui-même a envoyé un télégramme à celui qui lui succédera dans un peu moins de sept mois.

Journée peu ordinaire en vérité. Une participation de près de 90 %, tout d'abord. Elle s'explique, certes, en partie, par le caractère obligatoire du vote pour les Argentins âgés de dix-huit à soixante-dix ans. Mais, surtout, le scrutin a été caractérisé par sa transparence, et son calme, dans un pays qui n'a guère la pratique de consultations aussi démocratiques.

Dans ses premières déclarations, le futur président s'est lui aussi abstenu de tout triomphalisme. Visiblement ému, M. Carlos Menem s'est adressé au pays en des termes mesurés, employant pratiquement les mêmes mots que M. Eduardo Angeloz.

« Fondamentalement, ce qui a triomphé, c'est la démocratie, et je ne me sens pas seul vainqueur, avec le Parti justicialiste. Tous les Argentins ont gagné, sans divisions. J'ai salué il y a peu de temps mon adversaire politique en lui disant : j'ai vaincu un rival, mais je retrouve un grand ami. » Considérant son mandat comme *« un véritable apostolat »*, il a déclaré son intention d'entamer des *« discussions avec l'actuel gouvernement »* pour la longue période de transition à venir. Pas de déclarations intempestives ni d'annonces fracassantes ; simplement, la réaffirmation que le prochain cabinet sera composé d'*« authentiques représentants du peuple argentin »*. Le gouverneur de La Rioja, qui avait rejoint sa province dès dimanche matin, ne souhaitait pas apparaître non plus dans la capitale pour ne pas provoquer de débordements incontrôlables.

Le futur président devait rejoindre Buenos-Aires mardi et pourrait commencer des consultations aussitôt, car il doit — ce ne sera pas sa moindre tâche — tenter de mettre sur pied un cabinet qui prenne en compte les diverses tendances du parti.

Les radicaux devront, eux, affronter une crise interne à l'image de celle qui avait suivi, dans le parti péroniste, l'échec électoral des justicialistes à l'élection de 1983. Certes, le radicalisme a perdu — et amplement — une grande bataille. Mais en assurant, par ces élections, une ébauche d'alternance sans heurts, M. Raul Alfonsin a sauvé l'honneur, bien que son gouvernement n'ait pas su maîtriser une situation économique désastreuse.

Pour l'heure, les grands problèmes du pays sont mis entre parenthèses, et cette journée de lundi sera encore celle de la joie.

CATHERINE DERIVERY
et DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

(1) Un peu à l'instar du système électoral des Etats-Unis, la loi argentine prévoit que les citoyens élisent non directement un président, mais six cents « grands électeurs » qui, cette fois, se réuniront le 10 août et choisiront le vainqueur. M. Menem devrait avoir de 306 à 312 « grands électeurs ».

L'imprévisible caudillo

BUENOS-AIRES
de notre envoyé spécial

Haï ou adoré, Carlos Saul Menem ne laisse personne indifférent. Aux derniers jours de la campagne, une affiche hostile — anonyme — le représentait au milieu d'autres chefs d'Etat (George Bush, Mikhaïl Gorbatchev, François Mitterrand, Felipe Gonzalez) avec comme seule légende : *« Pensez-vous qu'il puisse un jour représenter l'Argentine ? »* Sa photo, peu flatteuse, soulignait les traits caractéristiques de son « look » hors du commun : cheveux longs et larges rouflaquettes qui envahissent son visage.

Cette apparence, Carlos Saul Menem la cultive comme un défi ; elle rappelle aux Argentins l'image de Facundo Quiroga — lui aussi gouverneur de la Rioja, — un « caudillo » du siècle dernier surnommé « le Tigre de la pampa », célèbre pour son opposition au premier président du pays, Bernardo Rivadavia.

Ce « Turco » — comme on appelle ici les nombreux Argentins aux origines arabes (ses parents étaient syriens) — n'a pas cessé de lancer des défis à lui-même, à son parti et au peuple argentin. Carlos Saul Menem est né le 2 juillet 1930 à Anillaco, un petit bourg de la province de la Rioja, dans le nord-est du pays. Ses parents y possèdent une exploitation vinicole dans laquelle il vit en compagnie de ses trois frères. Il fait ses études à Cordoba (où il fait connaissance... d'Eduardo Angeloz) et reçoit, en 1955, son diplôme d'avocat. A l'université, déjà, il a milité dans les rangs du Parti péroniste ; il en devient très vite un cadre. Conseiller juridique de la Confédération générale du travail (CGT, le puissant syndicat unique à tendance péroniste), il est candidat à la députation de sa province en 1962, puis au poste de gouverneur ; mais il se retirera à la demande de Peron qui prône, depuis l'exil où l'a contraint le coup d'Etat militaire de 1955, la non-participation à ces élections.

Ce n'est que dix ans plus tard, en 1973, avec le retour des péronistes, qu'il deviendra, enfin, gouverneur de la Rioja. Juste après le nouveau coup d'Etat militaire de 1976, il est arrêté et incarcéré au pénitencier de Magdalena. Il y passera trente mois avant d'être mis en résidence surveillée, puis définitivement libéré le 10 février 1980. Il sera réélu gouverneur de la Rioja en 1983, avec le retour de la démocratie, puis une nouvelle fois en 1987.

Dévorer, enflammer

En marge de sa carrière mouvementée, qui lui vaut régulièrement de solides inimitiés dans le parti, Carlos Saul Menem dévore la vie par tous les bouts. Il est sportif tout d'abord. Il pratique le basket, c'est même ainsi qu'il a pour la première fois approché le général Peron : celui-ci lui a un jour remis une coupe gagnée en championnat universitaire. Il joue au tennis, au football. Il boxe. Il est passionné d'automobile et participe à des rallyes. Il possède aussi une licence de pilote d'aviation légère.

Ses conquêtes féminines sont quasi légendaires. Il épouse, en 1965, Zulema Fatima Yoma, qui lui donne deux enfants, Carlos Saul et Zulema Maria Eva. Il s'en sépare, se réconcilie. Alors que sa femme conserve la religion musulmane, lui se convertit très vite au catholicisme — par pur opportunisme, disent ses détracteurs, puisque le chef de l'Etat argentin doit être, constitutionnellement, catholique. On lui prête très tôt l'obsession de s'assoir dans le fauteuil présidentiel.

Dès la défaite des péronistes face au radical Raul Alfonsin, à l'élection présidentielle de 1983, il fraye avec le courant « rénovateur » du justicialisme pour rallier, peu de temps après, le camp des « orthodoxes ». Lors des élections internes pour désigner le candidat péroniste à l'élection de 1989, il s'oppose durement à Antonio Cafiero, gouverneur de la province de Buenos-Aires, porte-parole des rénovateurs. Devant les millions de militants, le « style Menem » s'impose dans la plus pure tradition péroniste et caudilliste. Son charisme fait rage. Et, alors qu'Antonio Cafiero a la confiance des cadres et même l'estime de certains de ses adversaires en dehors du parti, Carlos Saul Menem remporte la victoire. Il incarne ce *« sentiment qu'est le péronisme »*, comme disent les Argentins. Commence alors une campagne frénétique. Il parcourt les provinces de long en large dans sa « Menem-mobile », en relevant ce nouveau défi avec la même dévorante passion qu'il apporte à tout. Son slogan est des plus simples : *« Suivez-moi »*. Son discours politique est flou, et ses revirements nombreux. Menem n'en a cure. Il méprise la presse et les relations publiques. Il n'a qu'un seul but : enflammer les foules péronistes et les assurer qu'il ne les décevra pas.

Les militants ne sont pas déçus ! Après le pâle candidat de la dernière élection présidentielle de 1983, M. Italo Luder, ils retrouvent un leader. Peu importe qu'il soit, en Argentine, étiqueté « intellectuel » et qu'il appartienne dorénavant à la *Patria financiera*, la caste des riches ! Carlos Saul Menem impose son image : puisqu'il ne peut être partout, il fait distribuer d'abondance son effigie en plastique.

Il ne prend guère de *décisions*. Dans son entourage, il laisse s'affronter, à l'orientale, ses partisans — on dit : « sa » cour — pour ne désigner qu'en fin de débat le vainqueur. Il écoute beaucoup s'il lit peu. Et il réagit toujours à l'intuition. Le sourire charmeur, une présence et une énergie à toute épreuve, Carlos Saul Menem est au mieux de sa forme et de ses capacités. Dans sa province de la Rioja, il a laissé depuis longtemps une équipe s'occuper de la gestion, accaparé qu'il est par d'autres tâches. Peu d'hommes, autour de lui, ont de réelles compétences ministérielles; il lui faudra chercher ailleurs — il l'a d'ailleurs annoncé — les talents nécessaires pour gouverner le pays. Sa famille ne devrait pas être oubliée : son frère, Eduardo, sénateur, et sa femme même pourraient se voir confier des fonctions ministérielles. Mais prévoir ce que fera Carlos Saul Menem est une tâche si hasardeuse !

D. H.-G.

Un demi-siècle de justicialisme

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Institué en 1946 par Juan Domingo Peron, entré dans une clandestinité forcée en 1955, resurgi en triomphe, mais pour trois ans seulement, en 1973, le mouvement justicialiste demeure à peu près inclassable.

Tout a commencé en juin 1943, lorsque des officiers d'un groupe clandestin, le GOU (groupe d'officiers unis, d'inspiration corporatiste à la Mussolini), fondé pour préparer un énième coup d'Etat, prennent le pouvoir. Ils nomment à un poste modeste, celui de secrétaire au travail et à la prévision sociale, le jeune colonel Peron.

C'est ce poste-là qui va lui permettre d'acquérir, très vite, une popularité exceptionnelle dans la classe ouvrière. Il avait compris que, pour éviter au pays le risque du marxisme, il devenait urgent de canaliser les aspirations d'un prolétariat né avec l'apparition de l'industrie dans les années 30. En mai 1944, Peron devient ministre de la guerre. Un mois plus tard, il est vice-président.

Son ambition se révélant alors tro[...] incarcéré à l'île Martin Garcia, dans le Rio de la Plata. Pour peu de temps ! Car le petit peuple, dont il s'est fait l'allié et dont il est devenu l'idole, fait pour la première fois irruption dans l'histoire argentine. C'est la fameuse journée du 17 octobre 1945 — acte fondateur du péronisme mythique. A la hâte, l'establishment militaire libère le héros du jour sous la pression du prolétariat de la capitale, harangué par celle qui n'était encore que speakerine de radio dans des feuilletons enflammés, et qui deviendra son épouse : Evita.

A l'issue de cette journée triomphale, qui a vu l'irruption sur le devant de la scène des *descamisados* (« sans-chemise » ou « manches retroussées », selon les versions), Peron est définitivement coupé de l'armée. Il se lance dans la compétition présidentielle de 1946. Il triomphe avec 53 % des voix — contre tout à la fois la droite la gauche et les Etats-Unis eux aussi mobilisés contre lui pour son attitude peu claire durant la guerre.

Le péronisme restera au pouvoir jusqu'en 1955. A cette date, le *« traître »* est chassé par ses anciens condis[...]

Ce péronisme *« de première période »*, s'était caractérisé par sa coloration populiste et son organisation corporatiste et bureaucratique de l'Etat. Dans le domaine international, il se voulait à égale distance des blocs : c'était la *« troisième position »*, appelée à connaître un fameux succès avec le non-alignement, encore à inventer.

La *« revolucion libertadora »* essaye d'effacer l'image, et le nom même, de Peron en Argentine. Les années qui suivent, jusqu'en 1973, ne seront qu'une suite de coups d'Etat militaires et de gouvernements civils avortés.

En 1973, Juan Domingo Peron rentre de son long exil en Espagne. Il est alors âgé de soixante-dix-sept ans. Son but est sans doute davantage de revenir mourir dans son pays que de reprendre la tête de l'Etat. C'est pourquoi le premier « ticket » péroniste, qui gagne les élections de 1973, est composé de son fidèle Hector Campora et de Vicente Solano Lima. Ce n'est que quelques mois plus tard que, sous la pression populaire, ces derniers démissionnent et convoquent de nouvelles élections. Cette fois, c'est la *« formule Peron-*[...] vice-présidente. Les deux gagnent, avec 62 % des votes. Mais quelques mois plus tard, en juillet 1974, Peron, qui, malade, n'a pas vraiment gouverné, meurt. Et c'est sa veuve qui lui succède, constitutionnellement.

S'ouvre alors une période de chaos durant laquelle la présidente, surtout connue pour être une ancienne danseuse de cabaret qui a su séduire le général à Panama, se laisse dominer par José Lopez Rega. *« El Brujo »* (le sorcier) va faire régner la terreur en Argentine. Les groupes guérilleros, ceux qu'on appellera la *« subversion »* — les Montoneros, une dissidence d'extrême gauche du péronisme, et l'ERP (l'armée révolutionnaire du peuple, à tendance trotskyste, — s'activent. Face à eux, le péronisme conservateur déploie la « triple A » (Alliance anticommuniste argentine), dont les « escadrons de la mort » perpètrent des centaines d'assassinats d'opposants — péronistes pour la plupart.

Le 24 mars 1976, une junte militaire prend de nouveau le pouvoir sans que la population, loin de là, s'y oppose — fatiguée qu'elle est, du terrorisme et de la pagaille. Mais la répression dépasse [...]

PANAMA

M. Bush souhaite que l'armée se rebelle contre le général Noriega

Le président George Bush a ouvertement appelé, samedi 13 mai, les forces armées et le peuple panaméens à renverser le général Manuel Noriega. Le chef de l'Etat américain a manifesté le souhait que les forces de défense panaméennes se rebellent contre le général. *« J'aimerais qu'elles le jettent dehors (...), a-t-il déclaré. Aucun effort ne sera couronné de succès tant qu'il n'aura pas quitté le pays. » « Le peuple panaméen doit tout faire pour qu'il s'en aille du pouvoir »*, a ajouté — devant les journalistes — M. Bush, à bord de l'avion présidentiel qui le conduisait dans le Mississipi. Alors qu'on lui demandait si cette déclaration ne mettait pas de l'huile sur le feu de la crise panaméenne, M. Bush a ajouté sèchement : *« Non, je ne prendrai aucune précaution oratoire. La volonté du peuple doit être mise en pratique. »*

Qualifiant les élections du 7 mai au Panama de *« frauduleuses »*, de *« négation de la démocratie »*, le président Bush s'est déclaré convaincu que des pays étrangers étaient disposés à recevoir le général si ce dernier devait quitter le Panama. Il a précisé qu'il ne s'opposerait pas à ce qu'il se rende dans un pays qui n'a pas de traité d'extradition avec les Etats-Unis (où le général est inculpé de trafic de drogue). *« Ce pourrait être la solution »*, a-t-il dit. *« Pour le moment, qu'il fasse ce qu'il veut, pourvu qu'il s'en aille. »* — (AFP.)

L'opposition veut « paralyser » le pays par une grève générale le 17 mai

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

Dans le cadre de sa campagne contre l'annulation des élections du 7 mai, l'opposition demande aux Panaméens de « paralyser » totalement le pays mercredi 17 mai, jour prévu pour le débat, dans le cadre de l'Organisation des Etats américains (OEA), à Washington, sur la situation au Panama.

L'Alliance démocratique de l'opposition civique (ADOC) appelle les citoyens à demeurer dans les rues de leurs quartiers ce jour-là et à faire preuve d'*« imagination »* pour exiger *« pacifiquement »* le respect du vote, dénoncer la répression et demander la libération de plus de trois cents personnes *« détenues arbitrairement »*. L'ADOC lance également un appel aux fonctionnaires, que *« le régime ne peut plus payer et qu'il a l'intention de licencier en grand nombre. »*

Depuis les sanctions économiques décrétées par les Etats-Unis le 8 avril 1988 (gel de comptes du gouvernement panaméen dans les banques américaines, suspension du paiement des sommes dues pour l'utilisation du canal interocéanique, etc.), les autorités panaméennes éprouvent des difficultés à régler les salaires de leurs cent quarante mille employés.

Selon l'opposition, le gouvernement ne disposerait pas des fonds nécessaires pour la paye prévue cette semaine. Beaucoup de fonctionnaires auraient voté pour l'opposition, qui a recueilli 70 % des suffrages, selon les chiffres les plus fiables. Une partie de l'armée se serait aussi prononcée en ce sens, ce qui semble avoir déconcerté la coalition officielle et créé certains espoirs dans l'opposition qui, du coup, demande aux militaires de participer à leur manière à la paralysie du pays en refusant de se prêter à la répression. *« Notre mouvement,* affirme l'ADOC, *est dirigé contre la dictature du général Noriega et non contre l'institution militaire, dont nous respectons l'intégrité. »*

Depuis quelques jours, les dirigeants de l'opposition évoquent la possibilité d'une *« sortie honorable »* pour le général Noriega. Mais celui-ci maintient un mutisme absolu et n'est pas apparu en public depuis le 2 mai. Les soldats panaméens ont eux aussi disparu des rues de la capitale depuis samedi, au moment précis où les renforts envoyés par les Etats-Unis (environ mille neuf cents hommes s'ajoutant aux dix mille trois cents déjà sur place) arrivaient sur les bords du canal et faisaient une démonstration de force en organisant un défilé de véhicules blindés et de troupes armées jusqu'aux dents devant les caméras de télévision.

« Ils ont peur », affirme, méprisant, un grand Noir originaire du Michigan, qui assure la garde à l'entrée de la base aérienne américaine de Howard. *« Il faut se décider,* ajoute-t-il, *ou on intervient pour en finir avec Noriega ou on rentre chez nous. »* Certains Panaméens partagent ce point de vue. *« Les Etats-Unis doivent nous débarrasser de Noriega,* affirme un homme d'affaires, *puisque ce sont eux qui nous l'ont imposé autrefois. »* Beaucoup de Panaméens sont cependant conscients des conséquences négatives que pourrait avoir une intervention militaire des Etats-Unis. Ils espèrent donc que la réunion de l'OEA et les pressions diplomatiques (après le Pérou et le Venezuela, le Japon et le Mexique ont condamné fermement le général Noriega) suffiront à renverser le régime.

« Dieu s'est exprimé »

Tout cela donne une forte impression de déjà vu. Il y a un peu plus d'un an, le commandant en chef des forces de défense avait survécu aux manifestations quotidiennes de l'opposition, à la fermeture de toutes les banques durant plusieurs semaines, à une tentative de coup d'Etat et à l'envoi de troupes américaines. Mais, cette fois-ci, l'isolement international du régime du général Noriega est plus grand que jamais. Et, surtout, il y a eu ces élections qui ont permis de mesurer concrètement le rejet massif de la population — et peut-être même de l'armée — à l'égard d'un homme que les Etats-Unis accusent de participer au trafic de drogue (et de flirter avec Cuba, dans une région hautement stratégique pour Washington).

L'Eglise panaméenne, prudente jusque-là dans ses dénonciations du régime, a franchi un pas décisif dimanche 14 mai en faisant lire un document très dur dans toutes les églises du pays. Certaines messes se sont transformées en véritables manifestations politiques, en particulier dans l'église du Christ-Roi, haut lieu de la *« sédition »* depuis deux ans. *« Nous n'avons plus peur des menaces,* a déclaré le Père Javier Villanueva. *Quand le peuple vote avec une telle majorité, c'est comme si Dieu s'était exprimé à travers lui. »* Les nombreux fidèles des classes moyennes venus l'écouter ont applaudi à tout rompre.

BERTRAND DE LA GRANGE.

EN BREF

● **AFGHANISTAN : le chef de l'armée pakistanaise favorable à un règlement politique.** — Le chef de l'armée pakistanaise, le général Mirza Aslam Beg, s'est prononcé, samedi 13 mai, en faveur d'un règlement politique du conflit afghan, tout en déclarant que la résistance pouvait remporter la guerre. Il a, de façon assez surprenante, rendu pour la première fois hommage à la *« ténacité »* et au *« courage »* des combattants gouvernementaux.

D'autre part, alors que le président Najibullah demandait à l'Assemblée nationale de Kaboul la prolongation de l'Etat d'urgence, les résistants afghans ont déclaré que trente mille moujahidines se prépareraient à lancer une attaque sur la capitale afghane.

● **ÉTATS-UNIS : deux morts dans une explosion sur un porte-avions.** — Deux marins américains ont été tués, samedi 13 mai, par une explosion et un incendie à bord du porte-avions *America*, qui venait de quitter les Etats-Unis pour [...] s'agit, avec cet accident, d'une série noire pour la marine américaine. Quarante-sept membres de l'équipage du cuirassé *Iowa* avaient été tués le 19 avril dernier à la suite d'une violente explosion dans une tourelle du bâtiment, qui se trouvait au large de Porto-Rico. Six autres marins avaient trouvé la mort la semaine dernière à la suite d'un incendie à bord d'un navire de ravitaillement en mer de Chine.

GRÈCE : la commission d'enquête sur le scandale Koskotas suspend ses travaux. — La Vouli, le Parlement grec, a terminé officiellement, samedi 13 mai, les travaux de sa législature, dans l'attente des législatives du 18 juin.

L'arrêt anticipé des travaux de la Vouli, en raison de la campagne électorale, a pour effet d'empêcher la commission parlementaire chargée d'enquêter sur l'affaire Koskotas, le vaste scandale politico-financier qui ébranle depuis novembre dernier le [...]

Asie

Le voyage historique du numéro un soviétique en Chine

Quand Staline ne voulait pas d'une « Yougoslavie d'Extrême-Orient »

Staline et Mao se sont rencontrés pour la première fois en 1949, peu après la victoire communiste en Chine et la proclamation de la République populaire chinoise. Staline venait de célébrer son soixante-dixième anniversaire, il était au sommet de sa gloire, une espèce de demi-dieu encensé par les communistes et leurs sympathisants du monde entier. Aux réceptions du Kremlin, il donna avec ostentation la préséance aux chefs des partis polonais et tchécoslovaque sur ce Chinois venu en demandeur. Les premiers ne représentaient-ils pas des pays ayant une production d'acier plus importante, une économie plus efficace, malgré les pertes que leur avait infligées la seconde guerre mondiale, que la Chine sous-développpée, sortie exsangue d'une guerre civile prolongée ?

Mao a dû se rendre compte aussi, dès le jour de son arrivée à Moscou, des soupçons que nourrissait à son égard le « Vieux », exaspéré par la récente rébellion de Tito. Assurément, Staline n'aimait pas les révolutionnaires qui avaient osé réussir sans son aide. Mao put aussi lire dans la revue *Bolchevik*, organe théorique du PC, un article qui dénonçait avec véhémence le nationalisme en tant que *« danger le plus grave de tous ceux qui menacent l'unité et la cohésion du camp communiste »*. C'était pour faire entendre la résolution de Staline de faire respecter le rôle dirigeant de l'URSS, guide et modèle pour tous les pays et mouvements communistes d'Occident et d'Orient.

Solidarité de despotes

Une phrase, dans la lettre cinglante adressée par Mao la veille de son voyage à Moscou au secrétaire d'Etat américain Dean Acheson, avait dû frapper Staline. A l'Américain l'ayant accusé de sacrifier les intérêts de la Chine à des solidarités idéologiques, Mao avait répliqué : *« Nous autres communistes chinois, nous saurons défendre les intérêts vitaux de la Chine. »* En 1962, Mao reconnaîtra que Staline s'était effectivement méfié de lui, qu'il *« suspectait la Chine de devenir la Yougoslavie d'Extrême-Orient »*. Or on sait que Mao se hâta de rassurer Staline sur ses sentiments de loyauté internationaliste. Il lui donna des gages en soutenant sans hésitation la campagne antititiste. Il avait besoin de l'aide fraternelle de l'Union soviétique. *« Nous n'avions pas d'expérience,* dira-t-il. *La Chine n'avait pas d'experts. Nous devions utiliser l'expérience soviétique, nous devions utiliser les experts soviétiques pour liquider l'idéologie bourgeoise, pour remplacer les vieux experts chinois. »* Il se montra à Moscou très modeste, très accommodant.

Plus tard, après la mort de Staline, lorsque Khrouchtchev lança les premières diatribes contre le défunt dictateur, Mao défendit âprement la mémoire de Staline. Sans doute, surtout par solidarité de despotes. La campagne contre le « culte de la personnalité » menée par le promoteur de la déstalinisation ne pouvait que lui déplaire. C'est qu'il venait à peine d'installer en Chine le culte de sa propre personnalité, calqué sur celui imposé par Staline à ses fidèles. Mao laissa cependant percer quelque ressentiment au souvenir des humiliations que le maître du Kremlin et ses acolytes lui avaient fait subir, et cela même chez lui, en Chine. *« Lorsque les artistes chinois me représentaient au côté de Staline, ils ne manquaient jamais de me peindre comme étant plus petit. Telle était la pression morale exercée par l'Union soviétique sur nous à cette époque ». « Or le marxisme-léninisme exige que tous les hommes soient traités en égaux »*, dira-t-il, en 1958, à une conférence du parti chinois. Il compara alors Staline à des bouddha, représentés cent fois grandeur nature.

Mais, en 1949, il s'était fait lui-même très petit. En évoquant les longues et dures négociations avec Staline, il reconnaîtra qu'il avait dû s'incliner chaque fois que Staline durcissait son attitude. A la fin, il dut se contenter d'un traité beaucoup moins favorable qu'il n'avait pu l'escompter. Certes, Port-Arthur fut rendu à la Chine et Moscou reconnut la souveraineté de Pékin sur le Sinkiang, mais aucun ajustement territorial ne fut prévu et le statut de la Mongolie extérieure, entièrement séparée de la Chine, demeura inchangé. Des crédits bien modestes furent consentis. Les Soviétiques conservaient, en outre, le gros de leurs positions en Mandchourie.

Mao avouera plus tard que les contacts personnels avec Staline l'avaient confirmé dans l'idée que le généralissime ne souhaitait pas, qu'il n'avait jamais souhaité sa victoire car il ne souhaitait pas voir s'ériger une Chine grande puissance, communiste ou non. *« En 1945, Staline avait voulu nous empêcher de faire la révolution, il nous demanda de ne pas engager la guerre civile mais de coopérer avec Tchang Kaichek. »* C'est là un fait. Une Chine nationaliste, neutralisée par des conflits internes délivrée de l'influence japonaise, mais largement ouverte à celle de l'Union Soviétique, eût mieux convenu à Staline qu'une Chine unifiée sous le sceptre communiste et capable de rivaliser avec l'URSS en Asie. Quelques mois après la conclusion de l'alliance sino-soviétique, la guerre de Corée, qu'il l'eut provoquée ou non, a permis à Staline d'isoler encore plus la Chine et de couper court pour longtemps à toute tentative de rapprochement de Pékin avec Washington.

Un traité inégal

Djilas a rapporté une conversation qu'il eut avec Staline en 1947 et lors de laquelle le maréchal avait parlé sur un ton d'indulgence amusée et paternelle des camarades chinois qui, après la guerre contre le Japon, avaient refusé de suivre son conseil de chercher un *modus vivendi* avec les nationalistes : *« Ils étaient d'accord avec nous en paroles, mais, en fait, il avaient fait ce qu'ils voulaient. Ils rassemblaient leurs forces et frappaient. Et nous avons compris qu'ils avaient eu raison. »* Ce que Staline ne dit pas, c'est que, avec leur conduite de rebelles, les communistes chinois avaient renforcé sa méfiance à leur égard.

En revenant de Moscou à Pékin en février 1950, avec dans ses bagages le traité décevant, Mao essaya de cacher sa désillusion. *« Je venais de signer le premier acte diplomatique où depuis des siècles la Chine eût fait figure de partenaire libre. »* Certes, le traité n'a point relégué la Chine à un statut de satellite comparable à ceux de la Roumanie ou de la Bulgarie. Mais il était loin d'être un traité entre égaux – ce que Mao ne manquera pas de reprocher aux successeurs de Staline. L'alliance de 1950 exprimait, en réalité, un compromis transitoire entre la tendance inhérente à l'empire soviétique de satelliser tous ses partenaires et les ambitions de Mao qui s'obstinait à démontrer à ses détracteurs que, tout en étant un communiste respectueux des Soviétiques, il se voulait aussi meilleur défenseur du patrimoine national que le gouvernement nationaliste déchu et chassé du continent.

Or il apparaîtra en 1957, lors de l'interlude des « cent fleurs », que Mao n'a point réussi à convaincre tous ses compatriotes d'avoir fait une bonne affaire en se liant unilatéralement à l'URSS. Des voix se sont fait alors entendre, notamment sur les campus universitaires, pour affirmer que *« l'amitié sino-soviétique signifiait en réalité un asservissement de la Chine à un impérialisme et que les relations des deux pays ressemblaient à celles qui lient le maître à l'esclave »*. Ces manifestations révéleront la permanence d'un courant patriotique, nationaliste, anti-impérialiste, qui menaçait de se retourner contre les dirigeants de la nouvelle République populaire, à moins qu'ils ne le prennent – comme ce sera le cas après 1960 – entièrement à leur compte, en se faisant les champions de l'indépendance et de la grandeur chinoises.

L'alliance conclue par Mao en 1950 n'a survécu que dix ans à peine à la mort de Staline. De la part de Khrouchtchev, Mao se souffrira pas ce qu'il avait toléré de la part de Staline. Face au successeur, il ne revendiquera pas d'être traité sur un pied d'égalité. Il se sentira nettement supériuer, digne de prendre en main la direction de la révolution mondiale. Avant de mourir, il laissera Chou Enlaï frayer la voie à ce rapprochement avec les Etats-Unis, que M. Deng Xiaoping poursuivra et que M. Gorbatchev ne voudra plus empêcher. L'URSS n'attaque plus Mao, la Chine ne défend plus Staline. Ce qui a facilité la normalisation des rapports entre les deux pays, c'est que l'un ne dénonce plus le nationalisme chinois et que l'autre n'attaque plus l'impérialisme soviétique. Les dirigeants des deux pays ont renoncé à cacher leurs ambitions conflictuelles derrière la langue de bois d'une idéologie apparemment commune et qui, à l'alliance, ne laissait d'autre choix que l'hostilité. Gorbatchev et Deng parlent désormais le même langage pragmatique et sobre, le langage de la froide raison d'Etat.

FRANÇOIS FEJTÖ.

Quarante ans après la visite de Mao à Moscou

2 octobre 1949. – L'URSS reconnaît la République populaire de Chine ; Mao Zedong se rend à Moscou en décembre.

Mai 1958. – Le PCC dénonce Tito et la Yougoslavie.

31 juillet 1958. – Première rencontre Khrouchtchev-Mao à Pékin.

30 septembre 1959. – Seconde visite de Khrouchtchev à Pékin, peu après sa visite aux Etats-Unis et l'abrogation par Moscou de l'accord de coopération nucléaire. Elle confirme le désaccord profond entre Chinois et Soviétiques, qui éclatera au grand jour l'année suivante.

24 avril 1960. – Le *Drapeau rouge* révèle le conflit sino-soviétique dans un article intitulé « Vive le léninisme ».

Eté 1960. – Moscou rappelle ses experts.

Mai 1966. – Début de la révolution culturelle ; manifestations devant l'ambassade soviétique de Pékin en septembre, puis en janvier 1967.

2 mars 1969. – Incidents frontaliers sur l'Oussouri.

Février 1972. – Visite à Pékin du président Nixon.

20 septembre 1984. – Première rencontre officielle depuis 1959 entre ministres des affaires étrangères (MM. Gromyko et Wu Xueqian) aux Nations unies. Le vice-premier ministre soviétique Arkhipov visite Pékin en décembre.

28 juillet 1986. – Discours de M. Gorbatchev à Vladivostok.

1er décembre 1988. – Première visite à Moscou du chef de la diplomatie chinoise, M. Qian Qichen.

1er février 1989. – Visite à Pékin de M. Chevardnadze ; la date du sommet Deng Xiaoping-Gorbatchev est fixée au 15 mai 1989, en Chine.

Les manifestations ont perturbé l'arrivée de M. Gorbatchev à Pékin

(Suite de la première page.)

Les autorités se sont également résignées à modifier le programme de la visite en tenant à l'aéroport de Pékin, dès la sortie de M.Gorbatchev de son Illyouchine-62 spécial, à midi pile, la cérémonie officielle de bienvenue, avec hymnes et salut aux drapeaux, plutôt que sur la place Tiananmen, face au Palais du peuple, comme il est d'usage et comme, à en croire le ministère chinois des affaires étrangères, cela était encore prévu moins d'une heure auparavant.

L'Histoire dira dans longtemps qui décida de rendre finalement publique la déclaration écrite d'arrivée de M. Gorbatchev, dont le thème trahit une ironie involontaire, rare en pareilles circonstances, au vu de ce qui se passait au même moment place Tiananmen : *« En Union soviétique, nous suivons avec un vif intérêt les transformations qui se déroulent en Chine* (...) *Nous arrivons en Chine au printemps, la bonne saison où la nature bourgeonne et la vie se réveille. Partout dans le monde, les peuples associent cette saison au renouveau et à l'espoir. »* Et de conclure sur son impatience à voir *« les énormes contributions* (de la Chine) *au développement de la civilisation humaine* (...) *et les réalisations du peuple chinois au cours de quarante années de développement du socialisme »*.

Sur la place, des milliers d'étudiants arrivant en cortèges des universités de banlieue pour soutenir leurs camarades grévistes de la faim, qui occupent le terrain depuis samedi dernier, scandaient au même moment, à l'intention de la foule de badauds agglutinée sur le passage, et des autobus bondés, d'un modèle d'un autre âge, qui restent les seuls moyens de transports publics de cette capitale : *« Hommes de Chine, avec nous ! Hommes de Chine, avec nous ! »* Et les hommes – et femmes – de Chine vinrent, de fait, avec eux. On vit des gens d'un âge déjà avancé se joindre aux cortèges, se tenant prudemment en bordure de la foule étudiante turbulente, en criant *« Vive la démocratie »*. Des provinciaux aux accents rugueux leur emboîtaient le pas. Un jeune prolétaire sans guère d'instruction – *« Gorbatchev ? Je ne connais pas très bien ! »*, – mais sûr de son fait, clamait : *« A bas la corruption ! Vive le peuple ! Vive la liberté de la presse ! »* Et le jeune homme de souligner à notre intention que les bousculades acccompagnant les mouvements de la foule à l'arrivée de tout journaliste étranger n'étaient en rien hostiles : *« C'est le peuple chinois qui t'accueille en son sein ! Ce n'est pas un geste agressif... »*

Les policiers sont parvenus à tenir bon jusqu'à ce que, selon l'horaire de la visite officielle, M. Gorbatchev soit parvenu dans sa résidence, à plusieurs kilomètres de cette place que le peuple chinois continue, envers et contre tous, à considérer comme le cœur du pouvoir impérial, quelles que soient ses formes. Puis, à 13 h 10, ils ont ouvert les cordons, aussitôt acclamés par de puissants *« Vive la police ! Vive la police ! »* La manifestation improvisée s'est dirigée vers l'ouest, sans trop savoir où elle allait. De l'université de Pékin, située à une quinzaine de kilomètres, un autre cortège était parti vers midi en direction de la place. Sa composition est bien plus inquiétante pour l'autorité du régime : une centaine d'enseignants déclarant leur soutien au mouvement étudiant, y compris ses grévistes de la faim, y figuraient.

Grévistes de la faim

Les appels à la raison du secrétaire général du Parti communiste, M. Zhao Ziyang, samedi, n'auront donc pas eu d'effet. Il avait demandé que les étudiants aient à cœur de préserver *« consciencieusement la dignité et les intérêts du pays »* et s'abstiennent de *« faire obstruction à des conversations internationales ou au sommet sino-soviétique »*. Samedi et plus encore dimanche soir, des centaines de milliers de Pékinois étaient venus apporter leur soutien explicite ou implicite, en se montrant en ces lieux, aux grévistes de la faim, qui, par ce geste hautement inhabituel, ont touché le point le plus névralgique de l'imaginaire populaire : l'estomac.

« Maman, j'ai faim, mais je ne peux pas manger », proclame une de leurs banderoles. De fait, selon un médecin, plusieurs dizaines d'entre eux commencent à se trouver mal. Un service d'ambulances leur a été fourni par une université de médecine. Combien peuvent tenir encore longtemps en ne buvant que de l'eau salée ? Nul ne le sait. Il ne faut pas dramatiser – une autre banderole proclamait : *« Poursuivons la grève de la faim jusqu'à l'évanouissement »*, ce qui n'est pas le suicide, – mais le pouvoir aurait tort de sous-estimer leur détermination. Ils se savent populaires, et comptent bien en jouer.

Une douzaine d'intellectuels en vue ont d'ores et déjà signé une pétition soutenant leur mouvement et réclamant la reconnaissance par les autorités de l'embryon, encore relativement informel, de syndicat étudiant libre. Parmi les signataires, des hommes qui se situent dans la zone grise qui sépare, avec mille nuances, l'opposition du pouvoir, dont certains passent pour être des proches de Zhao Ziyang.

Une amorce de dialogue entre les étudiants et les autorités a eu lieu dimanche. Sans succès. Le pouvoir a rendu compte de toute cette agitation de manière sub-stantielle et objective dans ses médias officiels – eux-mêmes soumis à une contestation interne de plus en plus vive. L'effet Gorbatchev prend l'allure d'une tempête pour le régime chinois.

En est-il conscient ? Peut-être, si l'on en croit l'impression qu'ont eue les journalistes – mille deux cents personnes au total, un record absolu en Chine populaire – à l'aéroport de Pékin que les Soviétiques cherchèrent un moment à ne pas mettre en circulation l'embarrassante déclaration d'arrivée. C'est finalement l'agence officielle de presse Chine nouvelle (elle aussi portée au persiflage ces jours-ci) qui la diffusa.

Les conversations de M. Gorbatchev, lundi après-midi, avec M. Yang Shangkun, le chef de l'Etat chinois, au rôle politique effacé, qui était venu l'accueillir à l'aéroport, ne devaient pas présenter un caractère suffisamment approfondi pour être affectées par de telles circonstances. Il n'en sera peut-être pas de même pour la suite du programme. C'est mardi que le PCUS renouera solennellement, en la personne de son chef, avec la haute direction chinoise : MM. Deng Xiaoping, Zhao Ziyang et Li Peng, premier ministre.

Il y a toute une symbolique dans le protocole de ces rencontres, telles qu'elles sont présentées dans le vocabulaire diplomatique chinois : avec M. Deng, M. Gorbatchev a une *huiwu*, rencontre avec une connotation presque impériale ; avec M. Zhao, une *huijian*, rencontre formelle de chef du parti à homologue ; avec M. Li Peng, une *huitan*, séance de discussion moins solennelle. Le sens de cette hiérarchie est évident : le chef du Kremlin vient faire *kowtow* devant le vieux patriarche, s'excuser pour le passé douloureux et, face aux successeurs avec lesquels il sera, sauf catastrophe, contraint de travailler au cours des prochaines années, il vient jauger la puissance des appareils respectifs de ces deux Etats lancés, chacun à sa manière, dans une réforme houleuse.

L'agitation régnant à travers la capitale chinoise rappellera en permanence ce contexte aux partenaires réconciliés du monde socialiste. Si, sur le plan des contentieux et des projets économiques, il ne faut pas attendre de miracle de ce voyage en Chine de M. Gorbatchev, qui repartira jeudi soir pour Moscou après une visite d'une journée à Shanghai, sa visite restera, comme il l'a dit lui lui-même dans sa déclaration écrite, comme un événement *« de nature à marquer une époque dans les relations entre l'Union soviétique et la Chine »*. Et, faut-il ajouter pour lui, dans le *« bourgeonnement »* d'une nouvelle organisation politique et sociale en Chine, sans aucun doute.

FRANCIS DERON.

Diplomatie

Le débat sur le désarmement

L'URSS durcit le ton

Après les bonnes paroles dont M. Gorbatchev a gratifié le secrétaire d'Etat américain lors de sa première visite à Moscou jeudi 11 mai (annonce de retraits unilatéraux d'armes nucléaires tactiques et propositions constructives sur les armements conventionels), M. Chevardnadze, le ministre soviétique des affaires étrangères, avait pour mission de brandir la menace lors de son séjour de vingt-quatre heures à Bonn samedi. S'adressant à la presse, M. Chevardnadze a déclaré que si l'OTAN décidait de moderniser ses armes nucléaires à courte portée (moins de 500 kilomètres), cela remettrait en cause les accords de Washington sur l'élimination des missiles à moyenne portée (FNI).

Une telle décision de l'OTAN *« nous amènerait à stopper la destruction des SS-23 ou à envisager le déploiement de nouveaux systèmes de missiles »*, a affirmé le chef de la diplomatie soviétique. Il a fait remarquer que ce que l'OTAN nomme *« modernisation »* recouvre le projet de remplacer les Lance par des armes d'une portée de 450 km, c'est-à-dire proches, selon lui, des FNI dont l'accord de décembre 1987 prévoit l'élimination.

A son arrivée à Bonn la veille, M. Chevardnadze s'était prononcé d'emblée pour une triple option zéro, soit l'élimination totale des armes nucléaires du théâtre européen, ce que le chancelier Kohl avait rejeté.

De retour à Washington, le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a répondu à M. Chevardnadze. Il n'a jamais été dit, lors des négociations sur les missiles à portée intermédiaire (FNI) que *« l'OTAN ne devrait pas maintenir ses armes à courtes portées en état* (up to date) *»*, a-t-il dit, ajoutant que l'URSS violerait l'accord de Washington si elle cessait de détruire ses SS-23. *« Ce serait une erreur terrible que de tomber dans le piège consistant à jouer à la politique avec la sécurité occidentale »*, a-t-il ajouté, avant de répéter, comme il l'avait fait à Moscou et à Bruxelles les jours précédents, que le retrait de 500 têtes nucléaires annoncé jeudi par M. Gorbatchev *« est une bonne mesure, mais une mesure très petite, très modeste »*.

La « Pravda » critique M. Bush

Interrogé à Houston (Texas) sur cette initiative soviétique qu'il n'avait pas commentée dans son discours de vendredi sur les relations Est-Ouest, le président George Bush a souhaité que les Soviétiques mettent leurs déclarations en pratique *« unilatéralement »* : *« Ce serait bien que M. Gorbatchev aille de l'avant* (...). *Nous avons déjà retiré quelque 2 000 armes nucléiares tactiques »*, a-t-il ajouté.

Dans son édition de dimanche, la *Pravda* regrette que, dans son discours de College Station, le président américain ait *« totalement ignoré »* les dernières initiatives de Moscou en faveur du désarmement. Le commentaire, sévère, estime que M. Bush n'a avancé *« aucune proposition nouvelle ou non orthodoxe, audacieusement créatrice, aucune tentative pour se dégager des stéréotypes rebattus »*.

Les *« exigences »* avancées par M. Bush pour un développement des relations avec l'Union soviétique signifient, selon le correspondant du journal à Washington, une *« totale soumission de l'URSS au modèle conçu pour elle sur les rives du Potomak »*. *« La rhétorique et les ultimatums ne peuvent servir de base à une réelle avancée de la cause de la paix, de la sécurité générale et de la coopération »*, ajoute-t-il. – *(AFP, Reuter.)*

Les relations franco-tunisiennes

Paris promet d'assurer la réception d'une chaîne de télévision grand public

TUNIS
de notre correspondant

M. Roland Dumas a dressé un bilan *« très satisfaisant »* des relations entre la France et la Tunisie, au terme de sa visite officielle de moins de quarante-huit heures dans ce pays. Les différents aspects du contentieux issu du protectorat étant désormais apurés, il s'agit maintenant de se tourner vers l'avenir, a-t-il dit lors d'une conférence de presse, samedi 13 mai, après avoir présidé la Haute Commission franco-tunisienne avec son homologue tunisien, M. Abdel Hamid Escheikh.

M. Dumas a affirmé que, en dépit de la décision du Conseil supérieur français de l'audiovisuel d'accorder les canaux du satellite TDF-1 à des chaînes thématiques, la France respectera l'engagement qui a été pris *« au niveau politique »*, lors de la visite en France du président Zine El Abidine Ben Ali, d'assurer la réception en Tunisie d'une chaîne de télévision grand public française. *« La France dispose, sur différents engins dans l'espace, des moyens de suppléer la solution imaginée dans un premier temps »*, a-t-il dit. Les experts s'emploient à trouver la solution la meilleure ; la concrétisation du projet se fera lors de la visite d'Etat du président François Mitterrand en Tunisie, en principe les 5 et 6 juin.

M. Dumas a, d'autre part, indiqué qu'il avait pris bonne note des remarques de la Tunisie concernant *« la mise en œuvre de l'aide française tant en ce qui concerne les protocoles financiers, que les Tunisiens voudraient voir assouplir, que l'aide alimentaire »*.

Répondant au vœu de la Tunisie qui souhaiterait voir les industriels français investir sur son territoire, il a indiqué qu'un groupe de travail allait se réunir dans les prochains jours pour étudier les possibilités qui s'offrent aux industriels. La France, pour sa part, a exprimé le souhait que soit maintenu, voire développé, le niveau de l'utilisation de la langue française en Tunisie, non pas dans un esprit de concurrence mais en tant que vecteur de culture, a-t-il précisé.

(Intérim.)

Diplomatie

Répondant à M. Genscher

M. Baker continue de refuser une négociation sur les armes tactiques

A l'issue d'une réunion tenue en présence de M. Baker, secrétaire d'Etat américain, vendredi 12 mai, à Bruxelles, le conseil de l'Atlantique nord a commenté dans un communiqué les initiatives de M. Gorbatchev, affirmant notamment : *« Etant donnée l'importance de l'arsenal nucléaire tactique soviétique, nous pouvons considérer une réduction de cinq cents têtes comme une mesure positive, bienvenue, mais plutôt modeste, vu ce que l'OTAN a déjà fait unilatéralement. »* De même à Londres, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a bien accueilli, mais avec beaucoup de réserves, les propositions de M. Gorbatchev. *« C'est,* a-t-il dit, *un pas dans la bonne direction »*, mais un *« très petit retrait unilatéral d'une petite partie de l'important arsenal soviétique, qui compte 10 000 têtes nucléaires »*. En revanche, toujours selon lui, l'acceptation par les Soviétiques des propositions de l'OTAN de réduction du nombre des chars à 20 000 dans chaque camp est *« un pas en avant important »*.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Venu rendre compte de ses entretiens de Moscou aux ministres des affaires étrangères des pays de l'alliance atlantique (ou à leurs représentants), M. Baker leur a fait partager son point de vue sur la décision soviétique de retirer cinq cents ogives nucléaires de son arsenal européen : le pas est modeste, mais positif. M. Hans Dietrich Genscher a toutefois estimé que l'initiative de M. Gorbatchev confortait sa thèse sur la nécessité de négocier la réduction des missiles nucléaires à courte portée. *« Elle montre que les Soviétiques se rapprochent de nos idées et elle confirme par ailleurs qu'il est nécessaire de négocier si l'on veut rendre la réduction du stock de missiles irréversible »*, a commenté le ministre allemand des affaires étrangères. Une interprétation qui n'a pas fait fléchir les Américains : M. Baker est resté tout à fait ferme sur son refus de négocier sur les armes tactiques. *« Il reste des divergences que nous essaierons d'aplanir avec M. Genscher, ainsi qu'avec d'autres membres du cabinet allemand. C'est là un point fondamental, et nous espérons le régler d'ici le sommet »*, a constaté le secrétaire d'Etat américain. A un journaliste qui lui demandait s'il ne serait pas dramatique que ce sommet des 29 et 30 mai, où l'on sera supposé fêter les quarante ans de l'Alliance, son succès et sa cohésion, fasse crûment ressortir un désaccord aussi important entre les Etats-Unis et la RFA, M. Baker a répondu : *« Ce serait un désastre bien pire de laisser la politique l'emporter et compromettre la sécurité de l'alliance. »*

A deux semaines du sommet, un entente n'est toujours pas évidente : *« Les uns et les autres ont pris des positions assez tranchées et assez fermement exprimées »*, notait un diplomate français. Les efforts récents des Néerlandais ou des Italiens pour imaginer une solution acceptable par tous n'ont, jusqu'à présent, rien donné. Les Américains se sont certes à peu près résignés à ce que les décisions opérationnelles concernant la modernisation des armes nucléaires à courte portée soient remises à 1991 ou 1992. En revanche, ils refusent la formule qui consisterait à souscrire maintenant au principe d'une négociation sur les armes nucléaires tactiques, mais à renvoyer l'ouverture de celle-ci à une date lointaine.

Les Français, pour leur part, se contentent de réaffirmer que leurs armes ne seraient nullement en cause dans une éventuelle négociation. Compréhensifs à l'égard de la thèse de Bonn sur la non-urgence de la modernisation, ils paraissent, à ce stade, plutôt pencher pour le point de vue américain quant au caractère peu opportun d'engager bientôt des pourparlers sur les missiles à courte portée. Au-delà des considérations sur l'équilibre des forces, l'attitude des pays de l'alliance dépend aussi de leur opinion sur l'évolution des événements en URSS. *« Nous ne devons pas nous laisser entraîner par des propositions sur le contrôle des armements présentées par un pays qui se débat dans une crise de plus en plus profonde »*, a noté un diplomate britannique.

Tout en se félicitant de la décision prise à Moscou de retirer 500 charges nucléaires, M. Baker s'est employé à en minimiser l'importance, à constater que c'était un effort bien inférieur à celui consenti par l'Ouest. *« Depuis dix ans, l'OTAN a réduit de façon unilatérale de 2400 charges son stock d'armes nucléaires à courte portée, et ces charges nous les avons détruites,* a-t-il dit. *L'URSS est en train de suivre la voie tracée par l'alliance, mais 500 ogives, c'est très peu, compte tenu du nombre de missiles en place et du déséquilibre entre l'Ouest et l'Est. Leur retrait, de surcroît, ne porte que partiellement sur des missiles basés à terre. Pour le reste, il s'agit de bombes portées par avion ou d'obus utilisés par l'artillerie atomique. »*

Cependant, M. Baker a estimé qu'au total ses conversations moscovites avaient été *« constructives »*. Il s'est félicité notamment de voir les Soviétiques prêts à discuter de façon approfondie des conflits régionaux. *« J'ai trouvé très intéressant ce qu'ils ont dit sur la manière dont on pourrait régler conjointement de tels conflits par une approche qui ne serait plus antagoniste, mais fondée au contraire sur la coopération. »*

M. Baker a confirmé que Russes et Américains avaient fixé au 26 juin la date de reprise des négociations sur les armements stratégiques (START).

PHILIPPE LEMAITRE.

● **ERRATUM.** – Une coquille a déformé le détail des propositions soviétiques de désarmement présenté dans *le Monde* du 13 mai. Le plafond proposé par Moscou pour le total des chars à la disposition de chaque alliance n'est pas de 2 000, comme il était indiqué dans l'article, mais de 20 000.

Bonn : « Tout cela montre bien que nous ne sommes pas dans l'erreur » *déclare M. Kohl*

BONN
de notre correspondant

Ce n'est certainement pas un hasard si M. Gorbatchev a annoncé une réduction unilatérale de cinq cents charges nucléaires stationnées en Europe à la veille du voyage à Bonn de M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères. D'évidence, les dirigeants soviétiques veulent apporter leur soutien au gouvernement de Bonn dans la querelle qui les oppose aux Américains et aux Britanniques sur la question de la modernisation des armes nucléaires à courte portée.

Le chancelier Kohl a d'ailleurs immédiatement saisi la perche : à l'issue d'une heure d'entretien avec M. Chevardnadze, vendredi 12 mai en fin d'après-midi, il déclarait que les dernières propositions soviétiques constituaient *« un pas dans la bonne direction »*. A l'intention des alliés de l'OTAN, il ajoutait : *« Dans de nombreux domaines, les choses se sont mises en mouvement. Tout cela montre bien que nous ne sommes pas dans l'erreur. »*

Le chancelier Kohl a établi un lien entre le déroulement des négociations de Vienne sur le désarmement conventionnel et les discussions qu'il souhaite sur la réduction des armes nucléaires à courte portée : *« Plus rapidement sera abolie la supériorité des forces du pacte de Varsovie,* a-t-il dit, *meilleures seront les perspectives d'un accord sur les systèmes nucléaires à courte portée. »* Il s'est néanmoins prononcé contre l'élimination totale des missiles nucléaires du territoire européen et a ajouté que son attitude à l'égard des propositions soviétiques était déterminée *« par des actes et non pas par des paroles ou des promesses »*.

En recentrant la discussion sur la réduction des armements conventionnels, le chancelier Kohl veut calmer la controverse sur la modernisation des armes nucléaires à courte portée, qui fait rage à l'intérieur comme à l'extérieur. Les éléments les plus conservateurs de la coalition au pouvoir, comme la CSU bavaroise, reprochent au chancelier et à M. Genscher de rester ambigus sur une éventuelle dénucléarisation de l'Europe souhaitée par les Soviétiques et l'opposition social-démocrate.

L'ancien secrétaire d'Etat à la défense, M. Lothar Rühl, exprime lui aussi sa méfiance dans un éditorial publié samedi 13 mai par le quotidien conservateur *Die Welt* où il affirme que *« la dernière offre de M. Gorbatchev vise à intervenir dans la politique ouest-allemande. Elle veut soutenir les forces qui souhaitent écarter les armes nucléaires d'Europe. C'est l'annonce d'une troisième option zéro »*. Un autre quotidien conservateur, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, ne voit pas les choses de la même façon et constate que *« Gorbatchev reste incontestablement l'acteur principal sur la scène du désarmement : pendant que l'Occident est paralysé par une querelle inutile sur les fusées à courte portée, Gorbatchev a pris l'initiative avec ses nouvelles propositions »*.

Mais le voyage à Bonn de M. Chevardnadze, prévu de longue date, visait essentiellement à préparer la visite en République fédérale de M. Gorbatchev, qui doit se dérouler du 12 au 15 juin prochain. Il s'agit de mettre au point la déclaration finale qui fera le bilan des relations entre les deux pays après le voyage de M. Kohl à Moscou au mois de novembre dernier et celle du secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique à Bonn. La discussion porte essentiellement sur l'inclusion de Berlin-Ouest dans les traités bilatéraux de coopération qui vont être signés : il en va pour Moscou de l'abandon de la théorie des trois Etats allemands, à laquelle l'URSS s'accroche depuis maintenaNt quarante ans.

LUC ROSENZWEIG.

GRAND CONCOURS

Voyages en Littérature

Testez vos connaissances en littérature grâce au grand concours organisé par HACHETTE CLASSIQUES, LE MONDE et EUROPE 1 :
« Voyages en littérature ».

Pour participer, achetez LE MONDE du 22 mai au 10 juin 1989.

Pour vous aider, chaque jour durant cette période, des indices sur EUROPE 1.

Grâce à HACHETTE CLASSIQUES, LE MONDE et EUROPE 1, vous pouvez gagner l'un des 1 000 prix offerts dont 3 voyages en Chine pour 2 personnes, 2 voyages à Bali pour 2 personnes, des bibliothèques et des centaines de livres...

HACHETTE Classiques
Le Monde
EUROPE 1

du 22 mai au 10 juin dans Le Monde

Les effets de la perestroïka

« Déchirez le rideau de fer »

(Suite de la première page.)

« A mesure que l'Union soviétique progressera vers une plus grande ouverture et une démocratisation, à mesure que les Soviétiques se plieront aux normes d'un comportement international responsable », les Etats-Unis apporteront une réponse appropriée. En un mot, cette nouvelle qualité de relations *« doit être méritée »*, et l'URSS doit montrer que sa politique internationale ne vit plus sur un rythme *« saisonnier »*, le froid succédant au chaud, *« le gel au dégel »*.

Après tout, rappelle M. Bush, redevenu sceptique et prudent, Moscou a déjà fait des promesses de *« coopération »* dans le passé, avant d'en revenir au *« militarisme »*. En tout état de cause, les Etats-Unis *« doivent rester forts, non pour éprouver une économie soviétique en état de faiblesse, ni pour chercher une supériorité militaire »*, mais dans un but de dissuasion.

Les principes posés, M. Bush peut se faire un peu plus précis dans ses demandes.

Il voudrait d'abord que l'URSS réduise le niveau de ses forces – notant au passage que des *« petits pas »* ont déjà été accomplis. L'expression avait été utilisée à Moscou par le secrétaire d'Etat James Baker pour qualifier l'annonce d'une réduction unilatérale par l'URSS de cinq cents ogives nucléaires en Europe. Mais le président ne mentionne pas cette initiative, ce qui le dispense d'y répondre. Le général Scowcroft, conseiller national de sécurité, avait été plus explicite en déclarant un peu plus tôt à la presse que cette proposition n'était qu'une *« manoeuvre »* destinée à diviser le camp occidental.

Un défi supplémentaire

M. Bush réitère en revanche une demande déjà exprimée par plusieurs membres de son administration : que Moscou *« renonce spécifiquement à la doctrine Brejnev »*, c'est-à-dire au principe que la souveraineté des pays socialistes est subordonnée aux intérêts supérieurs de l'URSS. *« Déchirez le rideau de fer »*, s'écrie M. Bush, comme pour rappeler qu'il est toujours, fondamentalement, en place – même si les Hongrois ont matériellement commencé à en détruire quelques portions.

Autre invite, autre test imposé aux Soviétiques ; il leur est demandé d'œuvrer de manière *« positive et pratique, et pas seulement rhétorique »*, à la solution *« diplomatique »* des conflits régionaux.

L'URSS est aussi priée de mettre en place un *« pluralisme politique durable »*, et de respecter, de manière tout aussi durable, les droits de l'homme. M. Bush salue les progrès réalisés, en matière d'élections, de tolérance, de vérité historique. Mais il ajoute, mêlant d'une même exhortation encouragement et avertissement : *« M. Gorbatchev, ne vous arrêtez pas maintenant. »*

M. Bush, pourtant, ne se contente pas de réclamer – il fait miroiter des récompenses, ou plutôt une récompense : la levée de l'amendement Jackson-Vanik au cas où l'URSS mettrait ses lois concernant l'émigration en accord avec les normes internationales. En pratique, il s'agit que Moscou laisse ouvertes les portes à l'émigration des juifs soviétiques (dix-neuf mille ont quitté l'URSS l'an dernier, ce qui a d'ailleurs posé de sérieux problèmes aux services de l'immigration américaine), en échange de quoi M. Bush proposera au Congrès de suspendre cet amendement vieux de quatorze ans qui exclut de la clause de la nation la plus favorisée en matière d'échanges commerciaux les pays qui restreignent la liberté d'émigration.

Là encore, M. Bush, plutôt que de se satisfaire des progrès déjà accomplis, demande un pas de plus, des garanties pour l'avenir.

Le président américain propose enfin un défi supplémentaire aux Soviétiques, en reprenant un projet formulé en 1955 par le général Eisenhower : le « ciel ouvert », c'est-à-dire la possibilité pour les avions d'observation des deux superpuissances (et même, dans la version Bush, des deux alliances) de survoler le territoire des autres. Les experts du Pentagone font valoir que, même à l'heure des satellites, une telle possibilité présente un intérêt non négligeable, les avions étant en particulier beaucoup mieux à même de surveiller les mouvements d'armes mobiles, et de permettre une observation plus souple et plus ciblée.

Mais, dans l'entourage même du président, on ajoute que cette idée a pour une part été retenue pour son caractère symbolique. A l'heure où les Soviétiques se targuent de transparence, leur demander d'ouvrir leur ciel (ce qu'ils avaient bien sûr refusé à l'époque d'Eisenhower et des U 2), c'est un peu les prendre au mot, et c'est aussi un moyen de montrer que l'atmosphère des relations Est-Ouest a radicalement changé. L'inconvénient, bien entendu, est que cette unique proposition vraiment concrète est vieille de trente-quatre ans...

M. Bush a en effet été très évasif sur les questions concrètes de désarmement – là où précisément les Soviétiques lui reprochent de traîner les pieds alors que M. Reagan avait une approche beaucoup plus enthousiaste. Il a mentionné les conversations sur la réduction des armements stratégiques (qui doivent reprendre en juin), mais simplement pour dire que leur objectif était de réduire le risque d'une guerre nucléaire. Il a par contre rappelé, à propos des armes spatiales, que les Etats-Unis entendaient se garder la possibilité de *« déployer des défenses avancées quand elles seront prêtes »*. L'IDS reste donc une option qu'il s'agit de préserver – mais M. Bush évite d'affirmer qu'elle sera à coup sûr mise en place. Et, naturellement, M. Bush réaffirme un objectif qui lui tient très à coeur - l'interdiction totale des armes chimiques.

JAN KRAUZE.

Pour atteintes aux droits de l'homme

L'Autriche traduit la Roumanie devant la CSCE

L'Autriche a mis en œuvre contre la Roumanie le nouveau mécanisme de vérification du respect des engagements concernant les droits de l'homme institué par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Vienne. L'ambassadeur d'Autriche à Bucarest, Mme Berta Braun, a remis jeudi 11 mai aux autorités roumaines un *« aide-mémoire »* pour protester contre la destruction de villages dans le cadre du programme de *« systématisation du territoire »* contre la situation des minorités et l'arrestation de plusieurs dissidents signataires de lettres critiquant le chef du PC et de l'Etat roumains Nicolas Ceausescu.

Dans sa réponse, la Roumanie a proposé un échange de vues *« bilatéral »* hors du cadre de la CSCE, en arguant qu'elle n'avait pas accepté certaines clauses du document de Vienne. L'Autriche a refusé cette procédure.

Le mécanisme adopté en janvier dernier prévoit qu'un Etat puisse porter à l'attention d'autres Etats de la CSCE des situations et des cas *« relevant de la dimension humaine »*.

Le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock, évoquera les cas de violation des droits de l'homme devant la première réunion de suivi de la CSCE consacrée à ces questions qui s'ouvre le 30 mai à Paris. *(AFP.)*

هكذا من الأصل

Le congrès des élus écologistes à Strasbourg

Des Verts très appliqués

Quelque trois cents adjoints ou conseillers municipaux, pour la plupart membres du parti des Verts, se sont retrouvés à Strasbourg les 13 et 14 mai pour le deuxième congrès de l'Association nationale des élus écologistes. Session de formation, aussi bien que d'organisation, ce congrès a permis aux nouveaux élus de faire connaissance et de partager leur expérience – très courte pour la plupart.

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Les témoignages se suivent, mais ne se ressemblent pas. « *Je suis exclu de toutes les commissions, est-ce normal ?* » demande Philippe Guinet, conseiller municipal Vert de Six-Fours (Var), élu au deuxième tour, après avoir fait alliance avec une liste « divers droite ». « *On me flatte, on me tente avec des propositions alléchantes* », avoue, au contraire, Marc Saumureau, élu Vert de Beaumont (Puy-de-Dôme). « *Dès qu'on marque notre opposition, ils retirent le projet* », disent les écolos lillois, intégrés au deuxième tour dans la liste Mauroy. « *Lecanuet n'aime pas qu'on s'occupe des finances, ni du social* », se plaignent les trois élus Verts de Rouen. « *On veut nous cantonner dans l'environnement, c'est-à-dire les tulipes. Mais nous voulons mettre notre nez partout* », précise l'un, professeur agrégé de sciences sociales, et l'autre, agent des impôts.

Les Verts, nouveaux venus dans les conseils municipaux, sont-ils bien ou mal reçus ? Peuvent-ils prétendre à un rôle dans leur commune autre que « *le gravier dans la chaussure* » ? selon une formule qui a fait florès à Strasbourg.

Autant de cas de figure, autant de réponses. Avec cinq élus au conseil municipal de Lorient, les écolos ont l'impression de ne pas peser lourd au sein de la municipalité socialiste. « *Ils m'ont proposé de m'occuper de l'opération « ville fleurie »*, explique Renée Conan, la tête de liste. *Pour eux, nous ne sommes bons que pour les pots de fleurs. J'ai naturellement refusé.* » A Limoges, autre municipalité socialiste, cinq Verts ont fait leur entrée au conseil, à la surprise générale, y compris des intéressés, avec 19 % des voix au deuxième tour.

On a d'abord proposé un poste d'adjoint « *assez flou* » à la tête de liste, une chercheuse en sciences sociales peu au fait des problèmes d'environnement. C'est finalement une écolo confirmée, Aline Biardeaud, qui a pris le poste d'adjoint à l'urbanisme et à l'environnement, mais elle le partage avec deux socialistes. « *On a gardé notre indépendance de vote, bien que nous ayons un pied dans l'exécutif.* » A Dôle (Jura), les deux conseillers écolos s'opposent souvent entre eux lors des votes. L'écologiste qui a accepté le poste d'adjoint vote tous les textes, tandis que l'autre élue, Dominique Voynet, porte-parole national des Verts, n'hésite pas à les rejeter !

A Aix-en-Provence, où les écolos n'avaient fait que 6,68 % des voix et s'étaient alliés à la liste Majorité présidentielle au deuxième tour, les Verts se retrouvent en position de gérer le deuxième budget de la ville. La municipalité de gauche a, en effet, confié le poste d'adjoint à l'environnement à un ingénieur de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, M. Yvon Roche, qui dispose de 80 millions de francs pour gérer l'eau, l'assainissement, les espaces verts, les déchets et les risques majeurs.

L'autre élue verte, simple conseillère municipale, est chargée de la jeunesse, et le troisième de liste, militant occitan, n'a pas de délégation particulière. « *On a voté blanc pour l'élection du maire et refusé de voter pour le classement d'un terrain agricole en zone industrielle*, précise Yvon Roche. *On n'a encore jamais voté contre, mais on le fera, si nécessaire.* »

Yves Cochet, porte-parole national des Verts, reconnaît qu'il n'y a pas à s'opposer souvent aux projets du maire socialiste de Rennes, M. Edmond Hervé. « *Sur quatre-vingt-deux propositions nous en avons approuvé soixante-dix huit*, précise-t-il. *On ne s'oppose pas aux travaux de voirie, d'adduction d'eau et à la construction de crèches. Les seuls projets qui nous arrêtent sont les opérations immobilières ou les achats de terrains non expliqués.* »

« On a grandi trop vite »

A Plougastel-Daoulas, dans la banlieue de Brest, les Verts ont fait un malheur au premier tour (24 % des voix), en s'opposant à l'implantation d'un centre commercial à côté d'un calvaire classé. Alliés au deuxième tour à une liste de gauche, ils ont débarqué à quinze – dont seulement deux Verts estampillés – dans le conseil municipal. Les galeries marchandes du centre commercial déjà vendues resteront, mais la grande halle de béton, à moitié construite, devra disparaître.

Quelles que soient leurs positions dans leurs conseils municipaux respectifs, les nouveaux élus font une constatation unanime : « *On a grandi trop vite...* ». « *Nous avons été dépassés par notre succès.* » Au premier congrès de l'Association, des élus écologistes, en janvier 1988 à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), ils étaient... 34. L'association, fondée en 1984, regroupait 150 membres, sur un total d'environ 700 élus, dont 300 membres du parti des Verts.

Aujourd'hui, le ministre de l'intérieur crédite les écologistes de 1 368 élus, dont 600 Verts « *pur jus* ». Les effectifs ont donc doublé. Le succès allant au succès, les adhésions se multiplient. « *Nous étions trois adhérents des Verts à Poitiers l'an dernier ; nous sommes une centaine aujourd'hui*, affirme un nouvel élu.

Cette explosion rend prudent leur chef de file Antoine Waechter. « *Notre électorat nous attend à l'œuvre*, dit-il ; *il nous faut faire la preuve que nous sommes capables de faire avancer les choses, de pousser les dossiers. Nous devons montrer que la conviction, jointe à la compétence, peut être efficace.* » Comme conseiller régional, il a appris ce qu'est une « *opposition constructive* » dans une assemblée. Pour lui, le parti des Verts cherche moins à s'emparer d'une mairie qu'à emporter une décision.

Les élus Verts réunis à Strasbourg semblaient résolus à marcher dans cette voie. Ils ont aujourd'hui le sentiment non seulement d'être sortis du tunnel, mais d'aborder une période faste. « *Cela me fait chaud au cœur de nous voir si nombreux ici* », avouait, rayonnante, Andrée Buchmann, la rivale Verte du nouveau maire de Strasbourg, Catherine Trautmann, lors d'une réception dans le salon d'honneur de la mairie. Le salon d'honneur ! les Verts, aujourd'hui, ont droit au tapis rouge.

ROGER CANS.

PROPOS ET DÉBATS

M. Herzog

« Moins pire »

Invité, dimanche 14 mai, du « *Grand Oral Libération-Pacific FM* », M. Philippe Herzog, tête de liste du PCF pour les élections européennes, a déclaré : « *Renverser le gouvernement ne me ferait pas peur, mais ne résoudrait rien, car la politique de droite n'est pas la mienne. Donc, si c'est renverser un gouvernement socialiste pour amener un gouvernement de droite, ça ne résout rien. Si c'est pour renverser un gouvernement socialiste et amener un autre gouvernement socialiste, ça ne résout rien non plus.* »

A propos de la cote de popularité du premier ministre, M. Herzog a estimé que M. Michel Rocard est « *moins pire que les hommes de droite* ». « *Je pense*, a ajouté M. Herzog, *qu'il y a dans l'opinion française le sentiment d'un moins pire. Cela étant, je pense que les Français ont mieux à faire que de chercher toujours le moins pire.* »

Enfin, le dirigeant communiste juge qu'un jour « *la communauté des peuples européens couvrira une partie de l'Union soviétique* » et que « *la coopération entre les différents peuples européens s'établira effectivement de l'Atlantique à l'Oural, entre pays à systèmes sociaux différents* ».

M. Le Pen

15 %

M. Jean-Marie Le Pen, président du FN, a réaffirmé, dimanche 14 mai, lors du « Forum RMC-FR 3 » son attachement à l'« *Europe des nations* » par opposition à l'« *Europe utopiste* » que défendent, selon lui, les autres listes que la sienne pour le scrutin du 18 juin. « *Je crois que je peux vous dire*, a précisé M. Le Pen, *que nous dépasserons la barre des 15 %, et peut-être celle des 20 %.* »

La liste du FN sera « *rénovée* », ne comptera pas « *un certain nombre de sortants* » mais fera place à « *des gens performants* ».

M. Giscard d'Estaing

Rien !

M. Valéry Giscard d'Estaing a affirmé notamment, à propos de la motion de censure de l'opposition sur la politique européenne du gouvernement,dans un entretien publié dimanche 14 mai par le quotidienne *les Dernières Nouvelles d'Alsace* : « *Soyons clairs, je me consacre à la campagne pour les européennes, donc je n'ai pas pris part aux discussions concernant la motion de censure. Mais c'est une très bonne chose de dénoncer l'insuffisance de l'action du gouvernement pour préparer la France au grand marché européen. C'est pourquoi je voterai la motion de censure. Qu'a fait le gouvernement fiscalement, budgétairement, pour préparer la France aux échéances de 1992 ? Quels progrès avons-nous fait depuis 1981 sur la voie de l'Europe monétaire ? Rien. C'est un fait.* » L'ancien président de la République affirme également qu'il n'est « *pas du tout* » gêné par le fait que cette motion de censure émane des « rénovateurs » de l'opposition.

M. Giscard d'Estaing estime encore qu'il est souhaitable d'augmenter les pouvoirs du Parlement européen, car « *il manque deux dimensions démocratiques au système, c'est le droit d'initiative et l'approbation finale* ».

Enfin, la tête de liste UDF-RPR déplore « *la dispersion des élus français dans différents groupes* » au Parlement européen et ajoute : « *Alors que les Allemands sont, en gros, chez les socialistes et chez les démocrates-chrétiens, nous, nous sommes un peu partout. Cela fait que nous sommes parfois dans les délibérations aussi peu influents que les Luxembourgeois...* »

Le retour de M. Mitterrand dans l'arène

(Suite de la première page.)

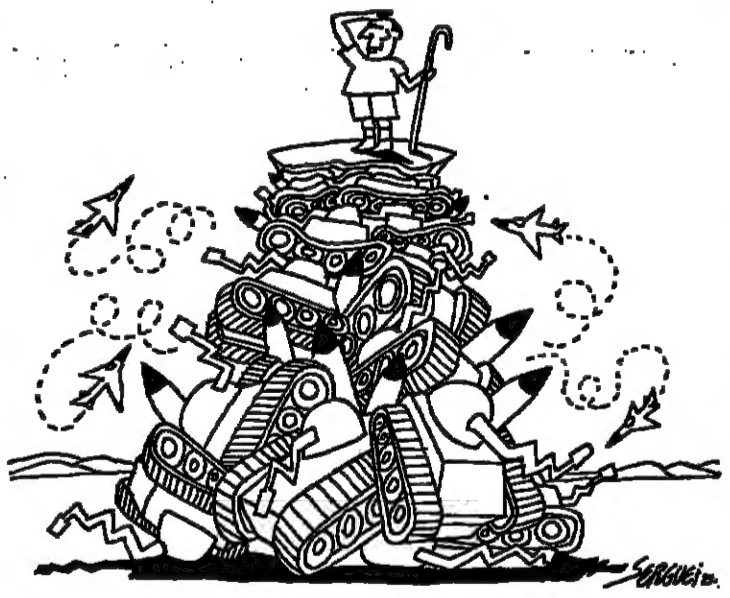
M. Mitterrand tient cependant à faire remarquer qu'il ne s'est pas replié sur ces prérogatives et qu'il a l'œil sur tout : « *Politique économique, sociale, problèmes de société, éducation, recherche, tout cela m'intéresse beaucoup. Je m'en occupe beaucoup.* » A preuve, la recommandation qu'il a adressée au gouvernement afin qu'il propose un nouveau projet de loi sur la moralisation de la vie publique. Le 16 novembre 1987, pendant la cohabitation, au beau milieu de « l'affaire Luchaire » (ventes frauduleuses d'armes à l'Iran), M. Mitterrand avait encouragé, à RTL, le gouvernement Chirac à déposer un projet de loi sur le financement des campagnes électorales et des partis politiques.

Cette loi, adoptée par le Parlement, a été « *complètement déformée* », voire « *détruite* », par le gouvernement Chirac, affirme-t-il. Or « *le système démocratique grippe quelque part. On ne peut pas laisser durablement la gestion démocratique se confondre avec des formes, même ténues, de concussion (...). Il faut absolument une loi sévère, qui aille loin, peut-être jusqu'aux communes, pour imposer des règles démocratiques compatibles avec la morale élémentaire, la morale financière (...). La publication des comptes de la campagne présidentielle a été une comédie. Je me suis trouvé celui qui avait le plus dépensé ! Il y avait de quoi se sentir mal à force de rire (...). Je demande la sévérité pour cela. Il faut être sans faiblesse* ». M. Mitterrand, qui en a, dit-il, beaucoup parlé avec le premier ministre et le ministre de l'intérieur, estime qu'un nouveau projet de loi pourrait être déposé au Parlement « *dans un bref délai* », lors de la prochaine session, à l'automne.

Preuves supplémentaires de l'intérêt de M. Mitterrand pour l'action gouvernementale et ses grandes orientations : l'insistance avec laquelle il encourage M. Rocard à s'occuper du « *partage* » de la prospérité nationale. Le chef de l'Etat en avait déjà longuement parlé, quarante-huit heures plus tôt, dans un discours à Limoges (*le Monde* daté 14-15 mai). Il a recommencé à Solutré. « *Mon rôle*, a-t-il dit, *est constamment d'aiguillonner les choses. La France est dans une situation bien meilleure qu'elle n'a été. La France est plus riche qu'elle n'a été.* » Il convient donc de répondre « *à un sentiment assez répandu* » selon lequel « *le profit de la croissance est un peu confisqué. Ce serait un sentiment délétère s'il était durablement justifié. C'est un gouvernement de gauche qui peut s'attaquer à cela* ». A Limoges, M. Mitterrand avait déclaré : « *Il faut être fidèle à ce que l'on est. J'espère que nous en apporterons la preuve* ».

Le chameau et les comités

Il a ajouté à ce propos : « *On ne le démontrera jamais assez. Les structures sont lourdes. Les différences sociales sont grandes. Cette lutte pour une plus grande égalité, on n'arrivera jamais au bout. Mon rôle est d'avertir et d'inciter. Ce n'était pas du tout un reproche. Le gouvernement fait bien son travail* ».



Preuves encore de l'intérêt du chef de l'Etat pour ce qui concerne l'intérieur du pays, tout ce qui suit :

– ARC : M. Mitterrand est favorable à l'amnistie des militants de l'ARC (Alliance révolutionnaire caraïbe), détenus en métropole et qui vont être prochainement jugés. Une loi d'amnistie sera nécessaire.

– Bible : la *Lettre à tous les Français* est-elle devenue « la Bible » ? Réponse : « *Vous me prenez pour qui ?* »

– Chameau : M. Mitterrand a longuement ironisé sur les programmes de ses concurrents à l'élection présidentielle qui, selon lui, ne souffrent pas la comparaison avec sa *Lettre à tous les Français*, parce qu'ils ont été rédigés, à l'exception des « *trente-quatre lignes d'introduction* », par d'autres que le candidat en un style généralement incompréhensible. « *On a montré un jour à Clemenceau le dessin d'un chameau. On lui a demandé ce que c'était. Il a répondu : un cheval dessiné par un comité. Les programmes, ce sont des chevaux dessinés par des comités directeurs complexes. Moi, je n'avais pas envie de dessiner un chameau.* »

– Droit de vote des immigrés : cette idée, dit-il, « *fait des progrès* ». « *Je voudrais chercher à convaincre les Français que cette législation, appliquée en Hollande, en Grande-Bretagne, peut être applicable en France.* » Il s'agit du droit de vote aux élections municipales.

– Fabius (Laurent) : pendant la visite de Yasser Arafat, « *il était en Espagne ; Jacques Chirac était en Amérique* ». « *On voyage beaucoup en politique, hein !* » « *Fabius est plus jeune que le plus jeune des rénovateurs. Si ce n'était qu'une question d'âge, je ne sais pas où j'en serais.* »

– Institutions : « *Un nettoyage de la Constitution serait très utile. Malheureusement, il est rarement opportun.* »

– « Loi Pasqua » : la loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France « *doit être abrogée, oui* ». « *Tout ce qui est spécifique doit être abrogé, remplacé par d'autres dispositions. En la matière, mon influence n'est pas nulle.* »

– Méthode Rocard : « *Je ne suis pas là pour gêner le gouvernement. Je suis là pour l'aider.* »

– Nouvelle-Calédonie : après la mort de Jean-Marie Tjibaou, « *le déséquilibre est créé* ». « *Il faut donc le corriger. Il faut être vigilant pour appliquer les accords de Matignon avec d'autant plus de détermination et de célérité. Et même aller au-devant des questions nouvelles qui pourraient se poser.* »

– Régions : il serait « *peut-être raisonnable* » d'en diminuer le nombre et M. Mitterrand « *encouragerait plutôt les études qui sont faites en ce sens* ». Le chef d'Etat observe que « *ça se bouscule un peu* » entre les multiples structures administratives (communes, départements, régions, Etat). Mais il pense que « *le département est à bonne dimension humaine* » et que trente-six mille communes, « *c'est très bien* », à condition de développer le syndicalisme intercommunal.

– Rénovateurs (de droite) : « *J'ai un conseil à leur donner, à ces quinquagénaires. Quand je suis entré au gouvernement, j'avais trente ans. Je trouvais que quarante-cinq ans c'était vieux. Dans la vie politique, il ne suffit pas de voir juste, il faut agir juste.* »

– Sclérose : « *Quand je sors d'une voiture après 200 kilomètres, c'est la sclérose* », dit-il en se massant vigoureusement les genoux. « *Vous tous qui vous croyez jeunes et malins, vous savez bien qu'après seize ou dix-sept ans, on est perdu pour la natation et après vingt-deux ou vingt-trois ans pour le tennis. D'ailleurs, vous êtes tous en train de perdre la vue !* » Le Parti socialiste vieillit-il bien ? « *La sclérose est menaçante partout.* »

– Troisième septennat : « *Qui sait ?* »

JEAN-YVES LHOMEAU.

La conférence de presse du 18 mai

Le président de la République devrait sortir de sa réserve à propos de la polémique en cours au sein de l'OTAN

Le président de la République saisira sans doute l'occasion de sa conférence de presse, à deux jours de sa rencontre avec le président américain George Bush et à dix jours du sommet de l'OTAN, pour clarifier la position française sur la question très controversée, dans l'alliance, des armes nucléaires à courte portée.

M. Mitterrand est resté en effet ces derniers mois d'une remarquable discrétion alors que la polémique enflait chez les alliés et que se dessinaient les divergences opposant schématiquement aujourd'hui la RFA, d'un côté, aux Britanniques et aux Américains, de l'autre. Il avait pourtant « mis les pieds dans le plat », il y a un peu plus d'un an, lorsque à la veille du dernier sommet de l'OTAN, prenant le contre-pied de Mme Thatcher, il avait laissé entendre qu'il était hostile à la modernisation des armes nucléaires tactiques.

C'était l'époque de la cohabitation, et ces déclarations avaient ému à Matignon, où M. Jacques Chirac avait immédiatement fait une mise au point. L'Elysée avait dû nuancer son propos pour ressouder le « consensus » français sur la non-opportunité de la question de la modernisations sans s'engager sur le fond.

Depuis, la présidence s'abrite derrière le fait que les armes nucléaires françaises, non intégrées dans l'OTAN, ne sont pas concernées par le débat pour ne guère intervenir publiquement. On a pu constater cependant au fil des mois que le président reconnaissait le bien-fondé de certaines préoccupations américaines et britanniques. « *S'il y a modernisation de ce type d'armes par l'Union soviétique, il n'y a pas de raison de ne pas moderniser du côté occidental* », déclarait-il ainsi le 27 février, lors d'une rencontre avec Mme Thatcher, en ajoutant qu'il en dirait davantage après s'être entretenu avec le chancelier Kohl.

Deux rencontres franco-allemandes eurent lieu en avril, et on n'en sut guère davantage, sinon que le président souhaitait que la question de la modernisation n'hypothèque pas le processus général de détente.

L'Elysée avait son idée sur la question de la modernisation et était prêt à promouvoir un compromis. Avec ou sans son aide, celui-ci fut trouvé grâce à la souplesse montrée par les Américains sur le calendrier du remplacement des Lance. C'est alors que la RFA brandit l'autre question : celle de l'ouverture de négociations sur les armes à courte portée, dont M. Genscher ne jugea pas bon d'informer Paris. M. Mitterrand a décidé, semble-t-il, de rentrer dans le jeu, au moment où les nouvelles propositions faites la semaine dernière par M. Gorbatchev, modifient à nouveau quelque peu les données du problème.

C. T.

FRENCH IN PROVENCE
Cours résidentiels de français.
38 leçons + repas et soirées
en compagnie des professeurs
= 66 heures
de français pratique
par semaine.
A partir de 5.000 FFht
(cours et pension ★★★).
A l'étranger, cours résidentiels
d'anglais et d'espagnol.
Tél. : 66.39.38.38.
Télécopie : 66.39.37.20
CERAN B.P. 27/305
30130 PONT-ST-ESPRIT

● **Le congrès de l'Association nationale des docteurs en droit**, que préside le préfet Maurice Doublet, cédant à la mode du bicentenaire de la Révolution, a adopté une motion en forme de cahier de doléances adressé aux pouvoirs publics. Les docteurs en droit souhaitent en effet que leur titre soit mieux reconnu, et notamment qu'il permette l'accès direct à certaines fonctions publiques et professions réglementées, qu'il s'accompagne d'avantages indiciaires dans les administrations et dans la magistrature, que certains emplois leur soient réservés, qu'il soit pris en compte pour le recrutement dans les organismes internationaux

● **RECTIFICATIF** : M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a reçu M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, vendredi 12 mai. M. Fabius nous a précisé que contrairement à nos informations (*le Monde* daté 14-15 mai) il n'a pas reçu, le même jour, le président de la République.

Société

ÉDUCATION

Réunie en congrès à Amiens

La Fédération des conseils de parents d'élèves prend ses distances avec le monde enseignant

Au cours de son quarante-troisième congrès, qui s'est achevé lundi 15 mai à Amiens, la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) a affiché sa volonté d'*« autonomie »* vis-à-vis du monde enseignant dont elle est issue. Mais la rupture avec la MAE, mutuelle créée par les instituteurs, et la création par la principale organisation de parents (1) de sa propre assurance scolaire n'ont pas fait l'unanimité parmi les militants. Certains ont par ailleurs critiqué la position trop favorable de leur direction nationale à l'égard du projet Jospin. Si la majorité s'est trouvée fragilisée par cette double critique, le rapport d'activité a néanmoins été voté par 59,5 % des mandats contre 28,4 % et 12,1 % d'abstentions.

AMIENS
de notre envoyé spécial

En évoquant les champs de bataille de la Somme pour prôner dans son discours d'ouverture *« la paix et la tolérance »*, M. Jean-Pierre Mailles, président de la FCPE, redoutait-il un congrès d'humeur belliqueuse ? On pouvait, en effet, se demander comment la base avait apprécié le soutien très actif apporté par la fédération au ministre de l'éducation ces derniers mois.

Après s'être élevée en plein débat sur la revalorisation contre *« le corporatisme et le conservatisme de certains enseignants »*, la FCPE a été la seule organisation à voter sans restriction le projet de loi d'orientation dans les différentes instances paritaires où elle siège.

Certes, il y eut de nombreux délégués pour regretter les *« positions un peu tièdes »*, voire la *« complaisance »* de leur fédération à l'égard d'un projet que beaucoup s'accordent à trouver timide. Mais la majorité s'est ralliée à l'analyse du secrétaire général, M. Jean-Marc Muller, lorsqu'il salue l'*« attitude courageuse et cohérente »* de la FCPE. *« Peut-on se battre pendant des années pour des revendications et, au moment où l'on obtient quelques résultats, faire la fine bouche et repousser dédaigneusement le plat du bout des doigts ? »*

Une authentique révolution

La FCPE est satisfaite de trouver dans le texte du projet de loi d'orientation le principe d'indemnisation des délégués des parents, qualifié d'*« authentique révolution »*. Mais M. Muller a surtout sorti de son chapeau *« une autre nouveauté, et de taille : le principe du statut de fédération de parents d'élèves représentative sera reconnu »*. Jusqu'où M. Lionel Jospin s'est-il engagé dans cette voie ? Des moyens devraient être dégagés pour la formation des délégués de parents et l'utilisation des locaux scolaires pourrait être facilitée. Mais sur la définition d'un véritable statut, proche de celui des organisations syndicales, *« la négociation est encore en cours »*, devait confier M. Mailles.

La seule restriction, unanimement exprimée, concerne l'absence d'une loi de programmation pour accompagner la loi d'orientation. Sans cette garantie d'un financement pluriannuel, fallait-il cautionner aussi nettement le projet Jospin ? Quelques fédérations départementales ont répondu non. Les autres ont estimé, avec M. Muller, que la FCPE devait *« peser de tout son poids dans les batailles budgétaires des mois qui viennent »* afin d'obtenir une hausse budgétaire pour la rentrée prochaine, puis pour une loi de finances 1990 qui serait *« la première étape d'une programmation »*.

Un acte spectaculaire

Selon M. Mailles, *« baisser les bras pour cause de loi incomplète serait la victoire de ceux pour qui la forme avancée de la rénovation est l'immobilisme »*. Ses flèches étaient pointées vers la droite *« du SNALC à l'UNI, en passant par FO »*, mais elles visaient aussi le SNES *« qui a inventé la rénovation d'opérette »*.

Cette charge contre le principal syndicat d'enseignants du secondaire traduit, au-delà de la polémique sur le projet Jospin, la volonté de la FCPE de prendre ses distances avec le milieu enseignant dont elle est issue. Si son président et son secrétaire général sont tous deux professeurs, seulement 13 % des quatre cents délégués présents au congrès appartiennent au corps enseignant. La diminution est sensible depuis quelques années. *« Nous ne serons crédibles que si les parents sont persuadés que ce sont des parents qui aident d'autres parents sans se soumettre à d'autres intérêts »*, a martelé M. Mailles.

L'acte le plus spectaculaire de ce désir d'autonomie a été la rupture naissante avec la MAE, mutuelle d'assurance créée par le SNI dont la FCPE assurait la collecte des adhésions en début d'année scolaire. En créant la FCPE-solidarité, un réseau qui diffuse sa propre assurance scolaire, l'organisation a coupé le cordon ombilical qui l'attachait historiquement aux instituteurs. Il s'est trouvé plus d'un congressiste pour déplorer à la tribune que *« la fédération s'engage dans une voie mercantile »*. On s'est dit *« surpris de la précipitation apparente »*, mécontent de l'*« absence de débat préalable »* ou *« choqué »* du manque de démocratie interne. Quelques départements se sont montrés irréductibles. D'autres s'inquiètent des *« contre-attaques de la MAE »* ou des *« tensions avec les instituteurs du SNI-PEGC, précisément au moment de promouvoir les projets d'établissement »*. Mais la plupart se préparent à *« contribuer à la réussite de l'opération »*. Le seuil de celle-ci est fixé à 500 000 contrats d'assurance. Huit millions et demi de bulletins d'adhésion sont déjà en cours de fabrication, à la demande des conseils départementaux de parents d'élèves.

Pour les responsables de la FCPE, dont la baisse des effectifs a été enrayée cette année, le renforcement de la fédération passait nécessairement par un *« secteur économique capable d'assurer sa solidité et sa perennité »*. La modernisation de la gestion est au programme. *« Qui parle de révolution à l'école doit aussi envisager la révolution à la FCPE »*, s'est exclamé M. Muller en proclamant la fin du *« travail artisanal »*.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) La FCPE compte 600 000 adhérents. Elle a obtenu 41,6 % des voix dans les écoles primaires et 58,7 % dans l'enseignement secondaire aux élections de parents d'élèves de 1988.

RELIGIONS

Vingt-cinq ans après Vatican II

Le pape met en garde contre les déviations de la liturgie

A l'occasion du 25e anniversaire de l'adoption par le concile Vatican II (1962-1965), de la réforme de la liturgie catholique (constitution *Sacrosanctum Concilium*), Jean-Paul II a rendu publique, le dimanche 14 mai, jour de la Pentecôte, une lettre apostolique mettant en garde l'Eglise contre *« certaines déviations »* et l'invitant à retrouver le *« grand souffle »* du concile.

Même trop longtemps réduite à une querelle pour ou contre la messe en latin, la réforme liturgique – chronologiquement la première du concile Vatican II – est celle qui a le plus déchiré les catholiques depuis vingt ans. Aujourd'hui apaisée, c'est elle qui avait déclenché la rébellion de Mgr Lefebvre, alors suivie par de nombreuses catégories de fidèles déconcertés par le changement du rituel de la messe et des sacrements et par l'abandon du latin.

Dans sa lettre apostolique marquant le 25e anniversaire de cette réforme, Jean-Paul II ne cache pas qu'elle a été la cause d'une division entre les catholiques qui, *« malheureusement, se sont repliés de manière unilatérale et exclusive sur les formes liturgiques précédentes perçues comme seule garantie de sécurité dans la foi »* et ceux qui *« ont promu des innovations fantaisistes, perturbant l'unité de l'Eglise et la piété des fidèles, heurtant même parfois les données de la foi »*.

Donnant raison au camp traditionaliste, le pape déplore *« certaines déviations »* auxquelles cette réforme liturgique a donné lieu : *« omissions ou ajouts illicites, rites inventés hors des normes établies, attitudes et chants qui ne favorisent pas la foi ou le sens du sacré, abus dans la pratique de l'absolution collective, confusions entre le sacerdoce ministériel du prêtre lié à l'ordination et le sacerdoce commun des fidèles (...). On ne peut tolérer*, ajoute le pape dans la même veine critique, *que certains prêtres s'arrogent le droit de composer des prières eucharistiques ou de remplacer les textes de l'Ecriture sainte par des textes profanes »*. Les évêques sont fermement invités à extirper tous ces *« abus »*.

Responsables des traductions des livres liturgiques, *« les conférences épiscopales dans chaque pays*, écrit-il, *doivent réfléchir à certaines difficultés éprouvées, remédier à certaines faiblesses ou inexactitudes, compléter les traductions partielles, créer et approuver les chants à utiliser »*, etc. ».

Malgré ces mises en garde, le bilan dressé par Jean-Paul II de la réforme liturgique depuis vingt-cinq ans est dans l'ensemble positif. En rappelant que celle-ci *« répondait à une attente générale et (...) devait contribuer à la rénovation globale de l'Eglise »*. Jean-Paul II confirme son *« engagement formel à l'appliquer soigneusement »*.

Contradiction

Il invite même les catholiques, prêtres et laïcs, à *« approfondir »* le renouveau en cours notamment par une formation biblique et liturgique plus poussée et par une meilleure adaptation de la liturgie aux cultures locales. Le pape soulève là la vieille question de l'*« inculturation »* des rites, très brûlante en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Le « rite zaïrois » qui comprend, dans la musique, le rythme et les gestes, des innovations par rapport au rite traditionnel de la messe vu de Rome, vient seulement d'être autorisé par le Vatican.

Par cette lettre, le pape lève l'équivoque quant à son attachement personnel à la réforme liturgique. Avant et après l'excommunion de Mgr Lefebvre, la gestion par la curie romaine de la crise traditionaliste avait répandu, dans les milieux les plus attachés au concile, la crainte que l'Eglise catholique ne revienne en arrière, y compris sur le plan liturgique pour tenter de récupérer les intégristes repentis.

La conclusion du pape ne laisse plus de doute sur sa volonté d'aller de l'avant : *« Le temps paraît venu*, écrit-il, *de retrouver le grand souffle qui a soulevé l'Eglise au moment où la constitution liturgique a été préparée, discutée, votée, promulguée et où elle a connu ses premières mesures d'application. »* Soucieux d'équilibre, il ajoute, cependant : *« L'arbre est d'autant plus vigoureux qu'il plonge plus profond ses racines dans la terre de la tradition. »*

Après la publication d'un tel texte, on comprend d'autant moins les nombreuses concessions faites aux traditionalistes par la commission du cardinal Mayer, créée en 1988, à Rome par le pape, juste après le schisme de Mgr Lefebvre. Après beaucoup d'autres, les deux abbayes bénédictines de Fontgombault (Indre) et Randol (Var), ainsi que le monastère de Triors (Drôme), bien connus pour leur traditionalisme, viennent de recevoir de Rome l'autorisation d'utiliser le rite de la messe de saint Pie V, celui qui faisait autorité dans l'Eglise, avant, précisément, cette réforme liturgique dont le pape vient d'approuver l'audace ! D'évidence, l'harmonie ne règne pas entre le pape et les commissions romaines.

H. T.

Le scandale du Banco Ambrosiano

Mgr Marcinkus plaide non coupable

« Je n'ai pas honte de ce que j'ai fait », déclare Mgr Paul Marcinkus, ancien président de l'Institut pour les œuvres de la religion, récemment démis de ses fonctions, dans une interview, lundi 15 mai, à l'hebdomadaire italien *Espresso*. Mis en cause dans la faillite du Banco Ambrosiano, il dit que s'il avait *« à rougir de quelque chose, ce serait d'avoir fait trop confiance à Roberto Calvi »*, président de cette banque retrouvé mort sous un pont de Londres, après la faillite, en juin 1982.

Pour rembourser les créanciers, le Vatican avait payé 250 millions de dollars (1,6 milliard de francs). Mgr Marcinkus révèle qu'il était contre ce geste : *« Si nous n'étions pas coupables, nous ne devions pas payer. Et nous ne sommes pas coupables. »* L'ancien président de l'Institut pour les œuvres de la religion minimise également son rôle dans l'affaire Michele Sindona, du nom d'un intermédiaire financier, mort en prison en 1986. Il ne nie pas l'avoir rencontré *« une dizaine de fois »*, mais, ajoute Mgr Marcinkus, *« ce sont les administrateurs du patrimoine du siège apostolique qui ont traité avec Sindona et lui ont vendu des actions immobilières du Vatican, en affirmant ensuite que c'était moi et non eux. Moi, je n'ai rien eu à voir avec cette histoire »*, affirme le prélat américain.

La contestation des théologiens catholiques s'étend à l'Italie

La contestation des théologiens catholiques contre les prises de position du Vatican s'étend à l'Italie. Dans un texte rendu public à Rome samedi 13 mai, soixante-trois théologiens (1) estiment que *« de puissants courants régressifs parcourent l'Eglise »*. Selon eux, les réformes de Vatican II, notamment l'abandon de la messe en latin et le rôle plus grand offert aux laïcs, *« devraient rester un point de référence essentiel »*. Défendant la liberté d'expression des théologiens, ils écrivent : *« servir l'Eglise, c'est également poser de nouvelles questions »*. La réplique de la conférence des évêques italiens a été immédiate : la déclaration des théologiens italiens porte des *« accusations voilées, mais graves »* et ne relève pas d'*« une bonne conduite ecclésiastique »*.

Des déclarations critiques à l'égard de Rome avaient été signées le 26 janvier par cent soixante-trois théologiens de langue allemande (document de Cologne), le 28 février par cent trente théologiens francophones et par cinquante-deux Flamands, et le 19 avril par soixante-deux Espagnols.

(1) Parmi les signataires, il y a Mgr Luigi Sartori, président de l'Association des théologiens italiens, Guiseppe Alberigo, directeur de l'Institut de Bologne et Giuseppe Ruggieri, professeur en séminaire de Catane.

FAITS DIVERS

L'agression contre un pensionnaire tunisien du foyer Sonacotra de Nice

Vives protestations du gouvernement tunisien de la Ligue arabe et des mouvements antiracistes

L'agression raciste dont a été victime, le mercredi 10 mai, au sortir du foyer Sonacotra de Nice, un ressortissant tunisien, Hocene Ben Hadjemor, trente ans, grièvement blessé de deux balles de 22 long rifle dans la tête par un jeune ouvrier agricole, Jean-Baptiste Ghico, dix-huit ans, a provoqué de vives réactions de différentes organisations antiracistes et politiques. C'est ainsi que le mouvement SOS-Racisme, dont une délégation a été reçue à Matignon, samedi 13 mai, estime qu'il *« est urgent d'assurer aux immigrés de Nice et de sa région le droit à la vie et de mettre les auteurs d'agressions racistes hors d'état de nuire »*, et appelle à une manifestation, mardi soir 16 mai, dans cette ville.

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) dénonce également dans un communiqué, publié dimanche 14 mai, *« la vague de crimes racistes qui déferle sur la région de Nice depuis plusieurs mois »* et indique *« que la clémence dont jouissent parfois les auteurs de tels actes favorise incontestablement ce climat de haine »*. Le MRAP a donc décidé de se constituer partie civile, *« entendant ainsi utiliser tous les moyens pour que cesse cette dangereuse escalade »*. L'Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT), qui sollicite *« expressément »* une entrevue avec le ministre de l'intérieur, *« exige que les autorités françaises assurent la sécurité de nos compatriotes, de tous les immigrés et de toutes les victimes potentielles du racisme »*, et appelle à un rassemblement, jeudi 18 mai, sur le parvis des Droits de l'homme au Trocadéro, à Paris, *« pour dire halte aux crimes racistes »*.

Outre les protestations du SNES, de la Ligue communiste révolutionnaire, de Génération 2001 et Génération Espoir, deux associations antiracistes, l'agression de Nice a provoqué de vives réactions du bureau de la Ligue arabe à Paris qui, dans un communiqué, a indiqué, dimanche : *« Cela s'ajoute à la liste déjà longue des crimes racistes qui endeuillent chaque année la communauté arabe et imposent à ses membres, au pays des droits de l'homme, la terrible expérience de l'angoisse au quotidien. » « Ces crimes sont bien le signe d'une maladie endémique que l'on ne soignera qu'en extirpant les racines du mal. Cela exige plus que des réactions ponctuelles de consternation, une révision des relations de la France avec le monde arabe, une rééducation à la base de l'opinion française et une reconnaissance véritable des dimensions arabo-musulmanes de la France »*, conclut le communiqué de la Ligue arabe. Enfin, le gouvernement tunisien a vivement protesté auprès de son homologue français après ce nouvel acte de racisme dont a été victime un de ses ressortissants.

A Nice, alors que Hocene Ben Hadjemor se trouve toujours dans un état critique, les circonstances de l'agression commise mercredi dernier ont été précisées par les enquêteurs. Il semble, selon les informations, que les deux complices de Jean-Baptiste Ghigo – seul auteur des coups de feu – n'aient participé que dans un premier temps à l'agression. Ils auraient accompagné Jean-Baptiste Ghigo lorsque celui-ci, usant d'un pistolet d'alarme, aurait blessé le ressortissant tunisien, puis seraient rentrés chez eux. Et c'est seul, armé d'une carabine 22 long rifle, que le jeune ouvrier agricole serait revenu sur les lieux pour tenter d'achever sa victime de deux balles dans la tête.

Les deux compagnons de Jean-Baptiste Ghigo, Jean-François Lesbros, vingt et un ans, et Carmelo Montaleone, dix-neuf ans, ont été inculpés puis remis en liberté, ce qui a provoqué de vives protestations au sein des différentes associations antiracistes.

L'affaire de la vedette meurtrière d'Antibes

M. Rifaat El Assad, frère du chef de l'Etat syrien, dément formellement les informations le mettant en cause

NICE
de notre correspondant régional

M. Rifaat El Assad, frère du président syrien Hafez El Assad, dont le nom a été avancé par différents organes de presse dans l'affaire de l'offshore meurtrier d'Antibes, a publié, samedi 13 mai, par l'intermédiaire de son bureau d'information à Paris, un communiqué dans lequel il précise que *« ni lui, ni sa famille ne se sont rendus sur la Côte d'Azur depuis deux ans et demi »*. Il affirme, d'autre part, *« qu'il ne possède pas de bateau offshore et qu'aucun des bateaux appartenant à ses enfants n'a jamais effectué le trajet entre Nice et Puerto-Banus* [province de Malaga, en Espagne] ».

L'enquête sur la collision en mer du 17 août 1988, au large d'Antibes, aurait permis de cerner l'identité du pilote de la vedette offshore qui avait heurté un groupe de jeunes gens juchés sur un boudin pneumatique, tuant un homme de vingt-deux ans Thomas Erasmo et blessant grièvement une jeune fille Sylvie Winkler, dix-neuf ans avant de prendre la fuite (*le Monde* daté 14-15 mai). Il s'agirait d'un ressortissant du Proche-Orient, actuellement incarcéré à Malaga dans le cadre d'une autre affaire et qui aurait été désigné par un témoin ayant reçu les confidences d'un capitaine de bateau dans un bar de Monaco. Le bateau aurait appartenu au frère d'un homme d'Etat d'un pays du Proche-Orient résidant sur la Costa del Sol. Celui-ci aurait ordonné le sabordage de l'embarcation aussitôt après le drame. Or, M. Rifaat El Assad possède effectivement, depuis le début des années 1980, une luxueuse résidence à Puerto-Banus où il séjourne environ six mois par an. D'après les habitants de la localité sa famille dispose également de vedettes rapides qui sont officiellement la propriété de ses deux fils.

Sur commission rogatoire délivrée par M. Marc Noguéras, ce juge d'instruction à Grasse chargé du dossier, les gendarmes maritimes de Toulon se sont déplacés récemment en Espagne où ils ont passé cinq jours, se rendant successivement à Marbella puis au port de plaisance de Puerto-Banus et à la prison de Malaga. Mais leur enquête n'a pas abouti en raison d'un défaut de coopération des autorités judiciaires et pénitentiaires espagnoles.

Au cours de leur mission, les gendarmes toulonnais auraient aperçu, dans les mains d'un policier espagnol, un dossier portant la mention *« Offshore Francia »* dont le contenu ne leur a pas été révélé.

« La piste suivie à Malaga correspond à un renseignement sérieux et déjà recoupé, a indiqué M. Noguèras. *Mais en l'état actuel de l'enquête rien ne permet une quelconque mise en cause. Nous recherchons actuellement un skipper et tant que nous ne l'aurons pas formellement identifié nous ne pourrons rien affirmer concernant son employeur. »* Le magistrat instructeur a déclaré qu'il solliciterait de la chancellerie l'autorisation de se déplacer lui-même à Malaga avec la volonté de faire toute la lumière sur l'affaire *« sans protéger personne »*.

Cependant le gouvernement civil et la police judiciaire de Malaga ont annoncé, dimanche 14 mai, qu'aucun membre de l'entourage de M. Rifaat El Assad n'est actuellement détenu dans la prison de cette province.

A bord du bateau responsable de la collision se trouvaient selon les témoins trois adultes : le skipper, paraissant âgé d'une trentaine d'années, un élégant personnage d'une cinquantaine d'années et une jeune femme ainsi que quatre grands enfants.

GUY PORTE.

Selon un écrivain britannique

Jean-Paul Ier serait mort dans l'indifférence

Un nouveau livre va paraître à Londres sur les circonstances de la mort, le 28 septembre 1978, de Jean-Paul Ier, écrit par John Cornwell, un Britannique. Il rejette la thèse, aussi fameuse que scandaleuse, de David Yallop, écrite en 1984, selon laquelle ce pape éphémère, qui n'a régné que trente-trois jours, serait mort assassiné. *« La vérité est bien plus honteuse*, écrit M. Cornwell dans son livre intitulé *Un voleur dans la nuit. « Un assassinat aurait été l'œuvre de criminels et de fous, alors qu'en fait, c'est le Vatican tout entier qui est responsable de sa mort. »*

Persuadé d'avoir *« usurpé »* le trône pontifical, Jean-Paul Ier priait *« mille fois par jour »*, pour sa propre mort, révèle l'écrivain britannique. Il aurait délibérément cessé de se soigner et n'aurait consulté aucun médecin après son élection, alors que le pape lui-même avait annoncé, au cours d'une audience générale, la veille de sa mort, qu'il avait été hospitalisé et opéré plusieurs fois. *« Il est mort seul,* accuse Cornwell, *au cœur même de la plus large communauté chrétienne, mort de négligence et de manque d'amour. »*

Comme celle de Yallop, la thèse de Cornwell est sans doute contestable. Il n'est plus douteux aujourd'hui que les cardinaux ont élu le 25 août 1978, sans le savoir, un grand malade et que celui-ci a succombé à une embolie, consécutive à son mauvais état général et au stress provoqué par l'élection. Mais dans un livre sur le cardinal Villot, alors secrétaire d'Etat du Vatican et camerlingue de l'Eglise (qui vient de paraître chez Desclée de Brouwer), le Père Antoine Wenger souligne, au contraire, l'affection dont Jean-Paul Ier avait bénéficié au Vatican.

هكذا من الأصل

Société

JUSTICE

Le procès de la branche lyonnaise d'Action directe

Les crimes d'une secte terroriste

(Suite de la première page.)

Peut-on pour autant parler de « procès historique » ? Non, assurément, si l'on se réfère au procès de Klaus Barbie qui, voilà tout juste deux ans, se déroula, huit semaines durant, dans la même enceinte, spécialement aménagée sous la rotonde de la salle des pas perdus du palais de justice de Lyon. Outre le lieu, très imposant, et la durée, le seul point commun, anecdotique, entre ces deux épisodes judiciaires réside dans la présence, face à face dans le prétoire, d'un même magistrat, M. André Cerdini, pour présider les débats, et d'un avocat « vedette », M[e] Jacques Vergès, qui défendra les deux principaux accusés, André Olivier et Max Frérot.

Procès historique ? Oui, peut-être, si l'on prend en considération d'autres critères, pas forcément secondaires. Rareté de l'événement : la justice française, contrairement à certaines de ses voisines, n'a pas fréquemment à juger une organisation terroriste autochtone aussi « directement active ». Cohérence et quasi-exhaustivité du dossier : la finesse et la méticulosité de l'enquête judiciaire, orchestrée par M. Marcel Lemonde, alors premier juge d'instruction à Lyon, ont permis d'appréhender la totalité, ou presque, des membres du groupe, de son noyau dur à ses franges, et de reconstituer, grâce aux documents saisis, l'essentiel de leur folle trajectoire – endoctrinement, recrutement, escalade, décrochage et, quelquefois, réinsertion, – ce qui n'était pas vraiment le cas pour la branche parisienne et « internationaliste » d'Action directe, dirigée par Jean-Marc Rouillan. Intérêt pédagogique, enfin : loin d'être exemplaire du phénomène post-soixante-huitard, la dérive nihiliste d'un militant « ultra » – Olivier – reconverti en « gourou » pour embrigader un quarteron de jeunes gens un peu paumés, parfois marginaux, rarement politisés, n'en constitue pas moins une troublante leçon de psycho-sociologie appliquée (*le Monde* du 31 août 1988).

Et puis, à défaut d'histoire, l'histoire du groupe Action directe Lyon – où le tragique se mêle au dérisoire, où l'application d'une stratégie paramilitaire côtoie des gaffes de potaches, où la clandestinité dérape vers l'exhibitionnisme – ne devrait pas manquer, au cours des trente-cinq journées d'audiences, de s'apparenter, sinon à un roman noir, du moins à un feuilleton amèrement rocambolesque.

Toute la difficulté consiste, à travers ce dossier, à tenter de percevoir comment les seconds rôles – « *une vendeuse, une éducatrice, un photographe, un plombier, plusieurs étudiants prolongés... En fait, des personnages très ordinaires, comme on en croise tous les jours dans la rue* », souligne un magistrat – ont pu se laisser entraîner vers l'irrationnel. Le charisme, voire le magnétisme, d'Olivier relayé par les techniques d'intimidation et de pression mises en œuvre par son « lieutenant-adjudant » Frérot suffisent-ils à éclairer la cohésion d'une « cellule combattante » qui, en coulisse, fonctionnait plutôt comme une secte ? Derrière le mutisme, jusqu'ici presque sans faille, du quintette des « permanents » - Frérot, Olivier et sa compagne Joëlle Crepet, Emile Ballandras et Bernard Blanc, – les déclarations, souvent abondantes, de leurs « supplétifs » ont déjà fourni des éléments de réponse. Les débats, dont la tournure dépendra largement de l'attitude observée par le « noyau dur » – provocation, grande explication justificative ou refus absolu de coopérer avec la « *justice de la classe dominante* », on ne saurait en préjuger – devraient, en tout cas, permettre d'aller plus loin.

Comme la bande à Bonnot

Cette « association de malfaiteurs » correspond certes davantage à la bande à Bonnot – Olivier n'était-il pas surnommé Raymond la Science ? – qu'aux Brigades rouges. Ses « exploits » ont toutefois peu de chances de relever un jour de la légende. En « braquant », entre le mois de mars 1980 et le mois de décembre 1985, une trentaine de banques pour y rafler un butin total d'environ 3,5 millions de francs, presque entièrement « réinvestis », selon une logique de l'absurde, dans le matériel logistique et le montage d'attentats à l'explosif, le groupe a en effet, à maintes reprises, fait couler le sang. Une demi-douzaine d'employés de banque ont été plus ou moins gravement blessés ou maltraités. Mais, surtout, trois personnes – M. Henri Delrieux, convoyeur de fonds, le brigadier de police Guy Hubert et le général de gendarmerie Guy Delfosse – ont payé de leur vie leurs courageuses interventions lors d'attaques à main armée qui tournèrent mal. Les auteurs de ces trois crimes, non prémédités – à la différence d'Action directe Paris, la branche lyonnaise ne pratiqua pas « l'assassinat politique », – sont, plus ou moins formellement, identifiés. On sait que c'est Frérot qui a tué de cinq balles tirées à bout portant le général Delfosse. Et il semble bien établi que Ballandras tira, en prenant la fuite, le projectile qui blessa mortellement le brigadier Hubert. En revanche, la première fusillade, au cours de laquelle M. Delrieux fut tué, devant la BNP de Caluire (Rhône), le 29 octobre 1980, reste suffisamment confuse pour que trois tireurs au moins – Frérot, Crépet ainsi qu'Olivier, toujours frileusement posté à l'extérieur, en couverture – puissent être mis en cause.

Les enseignements du petit carnet

Au fil des audiences, l'examen détaillé, et sans doute un peu fastidieux, des activités du groupe devrait mettre en évidence le rôle d'instigateur illuminé et cynique d'Olivier, l'impulsivité dangereuse de Frérot, chien fou mais zélé et organisateur maniaque des « opérations », l'aveugle engagement, moins idéologique que passionnel, de la « fausse égérie » Crépet, le parcours du combattant-militant de Ballandras, ancien élève ingénieur qui se fit OS puis braqueur. On pourra aussi distinguer les différentes phases d'action de la branche lyonnaise, sur laquelle les « rameaux d'Olivier » vinrent souvent se greffer au hasard des rencontres : sa période stéphanoise, ses rares « virées » ou villégiatures dans les Alpes ou dans le Midi qui culpabilisaient tant Frérot l'écorché, sa brève croisade musclée d'« agit prop anti-impérialiste », opérée sous le label « Affiche rouge » grâce à l'opportun recrutement de trois Guadeloupéens – Jean-Pierre Succab, Alain Eket et Jean-Charles Laporal – aux motivations nébuleuses.

On évoquera sûrement aussi, bien qu'elle relève en partie d'un autre dossier, instruit à Paris, la terrible « cavale » en solitaire de Maxime Frérot qui, pour prouver sa fidélité à Olivier, incarcéré – ce « maître » pour lequel il se déclarait, dans une lettre, prêt à se « sacrifier », – joua les desperados et devint « l'homme le plus recherché de France ». Avant son arrestation, émaillée de quelques échanges de coups de feu, mais opérée fortuitement, le 2 novembre 1987, dans un parking du quartier de la Part-Dieu à Lyon, par deux modestes gardiens de la paix pensant avoir affaire à un simple voleur de cyclomoteur, Frérot avait commis, quasiment seul, une nouvelle série de méfaits. Le 9 juillet 1986, il avait ainsi déposé dans les locaux parisien de la brigade de répression du banditisme (BRB) une bombe artisanale dont l'explosion provoqua la mort de l'inspecteur divisionnaire Marcel Basdevant. Cet homicide sera l'objet d'un procès distinct.

Assimilable à bien des égards à une affaire de droit commun, si le dossier Action directe Lyon apparaît cependant « hors du commun », c'est en grande partie au « carnet » de Max Frérot qu'il le doit. Au-delà d'une autocritique, chère aux maoïstes, ces trentes pages noircies d'une écriture appliquée constituent une sorte de chronique, hachée et parfois codée, des activités et des objectifs du groupe. La découverte de ce petit carnet, dans une « planque » de Saint-Etienne, le 29 mars 1986 – au lendemain de l'arrestation d'Olivier et de Blanc réalisée, de façon assez hasardeuse, à Lyon, par des fonctionnaires des renseignements généraux, – permit, après recoupements, de tirer au clair policièrement une soixantaine de crimes et de délits non élucidés. Elle révéla surtout, de façon posthume, l'existence d'un groupe terroriste qui, six années durant, avait curieusement agi dans un anonymat presque parfait. Si leurs armes n'étaient pas rouillées, beaucoup des « petits soldats » de cette médiocre armée secrète avaient déserté et chaussé leurs pantoufles. Comment s'étonner dès lors qu'ils puissent apparaître aujourd'hui comme des *has been*...

ROBERT BELLERET.

De probables batailles de procédure

Plus de trois années se sont écoulées depuis l'arrestation d'André Olivier qui, le 28 mars 1986, avait révélé l'existence de la branche lyonnaise d'Action directe et déclenché l'ouverture d'une information judiciaire lourde et complexe. Après avoir fait procéder à l'interpellation et à l'inculpation de vingt personnes – quinze hommes et cinq femmes – et réussi à emboîter les principales pièces d'un dossier-puzzle, l'institution judiciaire s'est estimée prête à les juger.

Prenant prétexte de récentes déclarations faites par Joëlle Crépet dans le cadre de l'instruction d'une affaire distincte – celle des trois huissiers lyonnais accusés d'avoir dévalisé l'une des « planques » d'Action directe (*le Monde* des 31 janvier et 1[er] mars 1989), – certains avocats, dont M[e] Jacques Vergès, estiment au contraire que le procès doit être reporté. « *Pour éviter qu'après avoir déjà été saucissonné entre les hold-up et les attentats à l'explosif ce dossier ne devienne une véritable rosette de Lyon.* »

En apportant des précisions sur le déroulement de certaines attaques à main armée et en mettant en cause deux personnes ne figurant pas parmi les vingt accusés, bien qu'identifiées par les enquêteurs, la compagne d'Olivier, soudainement devenue loquace, a justifié l'ouverture récente, par le parquet de Lyon, de quatre informations judiciaires complémentaires. Selon M. François-Louis Coste, substitut général, qui occupera le siège du ministère public lors du procès, ces circonstances ne devraient pas remettre en cause la programmation des audiences. « *Il faut savoir juger*, souligne ce magistrat. *Nous disposons d'une tranche de vie cohérente et les accusés attendent depuis suffisamment longtemps. Nous pourrons toujours rouvrir le débat si des éléments vraiment nouveaux apparaissaient.* » Dès la fin de la lecture de l'arrêt de renvoi, qui doit occuper les trois premières journées du procès, des demandes de report seront, néanmoins, très certainement présentées.

Le cas de Mouloud Aïssou, qui a engagé une série de recours – tous rejetés – et observé deux longues grèves de la faim (*le Monde* du 2 février 1989) pour obtenir le bénéfice de l'amnistie de 1981, applicable selon lui aux deux attaques à main armée qui lui sont imputées, et qu'il nie, devrait également être soulevé par ses avocats en début de procès. D'autant plus sûrement que la Cour de cassation a récemment cassé la décision de la cour d'appel de Lyon concernant son maintien en détention.

Une autre bataille de procédure est prévisible à propos du placement en détention, durant les sept semaines du procès, d'une partie des accusés remis en liberté parce qu'ils avaient joué des rôles mineurs, voilà fort longtemps, dans les activités du groupe. Cette mesure de « sûreté », qui concerne trois des cinq prévenus libres – quinze personnes étant toujours détenues, – pourrait être contestée par la défense.

On sait par ailleurs que l'un des vingt accusés manquera à l'appel et sera jugé lors d'un procès distinct : une jeune femme, entraînée un temps dans le sillage du groupe, qui a su se reconstruire une vie paisible et se trouve aujourd'hui sur le point d'accoucher...

R.B.

Le Carnet du Monde

Décès

– M[me] Joseph Bourbon,
son épouse,
M. et M[me] Marc Bourbon,
leurs enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph BOURBON,

survenu le 11 mai 1989, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 17 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Sulpice, place de l'Eglise de Noisy-le-Grand, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière nouveau de Noisy-le-Grand, dans le caveau de famille.

– Toute sa famille
a la douleur de faire part du décès de

M. Jean BOUCHACOURT,
cofondateur de la société Mixo,

survenu le 12 mai 1989, dans sa quatre-vingt-septième année.

La levée du corps aura lieu le mercredi 17 mai, à 14 heures, au funérarium, route du Thillay, à Gonesse (Val-d'Oise).

L'inhumation se fera au cimetière ancien de Colombes (Hauts-de-Seine), à 15 heures, dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

– A.L.G.D.G.A.D.L.U.

Les Frères de la Grande Loge nationale française

ont l'immense douleur de faire part du passage à l'Orient éternel du

T.R.F. Jean MONS,
leur Grand Maître,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
président de chambre honoraire de la Cour des comptes,

le 8 mai 1989.

A la demande de la famille, les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité la plus stricte, dans sa ville natale, le 12 mai.

« Si je crois en Ton Nom, je suis dans la Lumière. »

Une cérémonie religieuse pour le repos de l'âme de notre Frère Bien Aimé aura lieu prochainement.

Grande Loge nationale française,
65, boulevard Bineau,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Anniversaires

– A l'occasion du septième anniversaire de la mort de

M. Roman WINICKI,

une cérémonie aura lieu, le mercredi 17 mai 1989, au cimetière de Bagneux, à 12 heures.

Communication

A Montpellier

L'observatoire pour la liberté de la presse

MONTPELLIER
de notre correspondant

Tous les pays possèdent-ils un quotidien ? Quel est le citoyen du monde le mieux informé ? Dans quel pays le métier de journaliste est-il le plus dangereux à exercer ? Où la liberté de la presse est-elle le plus bafouée ? Telles sont les questions auxquelles l'observatoire de l'information s'efforce de répondre.

Créée en mai 1987, l'association s'est établie à Montpellier au sein de la Maison de la géographie, dans des locaux cédés par le conseil général de l'Hérault. Son président est M. Robert Ménard, de Radio-France. Le secrétariat est assuré par M. Bernard Brabet, ancien directeur de l'Institut pour le développement et l'aménagement des télécommunications et de l'économie (IDATE), aujourd'hui reconverti dans le privé, et la trésorerie par M. Rony Brauman, président de Médecins sans frontières.

Le budget de l'observatoire, qui emploie sept permanents dont quatre journalistes, s'élève à 1 800 000 F. Il est assuré à plus de 50 % par le conseil général de l'Hérault, principal bailleur, et le conseil régional du Languedoc-Roussillon, auxquels s'ajoutent les ministères de la culture et communication, des postes et télécommunications, de l'action humanitaire, les services du premier ministre et, enfin, des entreprises de presse, notamment *Télérama* et Radio-France. L'observatoire recueille l'information sur toutes les atteintes à la liberté de la presse en travaillant avec des organisations internationales comme le Comité de protection des journalistes à New-York, « *Article 19* » (par référence à l'article consacré à la liberté de la presse dans la Déclaration des droits de l'homme) à Bruxelles, la Fédération internationale des éditeurs de journaux, à Paris, l'Institut international de la presse à Londres, et un réseau de correspondants dans divers pays.

L'observatoire vient de publier sous le titre *l'Information dans le monde* un ouvrage de synthèse qui sera réactualisé chaque année. Il recense deux cent cinquante arrestations de journalistes en 1988 et trente-neuf tués dans le monde au cours de cette même année. L'observatoire, qui est intervenu en faveur de cent cinquante journalistes et trente-cinq médias, a enregistré depuis août dernier plus de quatre cents violations de la liberté de la presse. M. Robert Ménard, pourtant, reste optimiste : « *La situation évolue, la liberté de la presse reste l'exception dans le monde mais elle gagne du terrain* ».

ROGER BECRIAUX.

BIBLIOGRAPHIE

La télé-vie des néo-consommateurs

Consommateurs de tous les pays, isolez-vous ! Grâce aux innovations technologiques (du minitel au vidéodisque interactif) et aux évolutions sociologiques (de la famille éclatée à l'individualisme-roi), on peut de chez soi commander des homards surgelés à 3 heures du matin, jouer en temps réel une partie d'échecs avec un adversaire anonyme ou corriger l'organigramme de sa société. Bref, *la Vie à distance* a déjà commencé. C'est ce qu'affirme Christian Loviton dans un ouvrage qui fait la chronique de la naissance d'une « industrie de la commodité ».

Cette industrie-là vend d'abord du temps, celui que les nouveaux consommateurs ne veulent plus passer dans les embouteillages ou dans des magasins au choix limité. Mais elle abolit aussi les distances, pour tenter de transformer en réalité le slogan « Tout, tout de suite ». Automates de vente, « essayage » de vêtements grâce à un œil qui prend vos mesures, supermarchés à domicile, téléachat, télécopie, télébanque, télétout et n'importe quoi, le tableau que brosse ce spécialiste de la « mercatique » est exhaustif. Au risque parfois de tourner au catalogue des expériences menées. Mais n'est-ce pas normal pour une industrie dont les ancêtres toujours bien portants sont les « vépécistes », c'est-à-dire les vendeurs par correspondance, en télé-jargon ?

Du flot d'anecdotes et de données chiffrées surgissent aussi les portraits et les stratégies des promoteurs de ce nouveau commerce mondial, baigné par la lueur d'écrans omniprésents. « *L'homme du vingt et unième siècle fera tout ce qu'il désire depuis l'endroit de son choix et au moment qui lui convient le mieux* », écrit Christian Loviton. En attendant, il téléguide avec entrain son lecteur pour un tour du monde en fauteuil des nouveaux modes de consommation.

M. C. L

★ *La Vie à distance*, de Christian Loviton. Belfond, 320 pages, 120 F.

M. Jack Lang au « Club de la presse »

« La Commission de Bruxelles premier adversaire de la culture en Europe »

« *J'ai très souvent le sentiment que le premier adversaire de la culture en Europe, c'est la Commission de Bruxelles* », a déclaré le ministre de la culture, M. Jack Lang, invité du « Club de la presse d'Europe 1 ». Dénonçant la « *théologielibérale très sectaire* » qui domine la Commission , et lui fait refuser des quotas audiovisuels, M. Lang est favorable à la « *préférence communautaire* » qui doit permettre à l'Europe de diffuser ses propres programmes plutôt que des œuvres japonaises ou américaines.

Mais, pour imposer ces quotas, « *il faut d'abord montrer l'exemple en France* », selon M. Lang, car si « *notre pays a une tradition protectionniste, volontariste* », ce n'est pas le cas des autres pays d'Europe. Aussi le ministre invite-t-il les créateurs à « *se remuer* » pour cette cause.

M. Lang compare le projet de présidence commune d'Antenne 2 et de FR 3 à la construction d'un « *catamaran, un bateau à deux coques, un bateau qui ne se retourne pas* ». Le PD-G idéal de ce nouveau bateau doit être à la fois « *un homme d'entreprise et de création. Il faudrait peut-être des hommes neufs* », ajoute le ministre.

Enfin, interrogé sur la liberté de la presse, M. Lang a rappelé qu'elle n'existe « *que si elle ne rencontre pas la liberté des autres* », en évoquant le cas d'« *usurpateurs* » comme le journal *Minute*, « *qui n'hésite pas à salir, calomnier ou abaisser tel ou tel* », selon le ministre.

EN BREF

● **M. de Kemoularia actionnaire majoritaire de la « Revue politique et parlementaire ».** – M. Claude de Kemoularia, ancien ambassadeur et président de la banque Paribas Nederland, est devenu, lors d'une récente augmentation de capital, l'actionnaire majoritaire de la *Revue politique et parlementaire*. Créée en 1894, cette revue est dirigée par M. Thierry Pfister. M. de Kemoularia souhaite donner une nouvelle dimension à la revue en l'ouvrant à diverses sensibilités politiques.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 13 mai 1989 :

DES DÉCRETS

● N° 89-304 du 12 mai 1989 modifiant le décret n° 87-811 du 5 octobre 1987 relatif au Centre national de la fonction publique territoriale.

● N° 89-306 du 11 mai 1989 portant création d'une commission de génie génétique.

⁂

Sont publiés au *Journal officie* du dimanche 14 mai 1989 :

UN DÉCRET

● N° 89-307 du 12 mai 1985 modifiant le décret n° 82-866 du 11 octobre 1982 relatif à la composition et au fonctionnement des comités économiques et sociaux régionaux.

UN ARRÊTÉ

● Du 26 avril 1989 portant homologation du règlement général du conseil des Bourses de valeurs.

Sports

JUDO : championnats d'Europe

Les grands moyens français

Les judokas français ont remporté cinq titres et onze médailles lors des championnats d'Europe de judo qui se sont achevés dimanche 14 mai, à Helsinki. Les cinq champions d'Europe sont : Bruno Carabetta (moins de 65 kg), Fabien Canu (moins de 86 kg), Cécile Nowak (moins de 48 kg), Cathy Arnaud (moins de 56 kg) et Catherine Fleury (moins de 61 kg).

HELSINKI
correspondance

La France est la plus grande nation d'Europe en matière de judo. Elle l'a démontré ce week-end à Helsinki avec ses onze médailles et ses cinq titres. Un résultat qui n'avait été atteint (et dépassé) récemment que lors des Championnats d'Europe 1987, qui avaient lieu à Paris, ce qui fausse un peu la comparaison. La France est la première, mais l'Union soviétique est encore la plus forte chez les hommes et prépare une nouvelle génération de combattantes en prévision de l'entrée officielle du judo féminin dans la famille olympique de Barcelone en 1992.

L'équipe de France est globalement la meilleure, mais ses représentants les plus éminents ne sont pas les plus grands, – en taille s'entend. C'est ce que révèle le décompte des titres européens, mondiaux ou olympiques remportés depuis 1985 par des Français.

Sur vingt-six titres individuels (vingt et un Européens, quatre mondiaux et un olympique), dix-sept ont été enlevés par des représentants, hommes ou femmes, des trois catégories de poids les plus légères (il existe sept catégories pour chaque sexe, plus les « toutes catégories », ouvert à tous mais évidemment dominé par les combattants les plus lourds). Huit ont été gagnés par des judokas appartenant aux deux catégories que l'on peut appeler « intermédiaires » et seulement un titre a été acquis dans les trois catégories les plus lourdes. Celui d'Isabelle Paque lors des championnats d'Europe 1987, dans la catégorie des plus de 72 kilos.

Cette tendance a encore été confirmée à Helsinki où trois des cinq titres remportés par la France l'ont été dans

Bruno Carabetta projette le Soviétique Sergeï Kosmynin dans la finale des 65 kg.

les trois catégories légères, par Cécile Nowak, Cathy Arnaud et Bruno Carabetta. Les deux autres ont été enlevés dans les catégories « intermédiaires » par Fabien Canu et Catherine Fleury. Dans les trois catégories les plus lourdes, chez les Français, aucun garçon n'a pu monter sur le podium. Deux filles se sont contentées d'une médaille de bronze, alors que la troisième, Christine Cicot, repartait sans médaille. Elle est d'ailleurs la seule dans ce cas au sein de l'équipe de France féminine.

Protéger les gros

Le judo français aurait-il donc un problème avec ses lourds, ses « gros ».? « *C'est une question de confiance*, estime Fabien Canu, devenu champion d'Europe pour la troisième fois consécutive. *Nos lourds ont un potentiel, mais ils tournent autour du pot depuis plusieurs années. Le jour où l'un d'eux s'imposera au niveau international, se produira un déclic qui remettra ces catégories au même niveau que les autres en France. Les poids lourds ont seulement besoin d'une aide psychologique plus importante que les poids légers.* »

Jean-Luc Rougé, le directeur technique national du judo, reconnaît que la préparation physique et psychologique n'est pas la même selon les catégories de poids : « *Peut-être ne donnons-nous pas aux lourds une préparation assez spécifique*, affirme-t-il. *Dans d'autres pays, ils sont souvent plus protégés.* »

La France a connu cependant des champions dans les catégories supérieures. A commencer par Angelo Parisi, double champion olympique. Mais son cas est atypique, puisque Parisi est d'origine et de formation italo-anglaise. « *Nous avons souvent utilisé en équipe de France de faux lourds, comme Roger Vachon ou moi-même*, poursuit Jean-Luc Rougé, champion du monde en 1975 chez les mi-lourds. *Il existe sûrement, en France, un problème de sélection. Même en recrutant à la base, dans les régions, nous avons du mal à trouver des jeunes de valeur dans ces catégories. Sans doute sont-ils récupérés par d'autres sports, comme le rugby* ».

Chez les filles, le problème est similaire : « *A Helsinki, les deux représentantes françaises dans les catégories supérieures rendaient une vingtaine de kilogrammes à leurs adversaires principales, comme la Néerlandaise Seriese, qui, avec ses 100 kilogrammes, a remporté deux titres en Finlande. En lourdes, la Française Natalina Lupino atteignait 80 kilogrammes. Encore avait-il fallu lui faire suivre un régime pour lui faire prendre 10 kilogrammes. Quant à Christine Cicot elle ne dépassait pas 70 kilogrammes.*

» *C'est sans doute également une question de morphologie et de culture*, complète Jean-Luc Rougé. *Il y a moins de gros en France, à mon avis, que dans les pays du nord de l'Europe. Mais, la vie est souvent dure pour les lourds, en judo particulièrement. Dans les clubs, tout le monde veut les battre. Mais comme ils sont souvent maladroits, ils se font effectivement battre par de plus petits. Ça n'encourage pas à poursuivre le judo.* »

Argument confirmé par la composition des podiums des catégories les plus lourdes lors des Championnats d'Europe : ils étaient monopolisés par les représentants des pays de l'Europe du Nord. A une nation près : Natalina Lupino, troisième dans sa catégorie.

Confirmation encore de la part de Kiyoshi Murakami, le coentraîneur japonais de l'équipe de France féminine : « *Selon les critères latins de la beauté, un bel athlète doit être élancé. Ce n'est pas partout le cas. Dans l'esprit japonais, un bouddha rond et gras peut-être également beau. Au Japon, les sumos sont vénérés. Ici, en France, les personnes grosses sont timides, complexées, n'osent pas aller vers les autres. C'est un problème que nous rencontrons avec nos judokas : il faut parvenir à les décomplexer. Encore faut-il accepter les caractéristiques morphologiques qui font que l'on trouve moins de gros gabarits dans les pays latins que dans ceux d'Europe du Nord.* »

La Fédération française veut accentuer l'effort de recrutement de ses catégories supérieures, tout en sachant que la période de formation d'un ou d'une lourd(e) est plus longue que celle d'un poids légers, et que d'autres pays bénéficient sans doute d'un réservoir plus important. Mais, actuellement, l'un des judokas les plus lourds du monde, Georges Mathonnet, qui approche du quintal et demi, n'est-il pas français ? Avec un peu de maturité, ce jeune judoka sera peut-être l'exception à la règle.

GILLES VAN KOTE.

FOOTBALL : Roger Bambuck au « Grand Jury RTL- *le Monde* »

L'argent ne doit plus « dévoyer » le sport

Claude Bez ne quitte pas la présidence des Girondins de Bordeaux. Gérard Houiller reste entraîneur de l'équipe de France de football. Alain Giresse va célébrer son jubilé avec faste. Et l'Olympique de Marseille, qui campe en tête du championnat de France deux journées avant la fin de la compétition, fait les yeux doux au Franco-Yougoslave du PSG, Safet Susic.

C'est dans ce contexte que, à l'occasion du « Grand Jury RTL- *le Monde* », dimanche 14 mai, M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a précisé le sens et la portée des mesures qu'il avait annoncées, jeudi 11 mai, pour aider le football français à sortir de la crise dans laquelle il s'est englué.

● **LE ROLE DE LA MISSION D'ÉTUDE**

« A partir de mardi, j'installe une mission, dont le responsable va être M. Fernand Sastre (...). Il sera aidé par un certain nombre de personnalités du football, qui m'ont déjà répondu, par exemple M. Aulas, le président du Football-Club de Lyon, M. Michel Hidalgo, M. Guy Roux, M. Michel Platini, M. Delelis, sénateur, maire de Lens, ainsi qu'un inspecteur général que je mettrai à sa disposition. Cette mission aura comme objet l'étude et l'approfondissement des six propositions que m'a faites la Fédération française de football. En tout état de cause, cette mission va s'achever le 31 octobre par la remise d'un rapport global que fera M. Sastre. »

● **L'INFLUENCE DE L'ARGENT**

« S'il y a nécessairement intrusion de l'argent dans le sport, il faut que l'intrusion de cet argent soit maîtrisée et aille en faveur du développement du sport, pas seulement dans une espèce d'inflation et d'accélération de tous les dévoiements du sport (...). Il y a à la tête des clubs une bonne proportion de chefs d'entreprise qui gèrent des chiffres d'affaires importants. Il y a des hauts fonctionnaires, il y a des personnages importants, qui sont habitués à gérer. Et pourtant, il y a des dévoiements.

» Ce qui tend à montrer que le football professionnel lui-même génère une espèce d'ambiguïté, une espèce de folie. »

● **LE ROLE DE LA LIGUE PROFESSIONNELLE**

« Les nécessités historiques et les nécessités techniques ont fait que le groupement des clubs professionnels s'est transformé en Ligue nationale de football, qui est une Ligue tout à fait indépendante et ordinaire. Je ne suis pas sûr que ce soit la meilleure formule pour développer la pratique du sport en général et la rigueur nécessaire au respect des règlements du football professionnel. Mais là c'est la mission qui me répondra. »

● **L'AVENIR DES INTERMÉDIAIRES**

« Il y a un troisième personnage qui est intervenu tout à fait récemment *[dans le football]* et, paradoxalement, cela a correspondu à l'inflation des salaires (...). Les joueurs ont des intermédiaires qui n'ont pas des objectifs de sport (...). Il faudrait pouvoir réglementer *[cette profession]* parce qu'elle n'est pas tout à fait normale. »

● **LES SUBVENTIONS DES COLLECTIVITÉS LOCALES**

« Comment voulez-vous qu'un maire puisse donner une réponse acceptable par tous dans des régions où sévit le chômage, où il y a d'autres disciplines sportives et où l'on apprend une telle débauche dans la distribution des salaires (...). La loi de décentralisation rend plus responsables de la gestion et des deniers publics les collectivités locales, collectivités territoriales. Celles-ci doivent donc gérer correctement les sommes dont elles sont dépositaires. »

● **LA RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS**

« Si les présidents de club s'engageaient plus personnellement à combler leurs déficits sur leurs propres deniers, une plus grande prudence s'instaurerait déjà dans la distribution des salaires. Les collectivités locales pourraient aussi être plus exigeantes dans l'utilisation des subventions qu'elles donnent aux clubs. »

RUGBY : demi-finales du championnat de France

La fin de l'absolutisme agenais

Le Stade toulousain disputera, samedi 27 mai, au Parc des Princes à Paris, la quatorzième finale du championnat de France de rugby de son histoire. L'équipe de Pierre Villepreux et Jean-Claude Skrela, qui s'est qualifiée samedi 13 mai aux dépens des Agenais (18-9), champions 1988, tentera de gagner un dixième titre face aux Toulonnais de Daniel Herrero, qui ont éliminé, dimanche 14 mai, les Narbonnais de Raoul Barrière. Les rouge et noir contre les noir et rouge. Comme en 1985 ? Le Stade avait alors conquis le bouclier de Brennus.

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Un simple coup de sifflet peut-il être le signe avant-coureur d'une révolution ? En cette année du bicentenaire de 1789, les historiens ont dressé un volumineux catalogue de faits et gestes anodins qui, sans point commun apparent, ont pourtant précipité la fin de l'Ancien Régime et l'avènement de la République. Ainsi, dans quelques années peut-être, les historiens du rugby considéreront-ils que les notes stridentes émises par M. Doulcet, honorable arbitre du comité du Limousin, vingt minutes après le coup d'envoi de la demi-finale du championnat de France 1989, ont été le signal d'une révolution dans le royaume d'Ovalie. En tout cas, elles ont bien retenti comme un air de défi, les premières mesures d'un chant de liberté, l'ébauche d'une *Marseillaise*.

Qui aurait imaginé en effet qu'un arbitre sifflerait un essai de pénalité contre les blanc et bleu d'Agen en faveur des rouge et noir de Toulouse, stoppant ainsi les premiers dans leur course à un deuxième titre consécutif ?

Les Lot-et-Garonnais représentent le pouvoir en place, l'autorité indiscutable, l'ordre établi. Les dirigeants du SV Agen sont les potentats de la Fédération et ses joueurs composent l'ossature de l'équipe de France. En revanche, les Haut-Garonnais symbolisent la contestation, la dissidence. Les responsables du club toulousain sont considérés par les maîtres de la Cité d'Antin, à Paris, comme les cathares par Simon de Montfort. Les sélectionneurs ont mis leurs internationaux en chômage technique de XV de France.

Bref, dans un tel contexte, sanctionner lourdement les champions de France en titre, c'était faire preuve d'indépendance d'esprit, de courage, d'audace. Et, à la dix-neuvième minute de la rencontre, il en a sans doute fallu à M. Doulcet pour donner un coup de sifflet qui deviendra peut-être célèbre. Car il aurait eu toutes les excuses du monde pour avoir regardé ailleurs, pour avoir laissé faire, le brave homme. Depuis qu'elles étaient entrées sur le terrain, les deux équipes étaient d'humeur passablement batailleuse. Alors, pour une manchette de plus ou de moins, il n'y aurait sans doute pas eu de quoi faire toute une histoire.

Mais le coup par lequel Philippe Bérot, l'arrière agenais, faucha l'élan de Joël Dupuy, son homologue toulousain, n'était pas seulement vicieux. C'était l'exemple même de l'anti-jeu. Après une course de 30 mètres, le Toulousain venait en effet de taper à suivre par-dessus la tête du dernier défenseur agenais. Le ballon allait retomber dans l'en-but des blanc et bleu, Dupuy allait l'aplatir et inscrire ainsi le premier essai de la partie au crédit des rouge et noir. Mais aplati, c'est le Toulousain qui l'a été, par Bérot, résolu à tout pour empêcher l'adversaire de passer. L'ailier du XV de France ne pouvait pas ignorer qu'il commettait là un acte répréhensible, d'autant plus grave que la majorité des accidents se produisent à l'occasion de cette sorte de placage à retardement. Un tel geste ne pouvait donc être fait par un joueur de cette expérience que s'il était persuadé de l'impunité.

Une nouvelle époque

Or M. Doulcet siffla. Et ce fut comme un claquement de maillet ; ou plutôt ce fut comme la proclamation d'une déclaration des droits du rugbyman : « tous les joueurs sont libres et égaux », disaient les notes aigres de l'arbitre dispersées par la brise bordelaise. C'était proclamer la fin des privilèges. Et ce Saint-Just en bas verts remontés sur des mollets de coq de faire mettre les Agenais derrière leur ligne de but en attendant la transformation bottée par Denis Charvet, ce centre magique qui a été enfermé naguère dans la non-sélection en équipe nationale sur une simple lettre de cachet.

Oui, M. Doulcet a sifflé la première note d'une nouvelle époque. Car dans le combat qui allait suivre les Agenais ne devaient pas seulement perdre le bouclier de Brennus, le trophée des champions en titre, ils devaient aussi y laisser quelques-unes des certitudes qui ont longtemps bercé leur rugby.

C'est ainsi que la domination territoriale du pack blanc et bleu en seconde période – à l'exception d'un essai (Bérot, 55e minute) – fut improductive dans la mesure où les buteurs se montrèrent incapables de transformer la moindre pénalité. Patrick Sella, quant à lui, extirpa des regroupements quantité de balles que n'auraient pas eu bien des avants, mais celles-ci ne devaient pas aller plus loin que la mêlée suivante tant le centre agenais s'obstina à « repiquer », comme on le lui demande en équipe de France, au lieu d'« éclaircir » le jeu vers les ailes. Et surtout il y avait en tout comme la marque d'une usure, d'une lassitude, qui était déjà apparue lors des tours précédents contre Dax et Tarbes, les stigmates des fins de règne.

Mais le signe le plus sûr que de grands bouleversements sont en gestation, ce fut le demi de mêlée toulousain, Jérôme Cazalbou, qui l'apporta. Voilà en effet un gamin à peine sorti de l'adolescence, un gosse à peine plus épais qu'une ablette, qui crânement a tenu sa place sans jamais se laisser impressionner par son vis-à-vis Pierre Berbizier. Hargneux, truqueur, celui-ci finit par en devenir mauvais tant l'autre déjouait facilement ses ruses. On en reparlera assurément de ce Cazalbou, Bonaparte de la mêlée sous lequel pourrait bien pointer un nouveau Napoléon de l'Ovalie. Comme on reparlera de ce rugby toulousain qui alternativement a su créer le flux puis endiguer le reflux, autrement dit qui a si bien attaqué avant de défendre avec la plus belle des convictions.

ALAIN GIRAUDO.

Toulon en force

Le Stade toulousain s'était débarrassé des Agenais, samedi, grâce à une première mi-temps de rêve. Dimanche, les Toulonnais ont dû attendre une heure pour voir le travail de sape de leurs avants payer enfin contre Narbonne.

La première période entre les deux meilleurs packs de l'Hexagone fut en effet d'abord équilibrée. Le score à la mi-temps de 6-3 en faveur des Varois était acquis après dix premières minutes très « engagées » au cours desquelles le Sud-Africain de Toulon Eric Melville avait été mis KO.

Après le repos, les avants toulonnais étaient plus frais et surtout plus disposés à enchaîner. Cela permit aux hommes de Daniel Herrero de faire la différence en inscrivant deux essais par Frédéric Saint-Sardos à la suite d'une belle action collective (62e minute) et par Pascal Jehl grâce à l'interception d'une passe entre les Narbonnais Clavières et Fabre.

Finalement vainqueurs 20-3, les Toulonnais vont pouvoir tenter le 27 mai au Parc des Princes de reconquérir le titre gagné en 1987 contre le RCF et perdu en quarts de finale contre Tarbes, l'an passé.

Hooliganisme : deux cent cinquante-cinq arrestations en Angleterre

Deux cent cinquante-cinq hooligans ont été arrêtés, samedi 13 mai, par la police britannique à la suite de violences commises à l'intérieur comme à l'extérieur des stades de football. Plusieurs dizaines de blessés ont été recensés et deux matches ont dû être momentanément interrompus après l'invasion des terrains par des supporters.

Les incidents les plus violents ont eu lieu à Londres à l'occasion du match de deuxième division entre Crystal Palace et Birmingham City. La rencontre a dû être interrompue une demi-heure à la suite de l'envahissement de la pelouse après le premier but des joueurs locaux. Seize spectateurs et cinq policiers ont été blessés. Deux supporters, dont un blessé à coups de couteau, ont été hospitalisés. Quarante-trois supporters de Birmingham ont été interpellés sur le chemin du retour après le saccage d'un restaurant d'autoroute. La police a également dû dégager la pelouse du stade de Bristol envahie par les supporters de l'équipe de troisième division de Sheffield, menée 2 à 0 à cinq minutes du coup de sifflet final. Quelque deux cents supporters de Sheffield ont ensuite passé la nuit à se battre et à briser les fenêtres dans la station balnéaire de Weston-upon-Mare.

Les résultats

Cyclisme

TOUR D'ESPAGNE

L'Espagnol Pedro Delgado, après sa victoire, dimanche 14 mai, dans la vingtième étape du Tour d'Espagne, comptait 57 secondes d'avance sur le Colombien Fabio Parra alors qu'il ne restait plus qu'une étape à courir.

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Après sa victoire par 32 à 24, samedi 13 mai, sur l'USM Gagny, l'équipe de Créteil est presque assurée d'être sacrée championne de France. Le week-end prochain, en finale retour de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe, elle affrontera l'équipe ouest-allemande d'Essen.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(trente-sixième journée)

*Paris-SG b. Laval	3-0
Marseille b. *Toulon	2-1
*Sochaux b. Saint-Etienne	1-0
*Auxerre et Matra Racing	1-1
*Monaco b. Bordeaux	4-2
Nice b. *Nantes	1-0
*Lille et Strasbourg	1-1
*Cannes et Metz	1-1
*Toulouse et Montpellier	2-2
*Caen b. Lens	1-0

Classement. – 1. Marseille, 70 pts ; 2. Paris-SG, 68 ; 3. Sochaux, 65 ; 4. Monaco et Auxerre, 62 ; 6. Nantes, 56 ; 7. Lille et Nice, 53 ; 9. Cannes et Montpellier, 49 ; 11. Bordeaux et Toulouse, 48 ; 13. Metz et Toulon, 46 ; 15. Saint-Etienne, 44 ; 16. Matra Racing et Strasbourg, 36 ; 18. Laval et Caen, 34 ; 20. Lens, 16.

Deuxième division
(trente-quatrième journée)

En deuxième division, à l'issue de la trente-quatrième et dernière journée, l'équipe de Mulhouse a rejoint en première division l'équipe de Lyon, première du groupe B. Les clubs barragistes pour l'accession à la première division sont Brest et Rennes pour le groupe A, ainsi que Nîmes et Le Havre pour le groupe B. Les pré-barrages aller auront lieu le 20 mai et opposeront Brest au Havre et Nîmes à Rennes.

Motocyclisme

GRAND PRIX D'ITALIE

La course de la catégorie des 500 cc, du Grand Prix motocycliste d'Italie, dimanche 14 mai à Misano, a été boycottée par les vedettes du Continental Circus. Les pilotes des écuries officielles ont refusé de prendre un nouveau départ sur une piste détrempée, après une première annulation de l'épreuve. 13 seulement des 33 pilotes inscrits se sont donc présentés sur la ligne de départ. L'Italien Pierfrancesco Chili (Honda-Gallina) a ainsi enregistré son premier succès en quatre saisons de présence sur le circuit.

هكذا من الأصل

Culture

CANNES 89

Les week-ends cannois sont frénétiques. On court, on se cogne aux touristes de la Pentecôte, aux spectateurs affolés. Les images se bousculent, et aussi les noms du cinéma à l'américaine : Meryl Streep, Jim Jarmusch, aux délectables sophistications, les insolences et les timidités d'un nouveau venu, Steven Soderbergh, et l'Italie de Lina Wertmüller, celle d'Ettore Scola, ici pour présenter son film mais aussi pour participer au colloque « Cinéma et Liberté ». On aura eu la Révolution vue par un Allemand de l'Est et celle vue par le cinéma depuis ses origines. On ne sait plus où on en est. On est dans le foisonnant pays du cinéma.

SELECTION OFFICIELLE

« Un cri dans la nuit », de Fred Schepisi
« Sexe, mensonges et vidéo », de Steven Soderbergh
« Mystery Train », de Jim Jarmusch

Le cinéma révélateur

A côté des exploits attendus de Meryl Streep, deux moments de grâce : la première moitié du film de Soderbergh et le récit diaboliquement piégé de Jarmusch.

Il y eut toute une époque où l'élégance pour un artiste consistait à ne pas laisser voir sa peine, à donner son art comme un cadeau du ciel qui transitait par *lui*, sans lui coûter ou si peu, juste de quoi répondre de sa fortune ou de sa gloire. Aujourd'hui, aux Etats-Unis surtout, la mode chez les comédiens est de nous asséner la liste de leurs efforts, de nous faire payer le prix de leur sueur. Dustin Hoffman en double martyr, de *Tootsie* à *Rainman*, a montré la voie de cette exhibition du labeur. Six ans de travail pour avoir l'air d'un abruti, fallait-il être tellement intelligent au départ, assez hardi pour pelleter cette intelligence comme neige superflue... Meryl Streep est de la même école, qui explique avec des grâces de colombe exaspérante tout ce qu'il lui a fallu faire pour devenir moche et antipathique. Deux ans de galère. Quelle humilité !

Sans doute on ne saurait reprocher à *Un cri dans la nuit* sa rigueur et sa retenue. Le sujet tiré d'un fait divers authentique est grave et important. En août 1980, dans le Queensland, en Australie, la famille Chamberlain pique-nique, quand un chien sauvage, un dingo, enlève la dernière-née, Azaria. La mère est accusée d'avoir tué sa fille et doit se battre jusqu'en 1988 pour retrouver la liberté et son honneur. En huit ans, elle et son mari auront subi tout ce que la presse à scandale la plus basse peut forger comme vilaines rumeurs, la sottise d'une justice bornée, la haine des gens aveuglés par les médias. Le réquisitoire est convaincant, implacable et, on le sait pour avoir eu chez nous l'équivalent d'une telle affaire, nullement exagéré. Le grand tort de M^me^ Chamberlain fut d'être dure en apparence et peu souriante, de ne pas verser la bonne larme devant la bonne caméra. Meryl Streep l'interprète excellemment, rit à contretemps, engueule ses avocats, les cheveux teints en noir et les sourcils rebiqués. Reste que le traitement de Schepisi est académique, appliqué, et qu'on se fatigue, par sympathie, de voir des vedettes faire de si rudes performances pour de si nobles causes.

La légèreté, fort heureusement, on la trouvera sans peine ailleurs. *Sexe, mensonges et vidéo*, premier film de Steven Soderbergh, précédé d'une très flatteuse réputation, commence de façon aérienne, éblouissante. Une jeune femme, Ann (Andie Macdowel), parle à son psy de quelques obsessions quotidiennes : les avions qui tombent et les ordures. Elle est contrariée parce que son mari, John (Peter Callagher), a invité un ami de jeunesse à passer quelque temps chez eux. Cet ami, Graham (James Spader), est en fait un drôle de zigoto qui lui parle un peu comme son psy, en lui renvoyant ses questions, en provoquant des confidences, lui faisant au passage celle-ci quant à lui : il est impuissant.

Ah ! comme c'est intéressant, pense Ann, pour qui ça ne va pas très fort au lit. Si peu, même, que John a trouvé à se consoler auprès de la propre sœur d'Ann, la volcanique Cynthia (délectable Laura San Giacomo). Graham va fausser la routine établie en révélant la nature de son jeu favori : enregistrer en vidéo des femmes qui parlent de leur sexualité. Il y a donc une bonne moitié du film parfaitement enlevée, très drôle et originale, pleine d'une gaieté acide. C'est déjà énorme.

On donnerait tout le Schepisi pour cette moitié, sans remords, et ce coup d'essai est plus que prometteur, passionnant. Il semble que la part autobiographique du récit ait pesé brusquement, au point de rendre impossible l'exorcisme. Dès que l'on s'intéresse directement au cas de Graham, à son impuissance, le *ton change, le rythme faiblit, la* confession est trop difficile. On ne comprend même pas à quoi est liée cette impuissance ni si la patience d'Ann en vient à bout. On ne perdra pas de vue le metteur en scène pour autant, qui a vingt-six ans et un bel avenir.

Récit piégé

Mais le grand bonheur de ce week-end de Pentecôte où la Croisette saturée d'envahisseurs du monde entier ressemble à Disneyland aux heures de pointe, c'est encore une fois à Jim Jarmusch qu'on le doit et à son *Mystery Train*. Mieux vaut renoncer à résumer ce récit diaboliquement piégé où le spectateur comprend – toujours un peu trop tard – que le temps est aboli, que ce qui semble venir après était en fait simultané avec ce qui précédait, que les trois récits présentés se déroulent au cours des mêmes vingt-quatre heures à Memphis, Tennessee. Deux jeunes Japonais, Jun et Mitzuko, viennent en pèlerinage sur les lieux où vécut Elvis Presley *(« Ça ne ressemble pas du tout à la gare de Yokohama »)*, visitent les studios Sun, donnent une prune en pourboire au groom de l'Hôtel Arcade où règne en veilleur de nuit l'incroyable Screamin' Jay Hawkins, auteur du fameux *Constipation Blues*. Ils font beaucoup de choses avec un briquet, font l'amour, allument la radio. On passe *Blue Moon* par Elvis.

Une Italienne assez perdue partage sa chambre avec une bavarde intarissable *(« Je me suis un peu estrapassée »)*, qui ne dort qu'avec la radio, où passe *Blue Moon*. Dans un bar, Joe Strummer – ex-leader des Clash – s'enivre avec deux amis, pour oublier que sa copine l'a plaqué (c'est la bavarde que l'on vient de quitter) et joue bêtement avec son revolver. On entend *Blue Moon*, bien sûr, et le même coup de revolver qui a déjà réveillé les Japonais. On discute sérieusement des mérites de la série TV « Perdus dans l'espace », on se fâche *(« T'es même pas mon beau-frère et tu m'as tiré dessus »)*, on rit franchement, on sourit beaucoup, tant ce film tendre est plein d'esprit, d'amour et d'ironie, d'une verve minimaliste qui fait penser aux romans de Brautigan. Un univers très fortement stylé et séduisant, pour lequel, il va sans dire, on donnerait l'œuvre entière de Schepisi et de quelques autres.

MICHEL BRAUDEAU.

GÉRARD RONDEAU

Mystery Jim

Il se promène avec des grâces de lévrier distant, et du costume sombre aux cheveux pâles, il respire en noir et blanc. Jim Jarmusch à Cannes est une star. Il n'aime pas qu'on le photographie, il est venu avec son cliché officiel, peu ressemblant. Mais quand on parvient tout de même à le saisir, il laisse filtrer beaucoup de sourires imperturbables, comme dans ses films.

Lors de sa conférence de presse, il a dit, un peu irrité, d'une voix grave, lente, chatoyante, que *Mystery Train* était son deuxième film en couleurs, est-ce notre faute si nous ne savons pas grand-chose du premier, *Permanent Vacation ?* A côté de lui était assise, très gaie, et ne comprenant rien, *ni des questions posées, ni des réponses* données, une de ses interprètes, la petite Japonaise Youki Kudoh. Il confirma qu'elle était très habile de ses pieds, qu'elle savait même enfiler une aiguille avec ses orteils.

Il dit aussi que depuis que Martin Luther King y a été assassiné, Memphis Tenessee, a perdu le sens de sa propre histoire. *« Et pourquoi Monsieur Jarmusch,* Mystery Train *forme-t-il avec* Stranger than Paradise *(1984) et* Down by law *(1986) une trilogie ? », « Et pourquoi Monsieur Jarmush,* Mystery Train *est-il un triptyque ? »,* Mystery Jim répond : *« Parce que le chiffre 3 ne veut pas sortir de ma vie. »*

D. H.

« Splendor », d'Ettore Scola

Les lumières de la salle

Lorsque les salles de cinéma meurent le bonheur d'être ensemble meurt avec elles. C'est le constat amer d'Ettore Scola. Heureusement, il y a des miracles...

C'était un slogan, il y a quelques années : *« Quand on aime la vie, on va au cinéma. »* Ce n'était qu'un slogan, mais il était vrai. Et vrai aussi que si on aime le cinéma on ira voir *Splendor*, le dernier film d'Ettore Scola. Ce n'est pas une symphonie comme *la Terrasse* ou *la Famille*, mais ce n'est pas, malgré le sujet, un requiem. C'est une sonate, une musique intime, jouée avec maestria par trois solistes, la nostalgie, la lucidité et la mélancolie. C'est aussi une *comédie où l'on rit assez souvent*, tout baigné que l'on soit d'un pessimisme suave.

Le Splendor, petit cinéma provincial, quelque part entre Rome et Naples, vient d'être vendu, on décroche son enseigne. Tué par la télévision, par la défaveur du public, il va devenir n'importe quoi, un magasin. Ceux qui l'ont tant aimé sont là, tous les trois, et lèvent une dernière fois leur verre, dans la salle désertée. Jordan, le propriétaire, la cinquantaine lasse (Marcello Mastroianni, son jeune projectionniste, Luigi, arrivé là dans les années 60 (Massimo Troisi) et la femme dont ils ont tous deux été amoureux, la caissière française, la toujours belle et pulpeuse Chantal (Marina Vlady), qui levait la jambe dans une revue minable, lorsque Jordan, autrefois, l'enleva... Il y a un quatrième personnage principal, la salle, avec son plafond qui s'ouvre lorsque les nuits sont tièdes et ses fauteuils raides recouverts de velours rouge.

Jordan va alors faire la route à l'envers, et très naturellement pour un propriétaire de cinéma, il va se souvenir en noir et blanc. Le cinéma ambulant de son père, la toile tendue sur la place des villages, et les trompettes d'Aïda sortant d'un vieux phono pour rythmer le pas des foules enchaînées du *Metropolis* de Fritz Lang... L'inauguration du Splendor avec *Scipion l'Africain* de Carmine Gallone et ses éléphants fascistes. Les années triomphantes où les carabiniers devaient contenir la foule des spectateurs, le déclin, les tentatives pathétiques d'attirer un nouveau public, fournissent à Scola quelques scènes irrésistibles : l'échec pesant de la rétrospective des cinéastes soviétiques ou l'intrusion éphémère d'une troupe de strip-teaseuses pour pimenter la projection de l'*Arbre aux sabots*...

Cependant que le Splendor vit sa vie, la vie va. Et nous sommes peu à peu *saisis* par le charme de ce constat sincère et assez désespéré. Oui les salles de cinéma meurent, et le besoin capital d'être ensemble, de regarder et de s'émouvoir ensemble, meurt avec elles.

Soutenu par l'interprétation exquise, tendre, de Mastroianni et de Marina Vlady (le jeu de Massimo Troisi est plus agité, plus *égoïste*), Scola filme avec sorte de pudeur, sans recherche du spectaculaire, éliminant la plupart des personnages secondaires, à quelques exceptions notables près, un critique archétypique ou un vieux libraire sentimental. Et l'écran du Splendor devient le miroir des sentiments.

Ce qui est très beau, très réussi, c'est le travail sur la mémoire qui permet à Mastroianni, à Marina Vlady d'habiter le film à tous les âges sans perdre ou prendre une ride. Ils vont et viennent, vivants, présents, touchants, tels qu'ils sont aujourd'hui même si on évoque hier, tout comme le vieil homme des *Fraises sauvages* d'Ingmar Bergman revoit sa jeune cousine telle qu'il l'aima en son adolescence et lui dit sans étonnement : *« Tu n'as pas changé »*...

Mais le cinéma, pour ceux qui l'aiment, comme Scola, peut tout changer : c'est du moins la conclusion magnifique et la morale utopique de *Splendor*. Au moment où les fauteuils vont être déboulonnés, un miracle ne va-t-il pas se produire comme dans *La vie est belle* de Frank Capra ? Toute la ville ne va-t-elle pas paisiblement se révolter et revenir s'asseoir dans la salle ? C'est un miracle vous dit-on. Alors, vous verrez, on chantera en chœur *Ce n'est qu'un aurevoir* et la neige tombera en été. Il suffit peut-être d'y croire...

DANIÈLE HEYMANN.

Les écrans italiens sous perfusion

« Je ne suis pas très optimiste sur l'avenir du cinéma en salles, du moins dans les années qui viennent. Mais je suis sûr que le film ne peut pas mourir. Les gens auront toujours besoin de cette rencontre privilégiée avec l'imaginaire. » Ettore Scola veut croire au miracle malgré l'implacable verdict des chiffres. L'an dernier, la fréquentation des salles a atteint en Italie son plus bas niveau historique avec 92,5 millions de spectateurs. Ils étaient encore 130 millions en 1984. Une hémorragie continue, provoquée par la concurrence sauvage du petit écran : les centaines de télévisions locales, les trois réseaux de Silvio Berlusconi et les chaînes publiques de la RAI diffusent chaque jour plus de mille films. En un mois, les téléspectateurs italiens consomment autant de longs métrages que l'ensemble des télévisions américaines en un an.

Les salles ferment les unes après les autres. On en dénombrait à peine 4 000 aujourd'hui, contre plus de 8 000 il y a dix ans. Il n'est pas rare qu'une ville de 100 000 habitants voit disparaître son dernier cinéma. Paradoxalement, la production, elle, se porte mieux : tombée à 89 films en 1985, elle en dénombrait 124 l'année dernière. La télévision, en effet, a pris la mesure du danger. Elle ne veut pas voir se tarir une source précieuse de programmes à forte audience. C'est elle qui assure désormais 47 % des investissements dans la production.

Cette hégémonie du petit écran n'est pas sans conséquence sur le contenu des productions. Les chaînes ont privilégié les comédies familiales capables de séduire leur public aux heures de grande audience. Ces films, trop proches des téléfilms, n'ont guère de succès en salles : la production italienne ne représente plus que 26 % des recettes et laisse les films américains dominer le marché. Depuis l'an dernier, la télévision a réagi et mise désormais sur des signatures prestigieuses et des productions à gros budget. La RAI a ainsi soutenu Liliana Cavani (*Francesco*), Ettore Scola (*Splendor, Capitaine Fracasse*) et Fellini (*la Voce della Luna*). Silvio Berlusconi a choisi Skolimowski (*Torrents of Spring*), Francesco Rosi (*Dimenticare Palermo*) et Brusati (*lo Zio indegno*).

Le cinéma italien n'en est pas moins dans une impasse. La télévision est devenue son principal financier et son seul marché. Comme elle concentre ses investissements sur des oeuvres à gros budget, nombre de réalisateurs et de producteurs indépendants ne trouvent plus l'argent nécessaire pour monter leurs projets. Ils frappent en vain à la porte du groupe Berlusconi, récemment allié, dans le consortium Penta, au producteur Cecchi Gori et à la Columbia ; ou à celle de la RAI qui, victime d'une dette de 1 000 milliards de lires, réduit désormais ses investissements dans le septième art.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● **RECTIFICATIF.** – Dans l'article consacré à Meryl Streep et au « Cri dans la Nuit » (Voir *le Monde* du 12 mai 1989), une erreur de transmission donnait à croire que le cadavre du bébé de Lindy Chamberlain avait été retrouvé. La phrase aurait dû être : *« La rumeur prend de l'ampleur. Selon les sources toujours « autorisées » mais jamais précisées le corps de l'enfant est retrouvé avec le cou tailladé. (Il n'en est rien, seule la grenouillère d'Azaria Chamberlain le sera.) ».*

● **Accord soviéto-italien.** – La maison de production italienne International Cinema Company et l'URSS vont coproduire trois grands films destinés au marché international. L'accord qui porte sur près de 500 millions de francs prévoit tout d'abord la réalisation d'une vaste fresque historique sur Gengis Khan. Mise en scène par Tolomoush Okeyev, l'un des noms les plus marquants du cinéma soviétique, elle accueillera une distribution internationale et son tournage débutera au mois de janvier 1990. Deux autres coproductions suivront, *le Don paisible*, et *Tamerlan*. Cette trilogie italo-soviétique devrait être terminée d'ici à cinq ans.

● **« Oradour » remporte le prix du Festival du film du patrimoine.** – Le prix du Festival du film du patrimoine a été décerné mercredi 10 mai à *Oradour*, de Michel Follin et Marc Wilmart. Le prix de la Direction du patrimoine est allé au film *Querelles de jardin*, de Paul Ruiz, celui de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites revient à *Fantômes du théâtre*, de Pascal Kane, *ex aequo* avec *l'Ange et le Barbare*, réalisé par Yves de Peretti.

PERSPECTIVES

« Zanzibar » de Christine Pascal

Ménage à trois

Vito Catene, producteur qui a le goût du cinéma d'auteur donc de l'aventure, veut monter un film avec Maréchal, metteur en scène qui n'en fait qu'à sa tête et n'écrit jamais de scénario, et une jeune actrice célèbre, Camille Dor, accrochée à la drogue, pourtant une valeur dans la profession. Pour son retour à la réalisation, Christine Pascal *(Félicité, la Garce)* s'est lancée, à corps et cœur perdus dans une forme de création qui est sa passion, comme celle de ses personnages. Elle raconte l'histoire de la préparation d'un film, et sait très bien de quoi elle parle : elle a mis quatre ans à faire exister celui-là. Comment trouver de l'argent, par exemple, préparer un projet, convaincre des gens, préparer aussi la distribution à l'avance, mais ce n'est pas un document, ni un film à clés à l'intérieur d'une fiction.

C'est, une fois l'architecture dramatique du récit établie, l'histoire de cette passion, justement, qui enflamme les protagonistes d'un film d'auteur, au risque de s'y perdre. Vito Catene est tombé amoureux de Camille, et cet amour gêne Maréchal. Il a besoin de plier l'actrice à ses propres conceptions. De ce curieux et inévitable ménage à trois, un membre doit être éliminé. Pour la seule chose qui compte : le bien de l'œuvre. Avec une violence *feutrée, de subtils glissements* de mise en scène, Christine Pascal a peint des rapports cannibales et la fantastique impudeur d'une mise à nu intérieure.

Elle a choisi et dirigé ses interprètes de façon qu'on ne puisse reconnaître personne. Le cinéaste Francis Girod compose la personnalité de Maréchal, de la tête aux pieds. Fabienne Babe est, volontairement, en porte-à-faux, puisque Camille doit être révélée, arrachée à elle-même, à son image. En Vito Catene, un jeune et grand acteur de théâtre, André Marcon (entrevu, au cinéma, chez Tanner et Godard), est splendide dans l'inattendu. Aux producteurs, maintenant, d'avoir les yeux fixés sur lui.

JACQUES SICLIER.

Culture

CANNES 89

Le colloque « Cinéma et libertés »

Interdits et habitudes

Plus de cent cinéastes sont venus à Cannes, ils ont discuté à propos des différentes entraves qui ligotent le cinéma, et ont décidé de former une association pour y remédier.

Le samedi 13 mai, les invités des cinq continents au colloque « Cinéma et libertés » étaient présents – ceux du moins qui avaient pu se déplacer. Certains ont préféré rester discrets, d'autres ont raconté leurs expériences, ont fait part de leurs inquiétudes. La décision a été prise de constituer un groupement chargé d'étudier les différentes conditions de travail dans le monde entier, de s'efforcer de les améliorer. Le succès du colloque prouve que le temps est venu de réfléchir sur ce que le cinéma peut apporter à la liberté d'action, et d'examiner comment sans exclusive de nationalité ni de culture, il peut accéder à l'entière liberté d'expression.

Les différentes conditions de travail, finalement, on les connaît. L'information ne manque pas. On ne peut pas feindre d'ignorer dans quels pays règnent les censures politiques, quelles sont leurs tendances, leurs moyens d'action. On connaît les ravages des interdits religieux, on sait aussi que la loi du marché fabrique un univers impitoyable. On subit, à vrai dire sans trop se battre, l'« impérialisme américain » et les diktats de la télévision. On sait, on se plaint, mais le colloque a offert l'occasion de dépasser le stade des vœux pieux.

On sait, mais c'est mieux comprendre, mieux ressentir, que d'entendre directement les voix. Le Cubain Nestor Almendros – il a fui le franquisme pour les désenchantements du castrisme – rappelle que l'on dénonce les fascismes quand on en est déjà sorti. Le Tunisien Nouri Bouzid déclarer que la censure de la rue est pire que celle de l'Etat... On a entendu la voix douce et inébranlable du Tchèque Jiri Menzel : *« Il est difficile pour nous de parler de liberté »*. Il a employé la même expression qu'un autre artiste du bloc socialiste, Heiner Müller (*le Monde* du 6 mai) : *« On traite les gens comme des animaux domestiques »*. Il a précisé : *« On nous accorde de quoi vivre et travailler, moyennant quoi nous devons faire ce qu'on nous demande. Après quarante ans de ce régime, les habitudes sont prises. »*

Codes et langage

Dans le camp occidental, la censure est seulement économique. Il s'agit, pour se rentabiliser, de gagner un marché qui appartient aux anglophones. Tourner en anglais ? On a beau se défendre, le principe est admis, bien que les résultats ne soient pas toujours probants. Bernardo Bertolucci se justifie d'avoir tourné *le Dernier Empereur* en anglais et d'avoir fait un triomphe. Ettore Scola dit que la langue natale permet de s'exprimer, les autres seulement de communiquer. Il parle français, comme beaucoup de cinéastes présents, à l'exception de l'américain John Berry, qui vit depuis fort longtemps en France, mais qui, logique, emploie sa langue natale.

La question du langage est peut-être moins importante que celle des codes. le Hollywood cosmopolite a capté les normes universelles, les cinématographies nationales ne résistent pas à la censure de la rue, à laquelle d'ailleurs la télévision obéit. Encore un système qui crée des habitudes.

L'Amérique est le croquemitaine des Européens, qui cherchent à la combattre sur le terrain du tiers-monde. Les Africains ont donc deux croquemitaines... *« Nous sommes solidaires,* dit le Malien Souleymane Cissé, *nous vous demandons de l'être aussi. »* Cette fois ce sont les habitudes de paternalisme qui sont difficiles à oublier...

Dérives paternalistes ou gauchistes mises à part, le colloque mené de façon brillantissime par Mᵉ Georges Kiejman s'est révélé utile. La preuve en a été apportée par Jack Lang : on n'avait pas vu depuis longtemps le ministre aussi battant, aussi mordant. Il a apporté des propositions concrètes comme celle de parrainer régulièrement un cinéaste ou un projet, de constituer un fonds de soutien : *« Ce qui ne coûterait pas si cher. L'Europe dépense bien des milliards pour les tomates et les pommes de terre... et les armements,* a-t-il ajouté. *La télévision vit aux dépens de l'activité cinématographique, le cinéma doit proclamer son indépendance. »*

COLETTE GODARD.

« Liberté », le film

La vérité du talent

En sortant du colloque où l'on avait tant parlé d'identité culturelle et maudit la télévision, on se rendait à la projection d'un film de montage réalisé par Laurent Jacob, *Liberté* (coproduit par Canal Plus et Antenne 2), et l'on était accueilli, comme toujours d'ailleurs, par de la disco que l'air des trompettes d'*Aïda* est venu interrompre, tandis que les gardes républicains se disposaient sur les marches du grand escalier.

Liberté, c'est la Révolution vue par le cinéma, dans l'ordre chronologique, depuis l'arrivée de Marie-Antoinette à Versailles pour épouser le futur Louis XVI, jusqu'à l'assassinat de Robespierre et la fin de la Terreur. Leçon d'humilité, en tout cas preuve que le cinéma ne peut remplacer aucun livre d'histoire. Il y a des moments parfaitement réjouissants parmi les extraits choisis, dont l'enchaînement est soutenu par une bande-son très utile, très subtile. Prise de la Bastille façon Fort Alamo avec des milliers de figurants qui s'accrochent au pont-levis sur un arrangement musical de *la Marseillaise, la Marseillaise* chantée en anglais par la foule des sans-culotte, une Marie-Antoinette emperruquée de blond, l'œil fait à l'*eye-liner*, gloussant derrière son éventail la fameuse phrase : *« No bread indeed ! Then let them eat cake. »* Autrement dit : *« S'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche ! »* Quant à Marlon Brando-Bonaparte prophétisant son destin napoléonien pour une Jean Simmons bizarrement godiche, on avait oublié, et on avait bien fait.

Exactitude n'est pas vérité. La vérité du cinéma, c'est Griffith et le dernier baiser des deux orphelines, long, troublant, bouleversant. C'est Abel Gance et ses splendides fantasmagories, ses foules délirantes, où le profil de Dieudonné-Napoléon, le visage creusé de Marat-Artaud. C'est aussi Piaf agrippée aux grilles de Versailles et chantant *la Carmagnole*, ou même Norma Shearer en Marie-Antoinette d'opérette à grand spectacle, et encore Charles Laughton, dirigé par Jean Renoir dans une adaptation hollywoodienne de la dernière classe... Et dans ce montage, tant de moments fulgurants, certainement pas crédibles, la question n'est pas là. La question, c'est, vérité première : le talent.

C. G.

UN CERTAIN REGARD

« Le Dixième Clandestin », de Lina Wertmüller
« Le Rendez-Vous de Travers », de Michael Gwisdek

Paysanne italienne et révolutionnaire allemand

Comme d'habitude, cette sélection officielle – hors compétition – est très suivie. C'est, juste à côté des grandes festivités, le rendez-vous du grand public.

Ouverture avec *le Dixième Clandestin*,de Lina Wertmüller. Depuis presque vingt ans *(Mimi Metallo)*, la réalisatrice italienne frappe très fort dans la critique de mœurs, l'humour grotesque, le drame, la politique, le style exacerbé. Cette fois, c'est dans le conte bleu ou rose, comme on voudra, les bons sentiments et la sobriété, ce qui cause, tout de même, un choc.

Ce film est une adaptation d'un récit de Giovanni Guareschi. Une paysanne, mère de neuf enfants, se retrouve veuve et obligée de venir s'installer à Bologne. Elle ouvre un petit commerce de produits de la campagne, mais ne trouve pas de logement. Alors, elle se prétend être seule et obtient d'une grande bourgeoise un grenier aménagé tout en haut d'un bel immeuble. Elle y fait, tard le soir et très tôt le matin, rentrer et sortir sa petite famille en fraude. Mais pourquoi la propriétaire (tiens, Dominique Sanda!) ne peut-elle supporter les enfants ? L'histoire, édifiante, est traitée en douceur, avec des gros plans attendrissants de petits poucets, garçons et filles, mais un peu étirée. Piera Degli Esposti, bloc blond et fondant d'amour maternel et de courage, rayonne de l'angélisme qu'avait autrefois « Toto il buono » dans *Miracle à Milan* de Vittorio de Sica.

Comédien de théâtre et de cinéma célèbre en RDA, Michael Gwisdek a réalisé pour la DEFA, organisme de production d'Etat, un film sur la Révolution française, ce qui ne peut pas manquer de piquer la curiosité. *le Rendez-Vous de Travers* est inspiré d'un fait et de personnages historiques. A l'automne 1793, Georg Forster, Allemand exilé à Paris, combattant de la Révolution proscrit par les autorités prussiennes, se rend à Travers, en Suisse, pour régler son divorce. Il est rejoint par sa femme, Thérèse, leurs deux filles, et le journaliste et poète Ferdinand Huber, amant de Thérèse qu'il avait, en quelque sorte, lui-même choisi et officialisé avant son départ d'Allemagne.

Pendant trois jours, dans une auberge isolée, le destin personnel de Forster, de Thérèse et d'Huber se joue dans une crise aiguë, et sur un fond de débat idéologique reflétant les préoccupations, les choix et les refus des intellectuels allemands de cette époque où tout était bouleversé. De son expérience théâtrale et d'une admiration avouée pour Ingmar Bergman, Michael Gwisdek a tiré un drame psychologique comme enfermé dans de paisibles décors naturels, et dont la tension monte avec l'expression violente des sentiments (amour, amitié, haine). Particulièrement ceux de Thérèse, femme révoltée par les attitudes et les stratégies masculines, admirablement interprétée par la belle et sensible actrice Corinna Harfouch. Une découverte.

J. S.

« Voices of Sarafina » de Nigel Noble

Soweto à Broadway

Au commencement, il y a eu les émeutes de Soweto, en 1976, le refus par les jeunes Noirs de l'enseignement de l'afrikaans. Après onze ans de massacres, d'arrestations, de détentions sans jugement, de jeunes comédiens et danseurs noirs créaient à Johannesburg *Sarafina*, une pièce musicale écrite et dirigée par Mbongeni Ngema, qui retraçait les débuts du soulèvement. *Sarafina* est un spectacle fort, joyeux, tellement qu'il a fini par être monté à Broadway, entre *Cats* et *Chorus Line*. C'est là que Nigel Noble a tourné *Voices of Sarafina*.

Le film respecte les normes du documentaire militant : il fait preuve de tant de respect et de sympathie pour ses sujets (Ngema et ses jeunes comédiens) qu'il finit par en affaiblir le discours. Quelques vérités fondamentales sont rappelées au passage – ce qu'est pour un adolescent la vie dans l'insécurité permanente, sans savoir si l'on sera libre ou vivant le lendemain – et toutes les séquences reprenant des extraits du spectacle donnent furieusement envie de le voir dans son intégralité. Mbongeni Ngema a utilisé les rythmes du Mbaqanga, la musique des townships, que l'on a découverte d'abord grâce à Paul Simon, puis directement par les artistes sud-africains. Cette musique est faite pour danser mais aussi pour marcher. Les chansons, écrites par Ngema ou par le trompettiste Hugh Masakela, propulsent le spectacle bien au-delà de l'agit-prop.

Malheureusement, le film, avec son alternance réglée comme du papier à musique d'interviews en gros plan et de numéros musicaux, son manque d'insolence et – ce n'est pas de sa faute – l'absence de séquences filmées en Afrique du Sud, n'est au mieux qu'une bande-annonce pour *Sarafina*, la pièce.

THOMAS SOTINEL.

MUSIQUES

Les semaines musicales d'Evian

Staline, le musicologue

M. Valéry Giscard d'Estaing, au début, M. Michel Rocard à la fin ont honoré de leur présence les Rencontres d'Evian. Mais sans donner à celles-ci de directives esthétiques, comme un certain Petit Père des peuples...

C'est un Rostropovitch jubilant qui a présenté, le 12 mai, la création française de *Rayok*, la cantate satirique restée inédite pendant trente ans, où Chostakovitch se moque des autorités soviétiques en ridiculisant leurs discours sur la « musique formaliste » lors de la crise de 1948. A cette époque, tous les grands compositeurs soviétiques avaient dû faire leur autocritique. Aujourd'hui Chostakovitch est vengé des terreurs et des affronts qu'il a endurés si longtemps.

Dans cette œuvre, soit-disant retrouvée dans une poubelle (1), il met en scène Staline, *« le savant, le grand musicologue et critique musical »*, qui chante ses directives (authentiques) sur l'air de sa chanson géorgienne favorite (*Où es-tu, ma Souliko ?*), Jdanov qui vocalise ses oukases contre l'atonalisme, *« musique antipathique comme la roulette du dentiste »*, et Chepilov qui réclame *« des Glinka, des Rimski, des quators, des fugues et des sonates »*, sur les thèmes de la *Kamarinskaïa*, puis de la *Kalinka*, la danse préférée des Chœurs de l'armée rouge. Autour d'eux, les *« fonctionnaires de la musique »* applaudissent et rient aux bons endroits, avant de s'enfuir comme des rats lorsque Staline a tourné les talons...

Jules Bastin, Léonard Graus, Vincent Le Texier, Pierre Thau et les choristes du Grand Théâtre de Genève ont parfaitement incarné ces marionnettes, accompagnées et mises en scène par Rostropovitch, dont le piano surenchérissait de verve railleuse sur la musique même.

Avec quelle ferveur au contraire, accompagné par Emile Naoumoff, il avait joué juste avant la belle *Sonate pour violoncelle* op. 40 (1934) de ce même Chostakovitch où, derrière l'apparence classique, commencent à percer l'angoisse, l'âpre détresse de l'homme isolé ! Il y avait là pourtant, à l'époque, assez de mélodies populaires et de danses russes éblouissantes pour ravir le camarade Chepilov...

Cette journée, l'une des dernières des Rencontres, s'achevait par une grande flambée de musique de chambre en présence du premier ministre et de Mme Rocard. On retrouvait Ignat Soljenitsyne avec de nouveaux partenaires, et d'abord le fabuleux corniste Eric Ruske et Olivier Charlier, en qui l'on reconnaît enfin le superbe violoniste qu'amonçait en 1981 le concours Thibaud. Ensemble, ils donnaient en plein accord son épanouissement au *Trio avec cor* op. 40 de Brahms, dont on aimerait détailler chaque phrase.

De même pour le *Trio* op. 114, également de Brahms, où Soljenitsyne encore dialoguait avec Gérard Caussé et Alain Meunier, au lyrisme si généreux et profond. Pourtant, le remplacement de la clarinette originelle entraîne un certain déséquilibre formel, les répliques de l'alto au violoncelle paraissant un peu grises et redondantes en regard du vieil or mélancolique de la clarinette. Mais quel accent dans cette œuvre tardive où l'on pressent la gravité des *Chants sérieux* !

Grand Prix du concours d'Evian 1988, le Quatuor Ysaye (renforcé par Caussé) jouait enfin le *Quintette en sol mineur* K.516 de Mozart et faisait honneur à son titre par une qualité sonore, une harmonie, une transparence rares. Mais comment s'expliquer que ces jeunes musiciens abordent une œuvre aussi bouleversante avec une légèreté empreinte de maniérisme, qu'ils se montrent, en particulier, si pudiques dans l'*adagio*, véritable face-à-face avec la mort d'où Mozart réchappe, qu'il exorcice par une explosion de vitalité, comme Pelléas à la sortie des souterrains. On en est loin dans l'interprétation élégante du Quatuor Ysaye, qui se contente de bercer la douleur. Il leur faudra muscler des pages aussi visionnaires (2).

Les Rencontres d'Evian qui viennent de s'achever ont été très brillantes et chaleureuses grâce à un rassemblement éclectique d'artistes de tous âges, animé par l'amitié et la verve de Rostropovitch, avec le soutien indéfectible de M. Antoine Riboud, président-directeur général de BSN. Après les grincements de l'année dernière, celui-ci a reconnu la qualité de l'action menée par les fondateurs du festival, notamment Serge Zehnacker, *« qui lui a réellement donné son originalité et son esprit »*, nous a-t-il dit. Mais, avec l'aide de son ami Slava, M. Riboud est bien décidé à accroître le rayonnement de cette manifestation, sachant l'importance qu'elle revêt aujourd'hui pour l'image de son groupe industriel.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) On trouvera le texte de la version française (avec la préface, superbe spécimen de langue de bois) et une excellente présentation de l'œuvre par André Lischke dans le disque de *Rayok* qui vient de paraître, en russe et en anglais, sous la direction de Rostropovitch (Erato, compact, ECD 75 571). Evgueni Nesterenko compte faire prochainement la création en URSS...

(2) On retrouvera ce *Quintette* (avec Hatto Beyerle), ainsi que le *Quatuor en ré mineur* K.421, de Mozart, par le Quatuor Ysaye dans un compact Harmonia Mundi (HM 905 203).

Au Théâtre des Champs-Elysées

Le second souffle de Michel Dalberto

Admiré dès son plus jeune âge pour la profondeur de ses interprétations, le jeune pianiste français gardait encore parfois un soupçon de raideur hautaine. Son récital du 11 mai l'a montré sous un tout autre jour.

Le voyant entrer d'un pas alerte, le visage presque souriant, on se dit que Michel Dalberto semble libéré des appréhensions qui lui donnaient une élégance un peu guindée de jeune premier, l'année dernière encore. Sans attendre que le public fasse silence, il attaque le premier mouvement de la *Sonate op. 10 nᵒ 1* de Beethoven. Attaquer est le mot juste. Prenant possession de son clavier avec une vivacité surprenante chez un pianiste habituellement plus contemplatif, il semble se jeter à l'eau. Solidement campé sur une main gauche virevoltante, il sculpte les phrases du jeune Beethoven avec une finesse d'articulation remarquable. Rien n'est appuyé dans ce jeu, ni accrocheur.

Par un curieux hasard, au même moment, à Evian, sur les rives du Léman, Vlado Perlemuter, qui fut son maître, donne également un récital. Le jeune pianiste a appris de lui cette attention au timbre, cette aptitude à faire sonner la polyphonie, les détails comme la grande ligne, sans sacrifier l'un de ces paramètres au profit d'une séduction sonore plus accrocheuse. Voilà deux interprètes qui exigent de ceux qui les écoutent une attention soutenue, entièrement préoccupés qu'ils sont de pure beauté, d'intériorité.

Suivaient les *Sonates op. 10 nᵒˢ 2 et 3*. La seconde avec son absence de mouvement lent et son finale en canon, tendu comme un arc ; la troisième avec son insondable mouvement lent, annonciateur des dernières œuvres pour piano. Avec une sonorité argentine, colorée, des envolées superbes, Dalberto les construit de l'intérieur, manque parfois d'humour, mais sûrement pas d'intelligence.

Après l'entracte, il avait choisi *Invocation, Bénédiction de Dieu dans la solitude* et les *Funérailles des harmonies poétiques et religieuses*, de Liszt. Trois œuvres qui ennuient vite lorsqu'elles ne sont pas prises en main par des pianistes inspirés. Comment oublier le grandiose soliloque des *Funérailles* maintenues (enfin !) au même tempo du début à la fin ? Comment oublier cette sonorité venue du fond du piano qui s'épanouit en larges nappes qui gagnent peu à peu le vaisseau du Théâtre des Champs-Elysées, cette délicatesse de toucher qui libère les harmoniques du piano, qui émeut comme la voix d'un barde ? Comment oublier enfin cette expression illuminée de l'intérieur, si calme dans son douloureux cheminement ? Cette *Bénédiction* ondoyante, aux fondus-enchaînés supérieurement conduits évoquait la figure mythique de Claudio Arrau dans un de ses plus émouvants récitals parisiens.

En bis, la *Valse oubliée*, de Frantz Liszt. Plus étrange que diabolique, tendre qu'éclatante, sarcastique et anguleuse, dans ses habits fanés, elle s'irisait d'éclats feutrés, de montées en puissance vite éteintes.

« S'oublier, afin que l'œuvre se ressouvienne » : Michel Dalberto, trente-quatre ans en juin prochain, vient de faire sienne la maxime d'Yves Nat, illustre pianiste dont l'âme naïve protège les pianistes bien nés, depuis sa mort en 1956.

ALAIN LOMPECH.

Chico Buarque aux Tuileries

L'illusion de la joie

Ce n'était pas prévu au programme de cet auteur-compositeur et interprète brésilien, dont les apparitions sont rares, chez lui comme à l'étranger. Après son passage au *Zénith*, il chante, lundi 15 mai, aux Tuileries.

L'un des plus grands succès de Chico Buarque, *A Banda*, écrit dans les années 60, racontait l'histoire d'un orchestre qui passait dans une petite ville du Brésil en portant avec lui l'espoir de changer la vie.

Près d'un quart de siècle plus tard, la dernière composition de Buarque, imaginée il y a quinze jours sur un rythme de samba-funk a pris les couleurs de la dérision pour évoquer un autre orchestre réuni sur une plage et qui voit les sponsors surgir les uns après les autres et envahir le groupe au point d'avaler toute la musique.

Entre ces deux chansons, il y a vingt-cinq ans d'aventures et vingt albums, dont *Meus Caros Amigos, Os Saltimbancos, Opera do Malandro, Vida, Almanaque*. Il y a des musiques de film pour Carlos Diegues, et des pièces de théâtre (*Roda Viva*), inspirées parfois par de ses chansons. Il y a le jeu du chat et de la souris avec la censure militaire à la fin des années 60 et l'exil en Italie pendant deux ans. Puis le retour au pays *« dès que l'air est redevenu respirable »*. Il y a encore, aujourd'hui, la crise économique, la misère infinie et les contradictions de la société brésilienne, le sentiment profond de désenchantement, sans l'ombre d'un espoir. A peine l'illusion de la joie.

Chico Buarque vit avec difficulté cette *« dépression cosmique »*. Il est pourtant reparti en studio il y a un an et demi après avoir écrit en collaboration avec Milton Nascimento les chansons qu'il a chantées mercredi 10 mai au Zenith (et qu'il redonne ce lundi entouré des musiciens qui l'ont accompagné depuis six mois dans les grands stades brésiliens, à Caracas, à La Havane et dans toute l'Europe.

Il y a quatre-vingt-dix ans que la première samba destinée au carnaval était écrite. La chanson s'appelait *Abre Alas* (Ouvrir les ailes). Un titre encore symbolique aujourd'hui sur le continent brésilien.

CLAUDE FLÉOUTER.

CHRISTINA GRANATO

★ Chico Buarque donne un concert exceptionnel dans le cadre du Bicentenaire, lundi 15 mai aux Tuileries, à 21 h 30. Prix des places : 35 F.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Spectacles

cinéma

Lundi 15 mai

LES FILMS NOUVEAUX

TROP BELLE POUR TOI Film français de Bertrand Blier : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

Hommage à Anna Magnani : la Cieca di Sorrento (1934, v.o. s.t.f.), de Nunzio Malasomma, 14 h 30 ; le Bandit (1946, v.o. s.t.f.), d'Alberto Lattuada, 17 h 30 ; Fellini Roma (1972, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

Relâche.

Les exclusivités

A NIGHT IN HAVANA (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES ACCUSÉS (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ANGOISSE (**) (Esp., v.f.) : Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

APRÈS LA GUERRE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ARARAT (Su., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

AU FIL DE LA VIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

AU-DELA DU VERTIGE (All.-Pol., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76).

LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.f.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

LA BANDE DES QUATRE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE BENTHOS OU LA TERRE SOUS-MARINE (Fr.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

BLANCS CASSÉS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LE CAFÉ DES JULES (*) (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

CHER FRANGIN (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LES CINÉPHILES I, LE RETOUR DE JEAN (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES CINÉPHILES II, ERIC A DISPARU (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LA CITADELLE (Alg., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

COCOON, LE RETOUR (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

DANS LES TÉNÈBRES (Esp., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LES DEUX FRAGONARD (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DISTANT VOICES (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DIVINE ENFANT (Fr.) : La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

DOMANI, DOMANI (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

EN DIRECT DE L'ESPACE (A.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

FAUX-SEMBLANTS (*) (Can., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FORCE MAJEURE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LE GARÇON DE COURSES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

HYDRO (Fr.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

INVASION LOS ANGELES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

J'AI ÉPOUSÉ UNE EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

JE SUIS LE SEIGNEUR DU CHATEAU (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

JUMEAUX (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

KHANDHAR (Ind., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

KINJITE (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.-It., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

MARQUIS (*) (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MATADOR (*) (Esp., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

MES NUITS SONT PLUS BELLES QUE VOS JOURS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MISSISSIPPI BURNING (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

MORT D'UN COMMIS VOYAGEUR (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LA MOUCHE 2 (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NOTTURNO (Fr.-Autr., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50).

NYAMANTON (malien, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

L'OURS (Fr.-All.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

PATTI ROCKS (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

PELLE LE CONQUÉRANT (Dan., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE PRINCE NEZHA TRIOMPHE DU ROI DRAGON (Chin., v.f.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

PUNCHLINE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

RAIN MAN (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE RETOUR DES MOUSQUETAIRES (Fr.-Brit.-Esp., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

ROMUALD ET JULIETTE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

ROSELYNE ET LES LIONS (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SALAAM BOMBAY ! (indo-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE SUD (Arg.-Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TALK RADIO (A., v.o.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

TEQUILA SUNRISE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

TERRE INTERDITE (Austr., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

UN TOUR DE MANÈGE (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

UNE AUTRE FEMME (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76).

UNE HISTOIRE DE VENT (Fr., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

L'UNION SACRÉE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

VENT DE GALERNE (Fr.-Can.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA VIE EN PLUS (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

VOYAGEUR MALGRÉ LUI (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

WITHNAIL AND I (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

WORKING GIRL (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

Y A-T-IL UN FLIC POUR SAUVER LA REINE ? (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LES YEUX DU DÉSIR (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Les grandes reprises

A BOUT PORTANT (**) (A., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23).

ACCATTONE (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

CASINO ROYALE (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

CHARADE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

DIAMANTS SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

EVE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

FUNNY FACE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LES LIAISONS DANGEREUSES (Fr.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

MACADAM COW-BOY (*) (A., v.o.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LE MALIN (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

LES MARX AU GRAND MAGASIN (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

MONNAIE DE SINGE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES PERLES DE LA COURONNE (Fr.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ! (*) (Esp., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

SHAKESPEARE WALLAH (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA SOUPE AUX CANARDS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

TANT QU'IL Y AURA DES HOMMES (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

TOPPER (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE TROISIÈME HOMME (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

UNE NUIT A L'OPÉRA (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

Les séances spéciales

AMARCORD (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

APRÈS LA PLUIE (Fr.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h.

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 15 h 40.

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 14 h ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) 13 h 25, 15 h 35 ; Mistral, 14e (45-39-52-43) 14 h, 15 h 50 ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h 30.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30.

CARAVAGGIO (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) 12 h.

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) 13 h 50.

LA CHEVAUCHÉE DE FEU (A.-Austr., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h.

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30.

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h 15.

LE DERNIER TANGO A PARIS (**) (Fr.-It., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 22 h 10.

DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 15 h 40.

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 18 h.

L'EMPIRE DES SENS (**) (Fr.-Jap., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 22 h.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 16 h, 20 h.

LA FLUTE A SIX SCHTROUMPFS (Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h 30.

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 18 h 50.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 20 h 10.

HIGH HOPES (Brit., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) 15 h, 17 h, 19 h, 21 h.

L'HOMME BLESSÉ (*) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 35.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 20.

LE JUPON ROUGE (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h 10.

KES (Brit., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) 14 h.

LES LIAISONS DANGEREUSES (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 12 h.

LUCKY DAISY TOWN (Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 45.

MADAME SOUSATZKA (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 18 h.

MAMA ROMA (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 13 h 10.

LE MANUSCRIT TROUVÉ A SARAGOSSE (Pol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 15.

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h 45.

MOONWALKER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 13 h 30.

MORE (*) (Fr., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 22 h.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

LA MOUCHE (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h 15.

NOIR ET BLANC (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 30.

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

PEAU D'ANE (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 10 h 20.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) 19 h 45, 21 h 45 ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h 15.

PRINCESS BRIDE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

QUERELLE (**) (Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 45.

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 13 h 45 ; v.f. : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) 14 h 45, 17 h ; Denfert, 14e (43-21-41-01) 14 h.

LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 15 h 45.

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) 22 h.

TABATABA (Fr.-malgache) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

LA TABLE TOURNANTE (Fr.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 15 h, 18 h.

TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 45.

TOP GUN (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h.

LES TRIBULATIONS DE BALTHASAR KOBER (Pol.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 20.

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

UNE AUTRE FEMME (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 14 h 25, 16 h 20, 18 h 20, 20 h 20, 22 h 20.

L'UNION SACRÉE (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) 13 h 35, 16 h 25, 18 h 55, 21 h 25.

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 12 h.

LA VIE EST BELLE (Bel.-zaïrois) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 16 h 30.

WILLOW (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h.

ZELIG (A., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 11 h 40.

Les festivals

ASTÉRIX, Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68). Astérix et Cléopâtre, sam., mar. 15 h 30 ; les Douze Travaux d'Astérix, dim. 15 h 30, mar. 13 h 45.

CINÉ-IMA : LES CO-PRODUCTIONS FRANCO-ARABES, Institut du monde arabe, 5e (40-51-38-38). L'Ombre de la terre, (stf) sam. 17 h.

CINÉ-IMA : CARTE BLANCHE A FRÉDÉRIC MITTERRAND (v.o.), Institut du monde arabe, 5e (40-51-38-38). Adieu à ton amour, (stf) sam. 19 h.

CYCLE DE COURTS MÉTRAGES, Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33). Maison à vendre, Ce qui me meut, Péché mignon, Le Morceau préféré de la batterie fanfare, Vers minuit, (et quelques surprises) jeu. 20 h 30. T.U. : 25 F.

MARDIS JEAN VIGO, Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33). 1984, mar. 20 h 30.

SAGA INGMAR BERGMAN (v.o.), Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18). Scènes de la vie conjugale, mer. à 14 h 30, 17 h 35, 20 h 45 ; Jeux d'été, jeu. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; les Communiants, ven. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; la Nuit des forains, sam. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; la Prison, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; le Septième Sceau, lun. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Monika, mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

théâtre

ATALANTE (46-06-11-90). De Sade, Juliette : 20 h 45.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). ◇ Vie, Amour et Liberté : 20 h et 22 h.

CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-26-16). ◇ Blok VIIIes Semaines de la marionnette à Paris : 10 h, 14 h 30 et 20 h 30. ◇ Chapeau la mer ! VIIIes Semaines de la marionnette à Paris : 19 h. ◇ Mémoire sans parole VIIIes Semaines de la marionnette à Paris : 22 h 30.

CENTRE WALLONIE-BRUXELLES, ROSEAU-THÉATRE, THÉATRE (42-71-26-16). Les Semaines de la Marionnette : 20 h 30 et 22 h 30.

CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPÊTRIÈRE (45-70-27-27). ◇ Le Petit Pauvre, François d'Assise : 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ Amour pour amour : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). ◇ La Bigotte : 18 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Tu m'as sauvé la vie : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Ex-femme de ma vie : 20 h 30.

HOTEL DE GALLIFET (INSTITUT CULTUREL ITALIEN) (42-22-12-78). ◇ Le Théâtre jacobin en Italie : 18 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Les Mystères de la Révolution : 21 h 30.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). ◇ La Bonne Année : 18 h 30. Elles étaient citoyennes : 22 h 15.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles : 20 h 15.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Le Jardin d'Al Mustafa le prophète : 20 h. L'Aquarium : 21 h 30. Théâtre rouge. ◇ François Villon ou la Ballade *d'un mauvais garçon : 18 h 30. Journal* furieux : 20 h. ◇ Les Excessifs : 21 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). L'Avare : 20 h 45.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). La Face cachée d'Orion : 21 h.

POTINIÈRE (42-61-44-16). La Frousse : 20 h 45.

THÉATRE DE LA BELLE DE MAI (43-56-64-37). Nina c'est autre chose Théâtre en appartement : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle I. ◇ Molière Compilation ou Jean-Baptiste et les femmes : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-32). ◇ Extraits de Die Blechtrommel (le Tambour) : 20 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). ◇ Koyata VIIIes Semaines de la marionnette à Paris : 14 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Les Cravates léopard : 21 h.

Music-Hall

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-36-37). *Bop Hobe in Paris.* 19 h 30 lun. Avec Bea Arthur, Sid Ceasar, Linda Evans, Gipsy Kings.

Classique

ÉGLISE DES BILLETTES (4e). (42-46-06-37). Œuvres de Bach, Buxtehude, Weckmann. Entrée libre. Philharmonie de chambre, 17 h. Dir. Roland Douatte. *Stefan Rodesco (violon)*, Christian Schneider (mandoline). « Les Quatre Saisons », les concertos pour mandoline de Vivaldi.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE (4e). *Ensemble Stringendo*, 17 h. Dir. Jean Thorel. Christophe Pierre (violon), Hélène Obadia (soprano). Œuvres de Vivaldi, Bach, Liszt. Téléphone location : 45-23-18-25.

SAINTE-CHAPELLE (1er). (46-61-55-41). Ensemble d'archets français, 21 h. Dir. Jean-François Gonzales. « Les Quatre Saisons », de Vivaldi, « Suite nº 5 », de Bach.

SALLE ROSSINI (9e). Festival. Œuvres de Tisné, Nikiprovetsky, Barber, Petit. Dominique Michel, 20 h 30. Soprano, Ivano Huber (piano), Jean Mathelin (guit.). Œuvres de Bosseur, Decoust, Denis, Berio.

Périphérie

VERSAILLES (PARC BALBI) (39-54-91-54). *1789* : 14 h 30.

2000 ans, toujours vert !
SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 1989
JÉSUS DE MONTRÉAL
UN FILM DE DENYS ARCAND

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 15 mai

TF 1

20.40 Téléfilm : Nemours, les deux virus. De Bruno Gantillon, avec Patrick Fierby, Ambre Thiaw, Jean-Claude Brialy, Gérard Blain. *Un chercheur en biologie végétale dans les méandres de l'espionnage international.* **22.10 Magazine : Super sexy.** De Bernard Bouthier et Christine Eymeric. Sommaire : Tournez manège ; Privé d'amour ; Les billets doux ; Interview hard : Demis Roussos ; Strips : Docteur Ruth ; Caméra cachée : M. France 1989 ; Casanova 1989. **23.10 Journal et Météo. 23.30 Cannes 1989. 23.40 Magazine : Minuit sport. 0.30 Drôles d'histoires.** Mésaventures : Vie et mort d'un personnage.

A 2

20.35 Le grand échiquier. Emission de Jacques Chancel. Invité : Francis Huster. Avec Jacqueline Maillan, Robert Hossein, Michel Robin, François Périer, Simon Eine, Nicolas Sielberg, François Beaulieu, Arletty, Claude-Jean Philippe, Jacques Brialy, Claude Lelouch, Philippe Bianconi, Marie Atger, Sylvie Guillem, Ghislaine Falou, Juliette Gréco, Jeanne Mas. **22.45 Flash d'informations.** ▶ **22.50 Magazine : Cinéma, cinémas.** D'Anne Andreu, Michel Boujut et Claude Ventura. Spécial producteurs : Ariel Zeitoun, René Cleitman, Claude Berri, Charles Gassot, Philippe Carcassonne, Marin Karmitz, Tarak Ben Amar, Gérald Calderon, Marie-Laure Reyre, Alexandre Mnouchkine, Hubert Balsam, Eric Heumann, Monique Annaud, Martine Marignac. **23.50 Informations : 24 heures sur la 2. 0.10 Météo. 0.13 Soixante secondes.** Daniel Toscan du Plantier, producteur. **0.15 Magazine : Du côté de chez Fred** (rediff.). Paris-Hollywood.

FR 3

▶ **20.35 Cinéma : Topaze** ■ Film français de Marcel Pagnol (1950). Avec Fernandel, Hélène Perdrière, Pierre Larquey, Jacqueline Pagnol. *Renvoyé de l'institution où il exerce, pour n'avoir pas eu l'échine assez souple, un humble et honnête professionnel devient l'homme de paille d'un conseiller municipal. Troisième version cinématographique de la pièce de Pagnol, créée en 1929. La satire des magouilles politiques a mal vieilli.* **23.00 Journal et Météo. 23.25 Documentaire : La Tour est une star.** De Catherine Dupuis. *Les cent ans de la tour Eiffel : la longue histoire d'amour entre le monument et le cinéma.* **0.20 Musiques, musique.** Clavier bien tempéré, de Bach (extrait du livre II), par Davitt Moroney, clavecin.

CANAL PLUS

20.30 Football : Jubilé Alain Giresse. Les Girondins-Les étrangers de France. **22.30 Flash d'informations. 22.35 Magazine : Bobagolfoot.** A 22.35, boxe ; à 23.05, basket. **0.00 Cinéma : Temps mort** □ Film américain de Rick King (1987). Avec Beau Bridges, Kiefer Sutherland, Wayne Rogers. **1.25 Cinéma : Soul man** ■ Film américain de Steve Miner (1986). Avec C. Thomas Howell, Rae Dawn Chong, James Earl Jones (v.o.).

LA 5

20.30 Cinéma : The Blues Brothers ■ Film américain de John Landis (1980). Avec John Beluschi, Dan Aykroyd, Cab Calloway. *Deux mafiosi minables tentent de récolter les 5 000 dollars nécessaires pour sauver un orphelinat. Gags-catastrophes et clins d'œil, sur fond de rhythm'n blues.* **22.55 Les rubriques de Sangria. 23.25 Série : Le voyageur. 0.00 Journal de minuit. 0.05 L'inspecteur Derrick. 1.10 Les quatre cents coups de Virginie** (rediff.). **2.05 Journal de la nuit. 2.10 Tendresse et passion. 2.35 Bouvard et compagnie** (rediff.). **2.50 Série : Comment ne pas épouser un milliardaire. 3.15 Série : Une vie. 4.00 Voisin, voisine** (rediff.). **5.00 Tendresse et passion** (rediff.). **5.25 Comment ne pas épouser un milliardaire** (rediff.).

M 6

20.35 Téléfilm : Otages à Téhéran. 22.10 Six minutes d'informations. 22.15 Magazine : Ciné 6. 22.30 Cinéma : le Jeune Marié ■■ Film français de Bernard Stora (1982). Avec Richard Berry, Zoé Chauveau, Brigitte Fossey. *Le soir de son mariage, dans le Midi, un maçon s'éprend d'une jeune femme, bourgeoise habitant un appartement voisin du sien. Les ravages d'un coup de foudre chez un être simple, profondément passionné. Le choc de deux univers jusqu'à un drame en demi-teintes. Un ton nouveau, d'excellens interprètes.* **0.00 Magazine : Jazz 6. 0.30 L'homme de fer** (rediff.). **1.20 Musique : Boulevard des clips. 1.35 Les Mohicans de Paris** (rediff.). **2.00 Magazine : Destination santé** (rediff.). **2.55 Magazine : Adventure** (rediff.). **3.20 Magazine : Ondes de choc** (rediff.). **4.15 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.35 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **5.00 Destination santé** (rediff.). **5.50 S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 6.10 Les Mohicans de Paris.**

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. Quelle révolution commémorer ? Débat avec Jean-Noël Jeanneney, Jean-Denis Bredin, Jean-Marie Benoist. **21.30 Dramatique.** Sator, de Florence Pazzottu. **22.40 Cote d'amour. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Walt Disney.

FRANCE-MUSIQUE

21.00 Renseignements sur Apollon. Concert : Symphonie nº 48 en ut majeur, de Haydn ; Concerto pour piano et orchestre nº 2 en mi bémol majeur op. 32, de Weber ; Sinfonietta en la majeur op. 48/5, de Prokofiev ; La bataille des Huns, poème symphonique nº 11, de Liszt, par l'Orchestre de Philadelphie, dir. Riccardo Muti ; sol. Malcolm Frager, piano. A 22.30, Concerto vocale : Aria de Salammbô, de Herrmann. A 23.07, Concerto pour piano et orchestre nº 2 en ré mineur op. 23, de MacDowell ; Symphonie nº 4 en la mineur op. 63 (extrait), de Sibelius ; Concerto pour piano et orchestre nº 4 en ut mineur op. 44, de Saint-Saëns. **0.30 Myosotis.**

Mardi 16 mai

TF 1

14.30 Feuilleton : Le vent des moissons. De Jean Sagols, avec Annie Girardot, Jacques Dufilho (1er épisode). *Saga en milieu rural.* **16.00 Série : Drôles d'histoires.** Intrigues : Tapis. **16.25 Variétés : La chance aux chansons. 16.55 Club Dorothée.** Les chevaliers du zodiaque ; Tu chantes, tu gagnes ; Lamu. **17.55 Série : Les rues de San-Francisco.** Les victimes. **18.50 Avis de recherche. 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.35 Météo et Tapis vert. 20.40 Cinéma : French Connection** ■ Film américain de William Friedkin (1971). Avec Gene Hackman, Fernando Rey, Roy Scheider. *En 1962, deux policiers américains de la brigade des stupéfiants sont aux prises, à New-York, avec les responsables de la filière.* **22.25 Magazine : Ciel, mon mardi !** Présenté par Christophe Dechavanne. **23.55 Journal et Météo. 0.10 Cannes 1989. 0.20 Magazine : Livres en tête.** De Joseph Poli et Jacques Duquesne. **0.30 Série : Drôles d'histoires.** Intrigues : Faux pas.

A 2

15.10 Magazine : Du côté de chez Fred. De Frédéric Mitterrand. Le cinéma et les droits de l'homme. **16.00 Flash d'informations. 16.05 Série : Les mystères de l'Ouest.** La nuit du cirque de la mort. **16.55 Flash d'informations. 17.00 Magazine : Graffitis.** Présenté par Groucho et Chico. Lady Oscar ; Quick et Flupke ; Grafficurieux ; La petite merveille. **17.55 Série : Les deux font la paire. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol. **19.10 Actualités régionales. 19.30 Plaisir de rire : L'appart.** Mata Hari. **20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Les dossiers de l'écran : Harem** ■■ Film français d'Arthur Joffé (1985). Avec Nastassja Kinski, Ben Kingsley, Dennis Goldson. *Un prince arabe fait enlever une jeune New-Yorkaise, l'enferme dans son harem mais ne lui impose aucun rapport sexuel. Nostalgie et fantasmes de l'Orient des légendes, confrontation de la tradition avec le monde moderne. Mise en scène soignée, remarquable interprétation.* **22.30 Débat : Les hommes du désert entre le mythe et la réalité.** Avec Mme Reem Sharhan, d'Abu Dhabi, Mme Katie Breen, journaliste, Adel Rifaat et Baygat Eldani, sociologues, Alain Grosrichard, auteur de *Structure du sérail.* **23.35 Informations : 24 heures sur la 2. 23.55 Météo. 0.00 Magazine : Strophes.** De Bernard Pivot. **0.18 Soixante secondes.** Simon Wiesenthal. **0.20 Magazine : Du côté de chez Fred** (rediff.).

FR 3

14.30 Magazine : C'est pas juste. D'Agnès Vincent, présenté par Vincent Perrot, Evelyne Pagès, Agnès Vincent. **15.30 Magazine : Télé-Caroline.** Présenté par Caroline Tresca. Vidéo look ; Mon héros préféré ; Cinéma, livres, théâtre ; Attraction ; Top sixties ; Télé chic, télé choc ; Papy, mamy ; Viens faire un tour...billon ; Le jeu de la séduction ; Variétés ; Et à 16.00, le flash d'informations. **17.00 Flash d'informations : Spécial jeunes. 17.05 Petit ours brun. 17.06 Ulysse 31. 17.10 Tom Sawyer. 17.35 Signé Cat's eyes. 18.00 1789 au jour le jour. 18.02 Magazine : Drevet vend la mèche. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région. **19.58 Dessin animé :** Denver, le dernier dinosaure. *20.05 Jeu : La classe. 20.25 INC.* ▶ *20.35 Magazine :* **Océaniques.** L'illettrisme en France aujourd'hui. Emission-débat de Pierre-André Boutang, animé par Philippe Gildas. A 20.50, Documentaire : France, six millions d'illettrés ? d'Irène Richard et Eric Sarner. A 21.40, Débat. Avec Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports ; Michel Noir, maire de Lyon ; des chercheurs et des psychanalystes. **22.40 Journal et Météo. 23.00 Magazine : Océaniques.** Ces films qui ne veulent pas mourir. Le temps des restaurations. De Jacques Meny. **23.55 Musiques, musique.** Sonate nº 2 pour viole de gambe, de Bach, par Davitt Moroney, clavecin, et Christophe Coin, viole de gambe.

CANAL PLUS

15.00 Cinéma : la Déchirure ■■ Film anglais de Roland Joffé (1984). Avec Sam Waterston, Haing S. Ngor, John Malkovitch. **17.15 Magazine : Rapido.** D'Antoine de Caunes. **17.40 Cabou cadin.** Calimero et Priscilla ; Comte Mordicus. **18.30 Dessins animés : Ça cartoon.** Présentés par Philippe Dana. **18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50.** Présenté par Marc Toesca. **19.30 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas. **20.30 Cinéma : Police Academy 2, au boulot !** □ Film américain de Jerry Paris (1984). Avec Steve Guttenberg, Bubba Smith, David Graf. **22.00 Flash d'informations. 22.05 Cinéma : Retour** ■■ Film américain de Hal Ashby (1978). Avec Jane Fonda, Jon Voight, Bruce Dern (v.o.). **0.05 Cinéma : le Retour des morts-vivants II** □ Film américain de Ken Wiederhorn (1987). Avec Michael Kenworthy, Thor Van Lingen, Jason Hogan. **1.30 Cinéma : Toto et les Femmes** ■ Film italien de Steno et Mario Monicelli (1952). Avec Toto, Ave Ninchi, Giovanna Pala.

LA 5

15.45 Série : Lou Grant. 16.50 Lone Ranger. 17.15 Rémi sans famille. 17.40 Les défenseurs de la Terre. 18.05 Série : Arnold et Willy. 18.30 Bouvard et compagnie. 18.50 Journal images. 19.00 Série : K 2000. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : American College □ Film américain de John Landis (1979). Avec John Belushi. *Rentrée scolaire, en 1962, au campus d'une université de l'Oregon. Un naïf et un gros joufflu font leur apprentissage de la vie étudiante. Un de ces « films de collège » typiquement américains, qui se veulent humoristiques et nous paraissent débiles.* **22.40 Magazine : Ciné Cinq** (rediff.). **22.50 Téléfilm : Au nom de l'amour.** Avec Mickey Rourke. *Le procès d'un homme qui a tué son frère.* **0.00 Journal de minuit. 0.05 Au nom de l'amour** (suite). **0.40 Série : Hitchcock présente. 1.10 Les quatre cents coups de Virginie** (rediff.). **2.05 Tendresse et passion. 2.30 Série : Comment ne pas épouser un milliardaire. 2.55 Bouvard et compagnie** (rediff.). **3.10 Journal de la nuit. 3.15 Série : une vie. 4.00 Voisin, voisine** (rediff.). **5.00 Tendresse et passion** (rediff.). **5.25 Comment ne pas épouser un milliardaire** (rediff.).

M 6

14.35 Musique : Boulevard des clips. 16.05 Jeu : Quizz cœur. 16.50 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : L'homme de fer. 18.05 Série : Drôles de dames. 19.00 Série : Cagney et Lacey. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. Gros plan. 20.35 Téléfilm : Le loup dans la nuit. *Dans une petite ville du sud des Etats-Unis.* **21.45 Série : Clair de lune. 22.35 Six minutes d'informations. 22.40 Magazine : Turbo** (rediff.). **23.10 Magazine : Adventure** (rediff.). **23.35 L'homme de fer** (rediff.). **0.25 Musique : Boulevard des clips. 1.35 Les Mohicans de Paris** (rediff.). **2.00 Magazine : Ondes de choc** (rediff.). **2.55 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **3.20 Magazine : Destination santé** (rediff.). **4.15 Documentaire : S'il te plaît montre-moi nos histoires. 4.35 Magazine : Adventure** (rediff.). **5.00 Ondes de choc** (rediff.). **5.50 S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 6.10 Les Mohicans de Paris.**

FRANCE-CULTURE

15.30 Mardis du théâtre. A l'ombre, la lumière. L'atelier théâtral de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. **17.50 Le pays d'ici.** Longwy. **17.50 Poésie sur parole.** Roberto Juarroz. **18.02 Feuilleton.** Un bon citoyen, de Pierre-Robert Leclercq (7e épisode). **18.45 Mise au point. 19.00 Agora,** avec Christian Thorel pour Ombres et Georges Monti pour Le temps qu'il fait. **19.30 Perspectives scientifiques.** Sciences de la nature. Les éléphants. **20.00 Musique : Le rythme et la raison.** Avignon, quatorzième siècle. 2. L'ars subtilior.

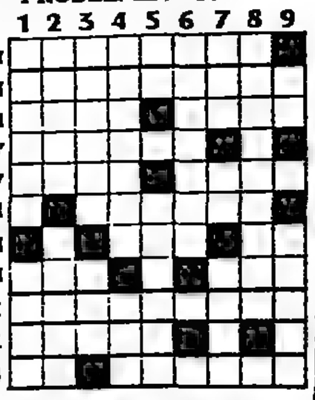
FRANCE-MUSIQUE

15.00 Portraits en concert. Gaston Litaize, orgue. Shéhérazade de Ravel ; Pacific 231 de Honegger ; Pièces de fantaisie pour orgue de Vierne ; Prélude et fugue sur le nom d'Alain de Duruflé ; Poèmes pour mi de Messiaen ; Symphonie nº 1 de Dutilleux ; Epiphanie de Litaize. **17.30 Le temps du jazz.** Hommage à Coleman Hawkins. **18.00 Aide-mémoire. 18.50 Le billet de...** Jean-Michel Damian. **De 19.07 à 1.00 Semaine américaine. 19.07 De vous à moi.** En direct de New-York. **20.30 Concert** (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : La Grande Pâque russe op. 36 de Rimski-Korsakov ; Concerto pour violon et orchestre nº 2 en sol mineur op. 63 de Prokofiev ; Symphonie nº 8 en sol majeur op. 88 de Dvorak, par l'Orchestre national de France, dir. Jésus Lopez-Cobos ; sol. : Oscar Shumsky, violon. **23.07 Club d'archives.** Le testament de la liberté de Thompson.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5002



HORIZONTALEMENT

I. Ne demandent pas plus d'entretien quand elles ont plusieurs foyers. – II. Pas du tout distingués. – III. Donna une petite marque d'affection. A été mieux servi que le quadrupède. – IV. A l'avant d'un vieux bâtiment. – V. Prit son père pour un ballot. Sur une flèche, est vraiment empoisonnant. – VI. Qu'il ne faut donc pas répandre. – VII. Lettres annonçant de fâcheuses nouvelles. Symbole. – VIII. Adjectif qu'on peut avoir à la bouche. Resta longtemps moyen. – IX. Peuvent être étouffés ou mourir noyés. – X. Un endroit où l'on se fait vraiment suer. – XI. Une grande dépression. Se forme au peignage.

VERTICALEMENT

1. Comme des vers. Peut s'inquiéter quand il y a un mieux. – 2. Sacrée, quand les Français sont devenus des hommes. Mot indiquant que c'est grave. – 3. Peuvent être des pièges à loups. S'est remis à circuler. – 4. Bien assises. Vivait avec le premier venu. – 5. Bon pour tracer. A parfois du piston. – 6. Des hommes placés devant un choix. – 7. Portait les armes. Saint. Il faut monter pour l'atteindre. – 8. Se fait avec de la bouillie. – 9. Pronom. Qui peut courir.

Solution du problème nº 5001

Horizontalement

I. Dragages. Papier. – II. Iode. Etalagiste. – III. Nuire. Alène. – IV. Déesse. Osé. Alfa. – V. Elu. Crème. Frais. – VI. Cou. Entente. – VII. Fêtards. Tiroirs. – VIII. Altier. – IX. Mal. Etuis. Panne. – X. Urubu. Léonin. – XI. Résurgentes. Cap. – XII. Assiette. – XIII. Céleri. Orner. – XIV. Oui. Muselière. – XV. Loir. Pur. Sec. Go.

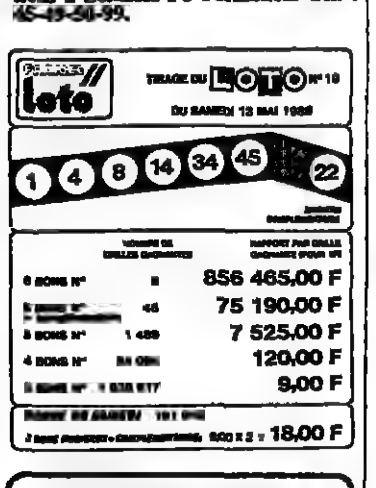
Verticalement

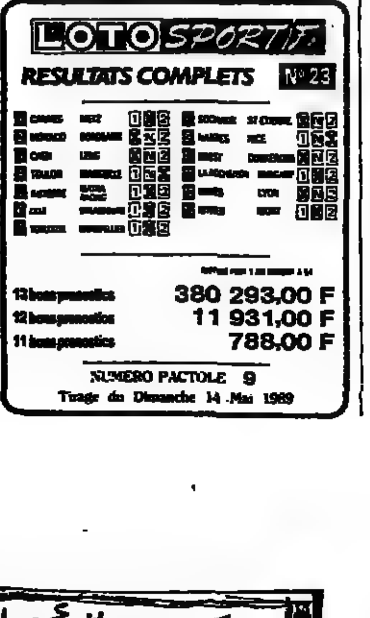
1. Dinde. Fémur. Col. – 2. Rouelle. Arène. – 3. Adieu. Talus. Loi. – 4. Gers. Cal. Buveur. – 5. Escorteur. Ri. – 6. Gâ. Erudit. Gai. – 7. Eta. Seules. Mû. – 8. Salomé. Riens. Ur. – 9. Lèsent. Soties. – 10. Pané. Tir. Née. Es. – 11. Age. Fer. Pistole. – 12. Pi. Arno. An. Tric. – 13. Isolation. Cène. – 14. Et. Fier. Nia. Erg. – 15. Repas. Sue. Paréo.

GUY BROUTY.

● Le service de formation continue de l'Institut d'études politiques de Paris organise les 29 et 30 mai, 20 et 21 juin, un séminaire sur « Les choix de la politique économique en 1989 ». Participeront à ce séminaire, placé sous la direction de M. Michel Pébereau, président du CCF ; M. Daniel Bouton, directeur du budget ; M. François David, directeur de la DREE ; M. Jean Lemierre, chef de service de la législation fiscale ; M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor ; Mme Elisabeth Guigou, secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne ; Mme Ariane Obolensky, chef de service des affaires financières et monétaires à la direction du Trésor.

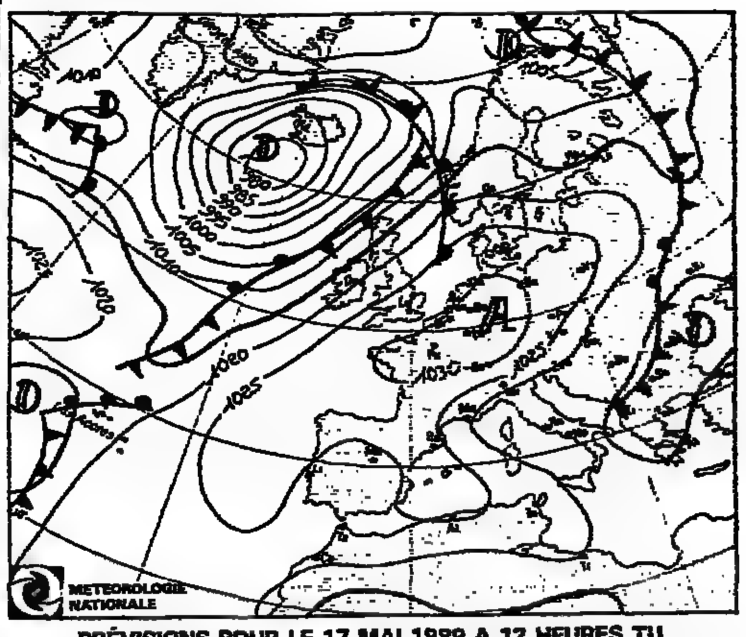
★ Programme détaillé et inscriptions à Sciences-Po Formation. Tél. : 45-49-50-99.



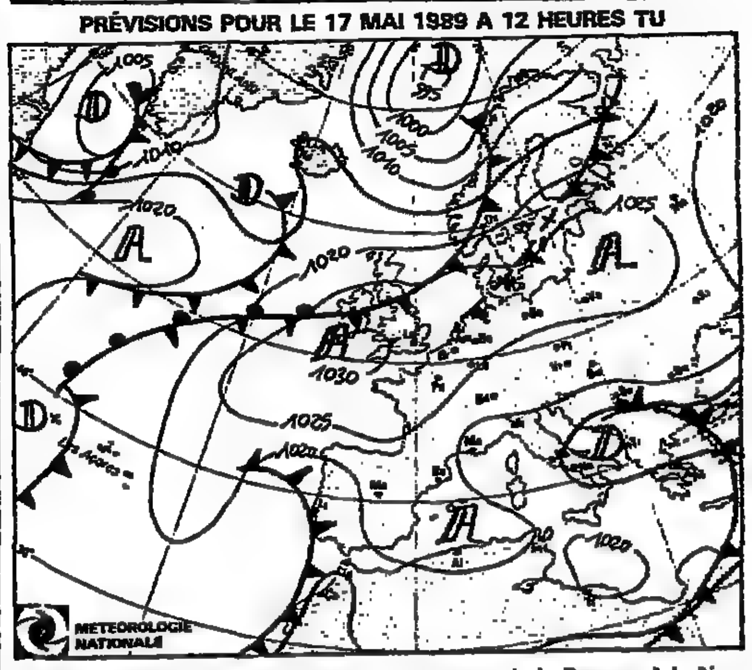


MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 15 MAI 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 17 MAI 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 15 mai à 0 heure et le mardi 16 mai à 24 heures.

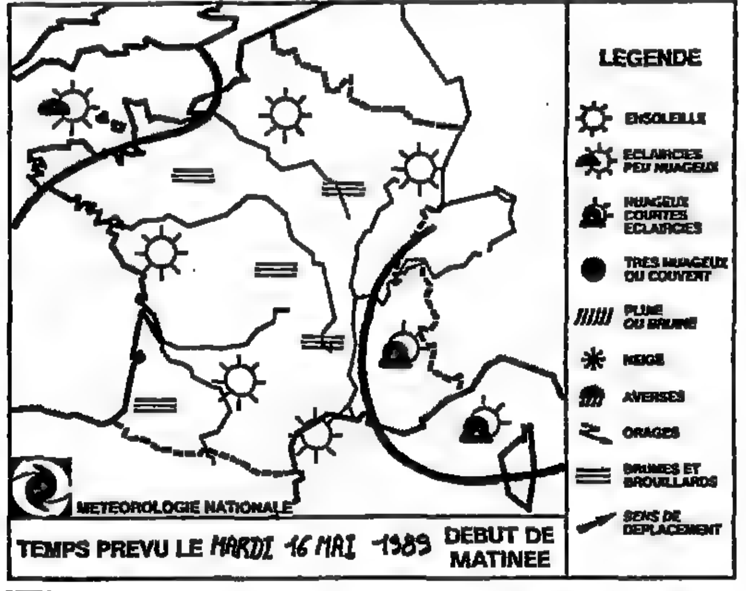
Les conditions anticycloniques et de l'air plus chaud s'installent sur la France. Les perturbations du proche Atlantique vont circuler sur les îles Britanniques. Une dépression sur l'Adriatique maintiendra quelques nuages orageux des Alpes à la Corse.

Mardi : beau temps chaud.

La journée s'annonce bien ensoleillée après la dissipation rapide des bancs de brouillard formés en fin de nuit. A signaler, toutefois, la présence de quelques nuages de la Bretagne à la Normandie et au Nord. Egalement des Alpes à la Côte d'Azur et la Corse, des nuages cacheront *parfois* un peu le soleil. Une ondée orageuse est même possible en Corse.

La tramontane sera modérée.

Les températures, au lever du jour, iront de 7 à 10 degrés en général et de 10 à 14 degrés près des côtes méditerranéennes. L'après-midi, il fera de 19 à 21 degrés de la Bretagne à la Normandie et au Nord, de 22 à 24 degrés ailleurs avec localement de 24 à 26 degrés dans le Sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 14-5-1989 à 6 heures TU et le 15-5-1989 à 6 heures TU — le 15-5-1989

FRANCE			
AJACCIO	21	10	N
BIARRITZ	16	9	D
BORDEAUX	19	7	D
BOURGES	18	7	D
BREST	18	7	D
CAEN	17	11	D
CHERBOURG	15	7	D
CLERMONT-FERR.	17	3	D
DIJON	18	6	D
GRENOBLE St-M-H	20	8	D
LILLE	18	5	B
LIMOGES	17	9	D
LYON	18	8	D
MARSEILLE-MAR.	22	8	D
NANCY	16	2	B
NANTES	17	6	D
NICE	21	14	O
PARIS-MONTS.	16	9	D
PAU	17	7	D
PERPIGNAN	21	14	D
RENNES	18	8	B
ST-ETIENNE	17	5	D
STRASBOURG	17	4	D
TOURS	17	6	D
TOULOUSE	17	5	D
POINTE-A-PITRE	31	23	N

ÉTRANGER			
ALGER	24	13	B
AMSTERDAM	18	6	D
ATHÈNES	29	21	N
BANGKOK	35	24	C
BARCELONE	21	11	D
BELGRADE	25	13	P
BERLIN	17	4	D
BRUXELLES	18	7	D
LE CAIRE	33	20	D
COPENHAGUE	14	5	D
DAKAR	27	20	D
DELHI	41	25	D
DJERBA	24	19	D
GENÈVE	16	7	D
HONGKONG	24	21	C
ISTANBUL	27	18	N
JÉRUSALEM	31	21	D
LISBONNE	26	14	D
LONDRES	18	8	C
LOS ANGELES	20	13	C
LUXEMBOURG	15	7	D
MADRID	24	7	D
MARRAKECH	27	15	N
MEXICO	27	14	B
MILAN	26	8	N
MONTRÉAL	22	8	N
MOSCOU	23	13	N
NAIROBI	25	16	B
NEW-YORK	20	12	C
OSLO	18	4	N
PALMA-DE-MAJ.	22	10	D
PÉKIN	26	12	C
RIO-DE-JANEIRO	24	22	N
ROME	21	13	N
SINGAPOUR	33	25	A
STOCKHOLM	13	6	D
SYDNEY	21	12	C
TOKYO	25	14	A
TUNIS	26	10	N
VARSOVIE	20	7	D
VENISE	19	11	P
VIENNE	18	10	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SUR MINITEL. Prévisions complètes. Météo marine. Temps observé Paris, province, étranger. 36.15 Tapez LEMONDE puis METEO.

هكذا من الأصل

PRIORITÉ A L'EMPLOI

Mobilisation économique au Pays basque

ON a beau être reconnu innocent après avoir fait l'objet d'une inculpation suivie d'une comparution devant les tribunaux, on en subit toujours des conséquences fâcheuses au nom du vieil adage qu'il ne saurait y avoir de fumée sans feu. Soupçonnée de blanchir l'*« impôt révolutionnaire »* perçu par l'ETA auprès des industriels basques espagnols, la société d'investissements Herrikoa, chargée de mobiliser l'épargne locale pour aider à la création d'emplois, avait vu il y a un an son augmentation de capital annulée par la Commission des opérations de Bourse (COB) au motif que *« les droits et intérêts des souscripteurs n'étaient pas garantis »*. Tollé des 1 600 actionnaires et épargnants bénévoles (leurs économies n'étaient pas rémunérées), qui lançaient alors une vaste campagne, réussissant à se gagner le soutien actif de tous les élus locaux, à quelque parti qu'ils appartinssent, ainsi que de tous les acteurs économiques de la région. Les *« gendarmes de la Bourse »* faisaient alors marche arrière (*le Monde Affaires* du 9 avril).

Herrikoa et Hemen, l'association qui l'a créée, décidaient alors de mettre à profit ce vaste élan de solidarité et de prise de conscience. Il y a aujourd'hui en effet une nette évolution des mentalités chez les nationalistes basques, qui abandonnent leur stratégie de dénonciation du *« tourisme-avenir du Pays basque »* pour fouiller jusqu'au plus profond des vallées à la recherche de tout ce qui serait susceptible de déboucher sur la création d'emplois. *« Fini le temps où l'on tendait vers Paris une main ouverte ou un poing fermé »*, nous déclare un animateur de Herrikoa. *« Nous avons retroussé nos manches pour partir à la recherche de nouvelles possibilités de travail. »*.

« Balayer les barrières idéologiques »

Ce qui n'était au départ qu'un projet de fête pour célébrer la victoire sur le parisianisme des opposants de Herrikoa, fête qui aurait pu paraître comme une provocation auprès des 13 000 chômeurs du Pays basque (11,4 % de la population), s'est finalement transformé fin avril en une semaine pour l'emploi baptisée *« Réussir en Pays basque »*.

Laissant de côté les élus locaux et leur relatif échec malgré les moyens dont ils disposent (nombre de zones industrielles ou artisanales restent vides), Hemen réunissait il y a un an 25 partenaires — chambres consulaires, université, collèges et lycées, associations pour la formation des adultes... Au fil des mois, le cercle s'élargissait à 42 participants. Dans les 21 cantons du Pays basque, des correspondants assuraient la mise en place d'équipes d'animation chargées de rechercher des projets d'entreprises et de prendre contact avec les industriels et les formateurs.

Cette prospection a abouti à une semaine d'animation non-stop à travers les trois provinces historiques du Pays basque nord. Avec pour slogan *« 1 000 emplois de plus en 1990 »*. Les pouvoirs publics, par l'intermédiaire du Front régional pour l'initiative locale et l'emploi (FRILE) ont alloué une subvention de 240 000 F pour sa réalisation. Les maires, à quelques rares exceptions, y ont apporté leur caution morale, les afficheurs publicitaires ont offert des dizaines de panneaux routiers.

La Caisse d'épargne Ecureuil a diffusé 10 000 plaquettes pour sensibiliser les populations à la création d'emplois. De nombreuses entreprises, des collèges et lycées professionnels, des centres de recherche, des artisans ont organisé des journées portes ouvertes. *Des étudiants de l'IUT* de Bayonne ont réalisé un guide des études supérieures en Pays basque, et chacune des filières a dressé un stand dans le grand centre commercial de l'agglomération.

Des tables rondes et conférences sur le thème du développement économique ont rassemblé des centaines d'auditeurs attentifs jusque dans les plus petits villages de l'intérieur du pays. Le journal *le Monde* a parrainé un colloque de dimension nationale, organisé par la chambre de commerce de Bayonne sur

DIDIER ALLARD

le thème « Manager et/ou communiquer ».

« La mobilisation a atteint des sommets inespérés, balayant les barrières idéologiques, reconnaît Michel Berger, président de l'association Hemen, *« alors qu'autrefois vouloir créer des emplois par soi-même était une revendication qualifiée de séparatiste. Notre but était de démontrer qu'il n'est pas nécessaire d'avoir une tradition industrielle — que n'a jamais eue le Pays basque français — pour vaincre le chômage et l'exode. En revanche, nous avons une très forte tradition culturelle : il faut donc adapter cette capacité de création à l'économie. Je pense que ce message est bien passé. »*

La semaine « Réussir en Pays basque » s'est joyeusement terminée par une soirée de gala inspirée de la remise des césars du cinéma, avec la participation de chorales, musiciens et chanteurs du cru. On y a récompensé les vainqueurs de concours de dessins lancés auprès de tous les élèves des CM 2, de rédactions sur le thème « Imagine-t-on l'avenir en Pays basque » destinées aux élèves de terminale.

De jeunes créateurs d'entreprise ont également été primés. Enfin, des *makila* (cannes d'honneur basques) sont venues récompenser les jeunes entreprises les plus méritantes dans les secteurs de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, de la formation et de la recherche.

Rendez-vous a été donné pour l'an prochain afin de récolter les fruits de cette mobilisation.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

ALSACE

Pubs sonores dans les abribus

Attendre l'autobus à Strasbourg ne peut plus être un moment de méditation : plusieurs abribus de la ville testent actuellement des publicités sonores pour un grand centre commercial strasbourgeois. L'agence publicitaire Patrick Ochs a eu l'idée de glisser dans l'abribus un œil magnétique qui déclenche dès l'arrivée d'une personne ou d'un groupe un message sonore et musical. Celui-ci peut se faire entendre de 7 heures à 22 heures et ne devrait pas, assure les inventeurs, gêner les passants hors de l'abri.

Les Strasbourgeois semblent pour l'instant partagés : certains s'indignent de cette agression sonore sur le domaine public — qui devient inévitable quand il pleut, — d'autres sont heureusement surpris par cette diversion pendant l'attente d'un autobus. Le groupe Ochs envisage de proposer le système à d'autres villes, en France comme à l'étranger.

CENTRE

Le modèle allemand

Nos conseillers généraux et aujourd'hui nos conseillers régionaux ont pris l'habitude de franchir les frontières, d'organiser hors de l'Hexagone des voyages d'étude. Avouons-le, il s'agit parfois de simples balades touristiques déguisées en missions professionnelles.

Tel n'a pas été le cas de la courte excursion que plusieurs membres du bureau de la région Centre, conduits par leur président, Maurice Dousset, viennent de faire en RFA, à Düsseldorf, capitale de la Ruhr.

L'intention était précise. Il s'agissait de s'informer sur la façon dont les voisins allemands avaient pu résoudre un problème lancinant pour la région Centre comme il l'est pour la plupart des régions françaises : la formation professionnelle, en particulier celle des apprentis, à laquelle le conseil régional consacrera, avec beaucoup de déconvenues, plus de 100 millions de francs en 1989.

Les entretiens avec plusieurs responsables du Land de Rhénanie du Nord-Wesphalie, la visite de centres de formation inter-entreprises et des ateliers d'apprentissage de l'usine Daimler-Benz ont permis de mettre les différences — entre la France et l'Allemagne — au clair.

On le savait, mais il était important de le constater : si, en France, la filière de l'artisanat est dans l'opinion et, en grande partie, dans la réalité, la filière de l'échec, c'est, en RFA, une voie normale de la réussite professionnelle. Les 1,8 million d'apprentis que l'on compte en Allemagne (215 000 en France) suivent pour la plupart une formation à temps partiel (le *dual system*) largement financée par les entreprises et les subventions fédérales. Cette formation est une véritable filière de promotion qui peut, très normalement, déboucher sur l'enseignement supérieur. Quelques chiffres encore : plus de 90 % des apprentis ont, en RFA, au moins le niveau de la seconde et près de 15 % des bacheliers trouvent l'apprentissage plus attractif que l'Université.

Retour en France et dans le Centre. Pas question de transposer chez nous le modèle allemand. Il faudrait pour cela transformer de fond en comble non seulement notre système d'enseignement mais nos mentalités. Maurice Dousset retient au moins une leçon à sa portée : il faut absolument persuader les entreprises françaises de l'intérêt de la formation professionnelle alternée, de l'apprentissage notamment, auquel leurs homologues allemands consacrent 70 milliards de francs par an, à comparer aux 4 petits milliards qu'elles concèdent avec réticence.

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Main tendue vers le Japon

Les collectivités locales et les milieux d'affaires de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) tentent de recueillir, auprès du patronat japonais, 12 millions de francs, soit la moitié de la somme nécessaire à la création d'un Institut franco-japonais. Le président du conseil régional, M. Jean-Claude Gaudin, s'est, quant à lui, engagé à rassembler, avec les partenaires concernés, l'autre moitié des 25 millions de francs.

Ce projet, lancé il y a un an et demi par le conseil régional et l'association Hommes d'entreprise 92, a pour but de développer les échanges économiques, technologiques, scientifiques et culturels entre le Japon et la région PACA.

RHONE-ALPES

Les ASSEDIC à l'informatique

Après deux ans de fonctionnement satisfaisant dans la région Rhône-Alpes, une expérience de gestion informatique des demandes d'emploi, menée par l'ANPE et les ASSEDIC, va pouvoir être étendue à l'ensemble du pays. Au terme d'un plan d'investissements de 11 millions de francs, les 79 agences et bureaux rhônalpins de l'ANPE ont été équipés de 450 terminaux informatiques, soit un pour deux agents.

Un logiciel spécialisé baptisé « QMF » permet à l'ordinateur IBM 3081 des ASSEDIC de fournir, en quelques minutes, une liste de demandeurs d'emploi qui peut être établie selon deux cents critères différents, afin de répondre le mieux possible à l'attente des entreprises. La recherche du meilleur candidat peut se dérouler à l'échelle de la région, alors que, jusqu'ici, elle pouvait être menée seulement dans le ressort de l'agence locale sollicitée. Grâce à l'automatisation, sa durée est considérablement raccourcie. Pour le demandeur d'emploi, le système accélère la procédure d'instruction du dossier d'indemnisation.

Selon le délégué régional de l'ANPE, M. Jacques Sanfilippo, *« le système apporte une plus grande transparence du marché du travail. »* La région Rhône-Alpes offrait un champ d'expérience adapté, car l'activité des six ASSEDIC est exactement circonscrite à la région administrative. Ces établissements utilisent le même système informatique sur lequel est implanté le programme informatique de « tri multi-critères ». Le nouveau système de gestion a permis de maintenir le taux de satisfaction des offres d'emploi apportées par les entreprises entre 60 et 63%, alors que le nombre d'offres s'inscrit en net progrès dans la région.

AVANT L'ÉCHÉANCE DE 1993

Les fragilités de Midi-Pyrénées

COMME toutes les régions de France, mais peut-être avec plus d'appréhension encore, Midi-Pyrénées aborde les *rivages de l'Acte unique européen, la mise en* place du grand marché de 1993, comme une épreuve de vérité sur sa capacité à exister, à s'affirmer au sein d'une entité économique dont on dit qu'elle doit et va trouver son nouveau centre de gravité, dans ces régions du Sud européen. Encore faut-il que ces régions se préparent sérieusement à ces échéances. Naguère Midi-Pyrénées, pour avoir boudé une Espagne, jugée alors trop protectionniste et sans véritable intérêt économique, s'est fait distancer par ses homologues et rivales allemandes ou italiennes. La région était en 1985 au quatre-vingt-quatorzième rang des cent soixante régions de la Communauté pour le produit intérieur brut par habitant.

En juin 1987, le président du conseil régional demandait au comité économique et social une étude sur les incidences « de toute nature » que ne manquerait pas d'avoir l'entrée en vigueur de l'Acte unique sur Midi-Pyrénées, et surtout voulait obtenir une série de propositions afin de préparer les acteurs régionaux à cette mutation.

Derrière la façade aéronautique

Le rapport a été publié. Plus de trois cents pages, très denses, nourries de tableaux qui auraient peut-être mérité un effort de présentation. *Reste le contenu.* Si au chapitre du bilan, ce rapport, signé par Jean-Jacques Sussel, directeur du Centre national d'études spatiales, offre une véritable mine d'informations, parfois inédites, souvent pertinentes parce que pour la première fois mises en corrélation, dans le domaine des propositions, il faut bien l'admettre, on reste un peu sur sa faim.

1993 devrait ouvrir chacune des régions de l'Europe à ses voisines. Image un peu naïve d'un espace accueillant aux hommes, aux idées, aux marchandises. Perspective à haut risque en définitive qui conduit chacune des régions à faire le compte de ses atouts et de ses faiblesses. Midi-Pyrénées, on le sait, vend principalement à l'Allemagne et à l'Italie. La CEE, qui absorbe près de 52 % des exportations régionales, exporte à son tour à peu près autant en Midi-Pyrénées. Mais le commerce de la région est fortement tributaire de l'aéronautique qui représente à elle seule 50 % des échanges régionaux. Avions et fusées (avec Ariane) tracent la courbe ascendante d'une activité technologique et industrielle fortement concentrée dans l'agglomération toulousaine.

Mais cette réussite cache mal la crise des industries traditionnelles, l'état de jachère de certaines ressources comme le bois et l'agro-alimentaire qui ne parvient pas à valoriser toutes les productions agricoles. Même le potentiel de recherche, si vanté avec ses huit mille six cents spécialistes, est sous-exploité. C'est dire la fragilité du tissu industriel de Midi-Pyrénées qui a perdu, en 1987, *cinq mille cinq cents emplois*.

L'agriculture emploie dans la région cent vingt mille personnes, soit 14 % de la population active. Si la productivité a fortement augmenté dans ce secteur, les revenus n'ont pas suivi. Le revenu brut moyen par exploitation ne représente que les deux tiers de la moyenne française. Et conclusion du rapporteur : *« Globalement, l'agriculture de Midi-Pyrénées apparaît fragile sur le plan structurel, elle est ainsi particulièrement vulnérable aux contraintes nouvelles engendrées par la réforme de la politique agricole commune. »*

On ne s'étonnera pas, à l'aube de ces années 90, que le rapport mette l'accent sur l'information des acteurs régionaux, peu au fait encore des règlements communautaires. Pour tout savoir sur les problèmes administratifs ou l'état de tel ou tel marché, la chambre régionale de commerce préconise l'« euroguichet », qui de Toulouse distillerait la bonne information dans des succursales établies dans la région profonde. On aurait pu y penser plus tôt, comme on aurait pu s'inquiéter, à l'instar des Landers allemands, d'établir à Bruxelles une véritable ambassade de Midi-Pyrénées.

La discussion du contrat de plan Etat-région avait largement mis en lumière la demande : Midi-Pyrénées veut des routes, des autoroutes, des lignes aériennes et des rails aux normes TGV pour sortir de son isolement.

D'ici huit ans, la région devrait avoir rattrapé son retard dans le domaine routier. Mais le comité économique et social plaide encore pour la réalisation de deux liaisons : Toulouse-Lyon, via Rodez, et Saint-Etienne, dans l'espoir de détourner une partie du trafic de l'Europe du Nord à destination de l'Espagne et du Portugal. Et deuxième axe, alors que le tunnel du Puymorens permettra dans cinq ans d'accéder à Barcelone par le centre des Pyrénées, une liaison Toulouse-Saragosse, en Aragon. Un axe qui pourrait passer par le val d'Aran.

L'oubliée du TGV

Si le trafic aérien est en constante augmentation sur l'aéroport de Toulouse-Blagnac, le site n'est pas encore une plate-forme internationale. Les liaisons avec les Amériques, mais aussi l'Asie, lui manquent, comme lui fait défaut aussi une liaison, autoroutière celle-là, avec Toulouse. Mais le drame de Midi-Pyrénées, c'est le rail. La région est l'oubliée du TGV qui, de Bordeaux ou de Montpellier, via Narbonne, prend grand soin de passer à l'écart. Intolérable pour le CES qui préconise par ailleurs la mise en place d'une plate-forme régionale de fret.

Ces propositions, très résumées, devraient, si elles étaient appliquées, compléter la panoplie d'actions déjà mises en place et que le CES veut intensifier et mieux coordonner.

On le sait dans le domaine économique, il n'y a pas de solution miracle, mais afin d'aider la région à faire face, les acteurs de Midi-Pyrénées vont devoir faire preuve d'imagination et de persévérance dans trois directions d'ailleurs définies par le rapport du CES : mettre Toulouse au niveau des grandes métropoles européennes, renforcer le poids de la région dans tous les domaines (on observe actuellement le phénomène inverse) et resserrer les liens avec l'Espagne et le Portugal.

GÉRARD VALLÈS.

● **RECTIFICATIF.** — Le coût total d'aménagement de la ZAC de Nancy, sur laquelle doit être construit le nouvel hôtel du département (*le Monde* du 10 mai, *page 24*) *est estimé à 100 millions* de francs et non à 500 millions de francs, comme il a été indiqué par erreur.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Gérard Buetas, Jean Contrucci, Jacques Fortier. Coordination : Jacques-François Simon.

Économie

En achetant 29,68 % du capital pour 1,6 milliard de francs

Le Crédit lyonnais prend le contrôle de la banque italienne Creberg

A peine doté de 1,5 milliard de francs de fonds propres supplémentaires (*le Monde* du 13 mai), le Crédit lyonnais, la seconde banque commerciale publique française, s'apprête à réaliser une importante opération de développement en Italie. Le Lyonnais va en effet acheter 29,68 % du capital du Credito Bergamasco (Creberg), la trente-troisième banque italienne (soixante-quinze guichets en Lombardie et quinze en Vénitie, par l'intermédiaire de sa filiale Banco San Marco).

Pour un investissement total de 340 milliards de lires (1,6 milliard de francs), le groupe public français va ainsi prendre le contrôle de cette banque privée italienne, aux termes d'un accord signé avec le syndicat des actionnaires de Creberg, et rendu public samedi 14 mai à Bergame.

Déjà bien implanté en Italie, le Crédit lyonnais a acquis l'an dernier 19 % de la Banque lombarde de crédit et de dépôts, la Lombardana, la banque française, a été conseillée dans cette nouvelle opération par la banque d'affaires britannique J. Henry Schroder Wagg. Deux autres banques commerciales italiennes étaient intéressées par la prise de contrôle du Creberg.

Le Lyonnais l'a emporté à se portant acquéreur des titres à 52 000 lires l'action (environ 240 francs), un prix supérieur de 73 % au cours moyen récent de l'action. A ce niveau, le Creberg est évalué à seize fois ses bénéfices nets.

L'accord conclu, samedi, entre le Lyonnais et le syndicat des principaux actionnaires de Creberg prévoit que la prise de contrôle sera réalisée en deux étapes.

Acquisition de 4 % de capital

Dans une première phase, la banque française va acquérir 4 % du capital (les statuts actuels du Creberg empêche un actionnaire d'en détenir davantage) et l'un de ses représentants va entrer au conseil d'administration du Creberg. Le Lyonnais devrait acquérir les 25,68 % supplémentaires « *plus tard* », mais toujours à 52 000 lires d'action.

La banque du boulevard des Italiens achètera les titres, notamment à M. Ernesto Praetoni, un investisseur qui détenait 15 % du capital et à l'évêché (Curia) de Bergamasco, qui en possède 5 %.

S'inscrivant dans la perspective de l'Europe de 1993, cette prise de contrôle est, par son montant, la plus importante opération d'acquisition transfrontalière réalisée depuis le début des années 80 dans le secteur bancaire.

Prochaine ouverture d'un bureau de représentation à Francfort

Le retour aux sources de la famille Rothschild

Près d'un siècle d'histoire de la famille Rothschild prendra fin l'été prochain avec le retour, symbolique mais hautement significatif, de l'un des grands noms de la finance internationale à Francfort. Selon l'*International Herald Tribune* du lundi 15 mai, un porte-parole de la famille a confirmé que la branche britannique Rothschild and Sons et la branche suisse Bank Rothschild AG ouvriront dans quelques semaines un bureau de représentation dans la ville où, à la fin du dix-huitième siècle, un certain Mayer Amschel Rothschild, échangeur et prêteur, a fondé une brillante dynastie.

Ses enfants créèrent des banques à Londres, Paris, Vienne et Naples, participant au financement des gouvernements et à la construction des chemins de fer européens. Mais la branche allemande disparut. Faute d'héritier mâle, à la fin du siècle dernier, l'institut de crédit de Francfort ferma ses portes en 1901. Depuis lors, le nom de Rothschild est devenu synonyme de finance internationale. Le IIIe Reich restera dans son histoire marqué par la mort de Robert de Rothschild dans le camp de concentration d'Auschwitz et par l'épisode du baron Louis de Rothschild, retenu en otage à Vienne durant un an sous l'occu*pation allemande de l'Autriche* avant d'être libéré sous la pression financière internationale, non sans avoir payé une rançon.

Il aura fallu que le banquier d'affaires allemand, M. Richard Daus, très introduit dans les milieux financiers de Francfort, joue les intermédiaires pour que la famille Rothschild revienne aux sources. La Bank Rothschild AG de Zurich devrait être appelée à jouer un rôle majeur dans la reconstruction d'une base en Allemagne, toutes les branches de la famille y étant représentées. Les premiers contacts entre le baron Edmond de Rothschild et le maire de Francfort, organisés par M. Daus, remontent à près d'un an. Aujourd'hui, la cité financière allemande ne cache pas sa *satisfaction face à un retour qui* confirme son importance comme place financière européenne et internationale.

M. Perigot « satisfait » du gouvernement Rocard

Le président du CNPF, M. François Perigot, tout en se déclarant « *satisfait* » du gouvernement de M. Michel Rocard, juge qu'il « *peut mieux faire* », ainsi qu'il l'a dit, le 14 mai, à l'émission « *7 sur 7* » sur TF 1. Il s'est félicité de ce que « *ce gouvernement a continué la politique menée les deux années précédentes, qui a conservé aux entreprises les libertés qu'on leur a données..., ce qui a permis aux entreprises de gérer leurs effectifs, de déterminer le temps de travail de leurs machines, de fixer leurs prix...* ».

Le président du CNPF s'est cependant déclaré « *inquiet* » de la reprise des débats à propos de l'autorisation administrative de licenciement ou de la loi Méhaignerie sur le logement. M. Perigot a ajouté : « *Je jugerai le gouvernement sur son efficacité, c'est-à-dire sur sa capacité à aborder les vraies réformes de fond dont la France a besoin pour être compétitive dans trois ans* », au moment de l'ouverture du grand marché intérieur.

Signature de l'accord financier pour la construction d'une usine d'automobiles Fiat en Algérie

ALGER. – Un accord pour le financement de l'usine de montage d'automobiles Fiat qui doit être construite à Tiaret, près d'Oran dans l'Ouest algérien, a été signé le 14 mai à Alger entre la Banque centrale italienne et la Banque algérienne de développement, a-t-on appris de source informée à Alger.

Cette convention prévoit que l'Italie apportera un financement de 80 millions de dollars à la société mixte algéro-italienne qui va construire cette usine, la première de ce type en Algérie. La décision de construire une telle usine avait été prise au printemps 1987, et la société mixte de véhicules privés avait été constituée un an plus tard.

Dans une première phase, à partir de 1992, l'usine Fiat-Algérie devrait produire annuellement quarante mille véhicules de divers types. Les responsables de Fiat espèrent qu'à partir de cette première usine ils pourront développer une production destinée à tous les pays du Maghreb. – *(AFP.)*

Au Canada

La grande société alimentaire National Sea Products annonce des licenciements et des fermetures d'usines

HALIFAX. – La compagnie de pêche canadienne National Sea Products, l'un des plus importants transformateurs et exportateurs de produits et fruits de mer surgelés dans le monde, a annoncé le 11 mai la fermeture complète ou partielle de plusieurs usines de traitement de poissons dans deux provinces de l'est du Canada et le licenciement de centaines d'employés.

La National Sea Products s'est vu imposer en début d'année par le gouvernement canadien une diminution de 13 % de ses prises de morues autorisées, à 235 000 tonnes pour 1989, afin de préserver les ressources halieutiques qui sont menacées, selon Ottawa.

Dès octobre prochain, la première compagnie de pêche du Canada va fermer définitivement son usine de Lockeport (Nouvelle-Ecosse) et réduire à six mois par an les opérations dans ses installations de Burgeo (Terre-Neuve), a annoncé son président, M. Gordon Cummings. Trois cents emplois permanents seront supprimés et quatre chalutiers (soixante marins) seront maintenus à quai.

Six autres usines, dont quatre en Nouvelle-Ecosse et deux à Terre-Neuve cesseront leurs activités au moins deux mois par an, touchant plus de trois mille des sept mille employés de la compagnie. – *(AFP.)*

[National Sea Products subit comme les entreprises françaises de pêche de Saint-Malo et de Saint-Pierre-et-Miquelon les conséquences de la baisse des quotas de poisson décidées par Paris et Ottawa il y a un mois.]

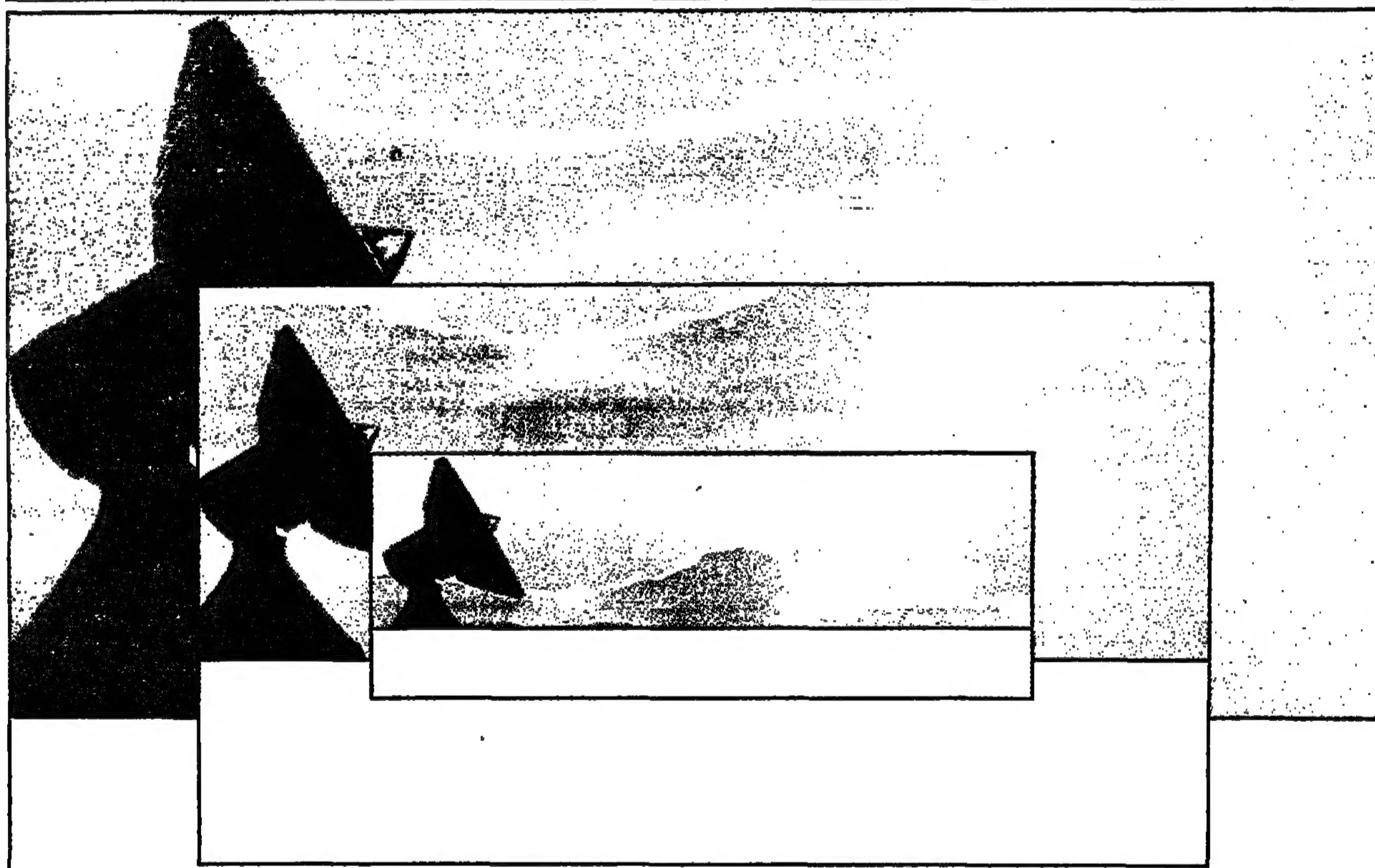
France-Telecom et la Bundespost dans les logiciels de transport-tourisme

Eucom, la filiale à parts égales de France Télécom et de la Bundespost allemande, créée en octobre dernier, vient de prendre sa première participation : les deux entreprises détiendront 34 % du capital d'une filiale de la société de services informatiques GSI qui sera spécialisée dans les logiciels pour le transport et le tourisme. Cette participation pourra monter jusqu'à 40 %.

GSI (*Générale de services informatiques*), ancienne filiale de la CGE vendue il y a dix-huit mois à son personnel, dispose déjà d'un département qui travaille dans les systèmes d'information, de réservation et de gestion destinés aux professionnels du tourisme et des transports (compagnies aériennes, agences de voyage, agents de frêt ou transporteurs routiers). Cette activité sera filialisée pour permettre l'entrée des deux nouveaux actionnaires.

La création d'Eucom, à l'automne 1988, avait été saluée comme une étape dans la construction de l'Europe des télécommunications. Elle consacrait également un certain rapprochement des deux administrations, historiquement rivales. Elle donnait enfin une nouvelle illustration de la modernisation de la gestion des deux établissements qui, enserrés dans des statuts rigides, tentent de se rapprocher d'un comportement d'entreprise afin de rester dans la course aux nouveaux services mariant télécommunication et informatique.

● **Nouveau candidat à la reprise d'Eastern Airlines.** – Un groupe d'investisseurs dirigé par un homme d'affaires de Chicago, M. Joseph Ritchie, a proposé de reprendre la compagnie aérienne Eastern Airlines et de placer temporairement à sa tête l'ancien secrétaire à la défense, M. Franck Carlucci.



INVESTISSEZ DANS UNE VALEUR SÛRE : L'AVENIR

CNT La Caisse Nationale des Télécommunications finance le développement et l'effort de recherche des Télécommunications françaises par l'émission d'emprunts à long, moyen et court terme sur les principaux marchés financiers français et internationaux.
Elle met ainsi régulièrement à la disposition de l'exploitant public national "France Télécom" les ressources financières nécessaires à ses investissements et à ses besoins de trésorerie.

Soyez les partenaires du progrès
Organisme financier au service d'un secteur d'activité qui présente actuellement les perspectives d'expansion les plus fortes, la CNT associe les souscripteurs de ses emprunts à l'essor de l'une des forces les plus vives de l'économie française. France Télécom a la volonté de développer un réseau de communication capable de transmettre instantanément voix, images, données, écrits ainsi que d'étendre constamment la gamme de produits et services performants adaptés aux exigences du public et des professionnels : ce sont autant de garanties de succès et d'avenir.

Faites confiance au dynamisme
Le dynamisme et la compétence de la Caisse Nationale des Télécommunications sont à l'image de France Télécom. Respect des investisseurs et actions innovatrices mais prudentes sont les fondements de ses opérations. Le professionnalisme de la CNT, son ouverture sur les produits financiers nouveaux, le suivi de ses titres sur les marchés lui permettent de jouer pleinement son rôle d'émetteur tout en étant très attentive aux intérêts légitimes des investisseurs.

Souscrivez à l'avenir
La notoriété de la Caisse Nationale des Télécommunications se vérifie régulièrement par son excellente notation (l'une des meilleures de la place de Paris) et par la qualité de l'accueil réservé à ses émissions par la communauté financière internationale. Label de qualité pour les porteurs institutionnels ou privés, associée aux réussites de France Télécom, la signature de la Caisse Nationale des Télécommunications est une valeur sûre ; une valeur qui s'appelle avenir !

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

OPUS HINTZY - Éléments photographiques PICTOR

Économie

ÉTRANGER

A la suite des recommandations du FMI

Le gouvernement espagnol annonce un nouveau train de mesures contre la surchauffe

Comment tempérer les ardeurs d'une économie qui continue de croître, avec un rythme annuel de près de 5 %, nettement plus vite que la moyenne communautaire ? Le gouvernement espagnol se pose d'autant plus la question que cette croissance effrénée commence à provoquer de sérieux déséquilibres extérieurs et une inquiétante poussée inflationniste. Aussi les responsables économiques multiplient-ils les mesures de *« refroidissement »*. Les dernières en date ont été présentées le vendredi 12 mai par le ministre de l'économie, M. Carlos Solchaga.

MADRID
de notre correspondant

Le ministre a, d'une part, annoncé une réduction de 115 milliards de pesetas (6,2 milliards de francs) dans les dépenses budgétaires, qui affectera notamment les ministères de la défense et des travaux publics. En outre, M. Solchaga a annoncé une sensible réduction des délais de paiement de l'impôt sur les sociétés, qui devrait permettre une *« ponction »* monétaire à court terme d'environ 135 milliards de pesetas (soit 7,3 milliards de francs).

Ce nouveau train de mesures marque une inflexion dans la *stratégie* du gouvernement, en fonction des *« suggestions »* émises par le Fonds monétaire international. Dans son récent rapport sur l'Espagne, le FMI recommandait en effet aux autorités de Madrid d'avoir davantage recours aux mesures d'ordre budgétaire pour combattre la surchauffe, au lieu de faire porter sur la seule politique monétaire tout le poids de la lutte.

Il est vrai que les mesures monétaires ont commencé, ces derniers mois, à faire sentir leurs effets pervers. *Elles* se sont en effet traduites par une hausse constante des taux d'intérêt, qui a provoqué à son tour un afflux de capitaux étrangers attirés par la perspective d'une forte rentabilité à court terme ; pour le seul mois d'avril, les réserves en devises ont augmenté de près de 2 milliards de dollars. Un phénomène qui accroît d'une part la masse monétaire en circulation, contribuant à la relance de l'inflation, et provoque par ailleurs une réévaluation du cours de la peseta, rendant moins compétitives les exportations espagnoles.

S'il est dorénavant conscient de la nécessité de diversifier sa stratégie dans la lutte contre la surchauffe, le gouvernement entend toutefois ne pas forcer la dose. D'une part, parce que l'Espagne, avec un taux de chômage de près de 20 % de la population active, a un rythme plus rapide que ses voisins.

Et, d'autre part, parce qu'il s'agit là, aux yeux des responsables économiques, du prix à payer pour la modernisation ; le « boom » de la demande concerne en grande partie les biens d'*équipement* (l'investissement a augmenté de près de 15 % l'an en 1987 et 1988), les entreprises espagnoles accélérant leur rénovation technologique pour faire face au défi de l'intégration dans la Communauté. A moyen terme, cela devrait améliorer leur compétitivité et donc contribuer à réduire le déficit extérieur, assurent les responsables économiques, pour qui il s'agit simplement de « tenir le cap ». Il est vrai qu'avec des réserves monétaires de 43 milliards de dollars (soit une fois et un tiers le total de sa dette extérieure !), l'Espagne peut se permettre en la matière de *« voir venir »*.

THIERRY MALINIAK.

Le président ivoirien veut renforcer la protection des producteurs de cacao

Les fortes tensions sur le marché mondial du cacao (*le Monde* daté 14-15 mai) accroissent encore l'importance de la réunion des responsables ivoiriens convoqués mardi 16 mai au palais présidentiel. Les déclarations du président Houphouët-Boigny permettront-elles de clarifier la situation ? Les cours du cacao, dont la Côte-d'Ivoire est le premier producteur mondial, sont au plus bas et les déclarations d'un représentant du chef d'Etat ivoirien, M. Kénan Blédou, selon lesquelles une part de la production pourrait être écoulée par plusieurs courtiers londoniens n'ont fait que multiplier les rumeurs sur l'abandon de la politique d'Abidjan d'en recourir à un seul négociant, la firme Sucres et Denrées.

Décidé à protéger les producteurs, le gouvernement ivoirien a, dans un premier temps, fait modifier le 11 mai par le Parlement la loi du 7 juillet 1988. Cette loi sanctionnait *les acheteurs coupables de détournement de fonds et d'abus de confiance*. Désormais, le nouveau texte prévoit des peines de 10 à 20 ans de prison et des amendes de 5 à 50 millions de CFA (100 000 à un million de francs) à l'encontre des commerçants et intermédiaires qui n'auront pas payé le prix intégral aux producteurs dans un délai d'un mois après la livraison de la marchandise. *Un* grand nombre d'acheteurs, confrontés à de sérieuses difficultés financières, n'ont pas honoré leurs engagements auprès des producteurs qui leur ont livré leur production à crédit contre des attestations.

SOCIAL

Cent jours après l'élection de M. Blondel

Les dissensions persistent à FO

***Cent jours après son élection*, le 4 février, au secrétariat général de FO, M. Marc Blondel doit parfois avoir le sentiment que, s'il a emporté une bataille,... il n'a pas gagné la guerre.**

Si M. Marc Blondel a réussi à amorcer un changement d'image de sa confédération, dans le sens du *« syndicalisme de contestation »* qui lui est cher, il est encore loin d'avoir restauré l'unité interne. Le climat demeure malsain, marqué par les séquelles du vif affrontement auquel la succession de M. André Bergeron a donné lieu. *« Blondel ne tient pas sa maison. Il ne maîtrise pas l'appareil »*, disent ses adversaires. Mais le plus préoccupant pour lui est que des dissensions et des tactiques différentes apparaissent au sein de sa propre majorité (20 fédérations sur 33 et 48 unions départementales sur 103).

Après son élection, une des questions était de savoir quelle attitude M. Blondel adopterait face aux trotskistes (minoritaires mais influents) qui avaient appuyé sa candidature. Sur ce point, il semble tantôt leur donner des gages, tantôt les maintenir à distance. Ainsi une scission de fait vient d'apparaître au sein du syndicat des instituteurs, le SNUDI-FO. Avec l'appui de la Fédération de l'éducation et de la culture (FNEC), une des trois fédérations de FO à direction trotskiste, et de M. Mallet, secrétaire confédéral chargé de l'enseignement, M. Bernard Bolzer, qui avait pourtant paru soutenir M. Blondel lors du dernier congrès confédéral, a été remplacé à la tête du SNUDI. Celui-ci et ses amis parlent de *« mise sous contrôle politique »* du SNUDI par le Parti communiste internationaliste (PCI), trotskiste (*le Monde* daté 14-15 mai).

Au même moment pourtant, M. Blondel a donné son accord à l'aménagement contractuel des conventions de conversion. Il fait ainsi d'une pierre deux coups. Il montre que FO, malgré son raidissement, peut encore signer des accords. Il se démarque aussi des trotskistes, qui avaient été les plus véhéments à dénoncer en octobre 1986 la signature de l'accord sur les procédures de licenciement donnant justement naissance aux conventions de conversion et auquel M. Blondel s'était à l'époque opposé...

Attitude en zigzag ? Après son élection, M. Blondel n'avait pas davantage voulu confier l'important secteur organisation à M. Claude Jenet, dont les sympathies pour les trotskistes sont un secret de polichinelle, mais lui avait laissé la responsabilité de la presse confédérale. Résultat : *FO-Hebdo* véhicule un discours beaucoup plus radical que celui du secrétaire général, évoquant des thèmes comme la *« guerre des inflexibles »*, qui ne peuvent que séduire les trotskistes...

Majorité disparate

La majorité de M. Blondel apparaît donc plus disparate qu'homogène. Au sein du bureau confédéral, on compte neuf « blondellistes » et cinq partisans de son ancien rival, M. Claude Pitous. Mais parmi les neuf, le degré d'adhésion au nouveau secrétaire général semble parfois à géométrie variable... La Fédération des employés et cadres, d'où est originaire M. Blondel, donne, sous l'impulsion de son secrétaire général, M. Yves Simon, un coup de jeune à sa presse fédérale en ouvrant ses colonnes à des positions différentes des siennes. Elle montre ainsi qu'on peut défendre le *« syndicalisme de contestation »* sans camper dans le dogmatisme étroit. D'autres au contraire cultivent toujours l'image du syndicalisme *« archaïque »*...

Du côté des « pitousiens », la situation semble morose. M. Pitous, très affecté par son échec pourrait quitter le bureau confédéral avant la fin de l'année. On parle aussi du départ de M. Antoine Faesch. Quant à M. Lalonde, autre membre « pitousien » du bureau confédéral, il est déjà à moitié parti depuis qu'il a été élu maire en mars dernier. La Fédération des PTT paraît en retrait depuis son récent revers électoral. Seuls MM. Jacques Mairé (UD, de Paris) et Michel Huc (métallurgie) semblent incarner une minorité « pitousienne » qui n'entend pas baisser la garde. Non sans difficultés... La Fédération de la métallurgie, qui tiendra son congrès du 31 mai au 2 juin à Bordeaux, a été dernièrement l'objet d'une tentative de déstabilisation, des dossiers ayant été remis à la presse sur son financement par des entreprises *nationalisées*... Pour les amis de M. Huc, l'origine trotskiste de cette campagne de fait guère de doute.

Pourtant, là encore, M. Blondel s'est démarqué en s'opposant clairement et nettement à cette campagne. Il n'envisage pas davantage de présenter un de ses amis pour tenter de prendre la place de M. Huc. Ce dernier n'entend *pas devenir le* porte-parole de l'*« opposition de Sa Majesté »*. Ecarté, comme les PTT, Paris et d'autres places fortes « pitousiennes », de la commission *exécutive confédérale*, M. Huc n'est pas pour autant prêt à faire des concessions politiques en changeant de ligne.

Dans un rapport d'activité, il justifie *ainsi l'accord de 1986 sur le* temps de travail et... le travail de nuit des femmes dans la métallurgie et celui de 1988 sur la transformation de la prime d'ancienneté dans les garages. *« Nous nous refusons énergiquement*, écrit-il, *à voir qualifiée cette pratique conventionnelle de « syndicalisme d'accompagnement »*.

M. Blondel, qui ne manque pas d'atouts et qui sait faire preuve d'habileté, se trouve face à une confédération qui ressemble à un puzzle de plus en plus difficile à reconstituer. Peut-être s'en sortira-t-il en clarifiant plus nettement ses orientations. Il connaîtra alors mieux les contours de sa véritable majorité...

MICHEL NOBLECOURT.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez *LM*

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-88-61.

ABONNEMENTS
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ____________ Prénom : ____________
Adresse : ____________
____________ Code postal : ____________
Localité ____________ Pays : ____________

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

81 MONO1

Après dix ans d'absence

L'Egypte réintègre l'OPAEP

L'organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP) a décidé, samedi 13 mai, de réintégrer l'Egypte en son sein, après dix ans d'absence. Sur les neuf pays membres de l'organisation (1), seule la Libye a émis des *« réserves »* sur cette décision, prise dès l'ouverture des travaux du conseil des ministres de l'OPAEP à Koweït. L'Irak avait officiellement demandé la réintégration de l'Egypte en janvier, dans un mémorandum adressé au président de l'OPAEP.

Cette décision intervient dix jours avant la tenue d'un sommet extraordinaire au Maroc, au cours duquel devrait être consacré le retour de l'Egypte dans le giron arabe. Depuis un précédent sommet à Amman, en novembre 1987, qui laissait aux pays arabes la liberté de renouer leurs relations diplomatiques avec Le Caire, l'Egypte a déjà réintégré de nombreux organismes comme Arabsat (exploitation de satellites), l'organisation arabe de l'aviation civile ou l'ALECSO (UNESCO arabe).

(1) Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, Irak, Syrie, Algérie, Libye, Qatar et Bahreïn.

Le nouveau plan iranien prévoit des privatisations

Le nouveau plan de développement économique iranien, déposé devant le Parlement, prévoit la privatisation de plusieurs entreprises d'Etat, la reconstruction des régions détruites durant le conflit avec l'Irak et le *« renforcement des forces armées »*, a déclaré, dimanche 14 mai à Téhéran, le ministre du plan et du budget, M. Massoud Roghani Zandjani. Ce plan 1989-1993 table sur une croissance du produit national brut de 5,5 % par an et devrait permettre de créer 1,9 million d'emplois, pour ramener à 14,2 % de la population active à l'horizon de 1993 un chômage qui frappe 15,9 % des Iraniens aujourd'hui.

Les recettes pétrolières sont estimées à 63 milliards de dollars sur cinq ans, soit une moyenne de 12,6 milliards, nettement supérieure aux 8 milliards engrangés en 1988. Enfin, le taux d'inflation devrait être ramené à 11 %. M. Zandjani a également indiqué que, selon les estimations officielles, le pays comptera plus de 100 millions d'habitants en l'an 2001.

Le rapport de M. Bernard Brunhes

La qualité de la formation professionnelle en question

M. Bernard Brunhes vient de *remettre* à M. André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, un rapport que celui-ci avait demandé en janvier dernier sur la qualité de l'offre de formation financée par l'Etat et les moyens de l'évaluer.

Dans son rapport sur la qualité de la formation professionnelle, qu'il a rédigé avec *Mme Monique Tessier-*Garcin, M. Bernard Brunhes se déclare en faveur de l'autoévaluation par les organismes de formation eux-mêmes. *« Plutôt que de prétendre à l'impossible, évaluer de l'extérieur »*, il estime que les bons organismes sont ceux qui se sont donné les moyens de vérifier les résultats obtenus et les acquis à la sortie des stages. Le commanditaire de la formation, lui, effectuerait un contrôle au second degré, moins coûteux en bureaucratie et en emplois. Pour sa part, M. André Laignel, qui devrait faire connaître sa position le 24 mai, *ne retiendrait pas* cette proposition. Le secrétaire d'Etat songe à un Comité national d'évaluation de la formation professionnelle.

De même, M. Laignel ne reprend pas à son compte les conclusions de M. Brunhes à propos du rôle des délégués régionaux de la formation professionnelle, dont ce dernier veut justement faire les arbitres de la qualité en les entourant d'experts. Selon cette conception, les délégués pourraient agréer un organisme pour une formation donnée, définie en fonction du public visé, du niveau de stage et sur la base d'un engagement de qualité. Ce choix en faveur de la séparation des responsabilités entre les *« prescripteurs »* et les *« contrôleurs »* se situe aussi dans la logique du précédent rapport de M. Brunhes sur le service public de l'emploi, dont il réclamait la réorganisation.

En l'état, ce nouveau travail de M. Brunhes permet aussi de fixer le paysage flou de la formation, pour lequel l'Etat a dépensé plus de 10 milliards de francs en 1987, hors salaires des stagiaires et exonérations des charges sociales et à l'exclusion des sommes qui y sont consacrées par les entreprises. Dans ce vaste ensemble, constitué autour des dispositifs d'insertion pour les jeunes et les formules de stage pour les chômeurs de longue durée, les méthodes ont été influencées par le traitement social. Depuis l'aggravation du chômage on y a privilégié le quantitatif sur le qualitatif, avec les risques que cela comporte.

Au total, on recense vingt-cinq types différents de stages, et *« le dispositif est si compliqué et si changeant qu'il en devient illisible pour les intéressés »*. Il y a eu *« dilution du rôle économique (...) au profit du social »*, qui a fortement pesé sur l'évolution et les objectifs recherchés, les mesures d'insertion s'évaluant *« en fonction du taux de placement à la sortie »*.

Un double marché de la formation professionnelle se mettrait progressivement en place entre celui, technologique, utilisé par les entreprises et le social, employé par l'Etat. Les modes de financement, sur la base de 20 à 22 francs l'heure par stagiaire pour les pouvoirs *publics, ne feraient* qu'accentuer ce clivage que l'on retrouve dans la spécialisation des organismes.

Comme tout document de ce genre, le rapport Brunhes relève des situations aberrantes ou éloignées de la norme. Les associations à but non lucratif, d'origine militante, qui représentent 20 % du marché, se trouvent parfois dans un état d'extrême *pauvreté* qui *« tient lieu de militantisme »*. Il arrive que certaines *« embauchent comme formateurs des chômeurs de longue durée »* qui viennent d'achever un *stage*. Parfois *aussi*, ces *associations* disposent dans des villes ou des départements d'une *« position hégémonique »* sur le *« marché »* de l'insertion des jeunes ou des chômeurs *de longue durée*.

A. Le.

● **Mouvements chez les agents des impôts.** — Pour obtenir *une revalorisation* indiciaire, une amélioration des carrières et la création d'emplois, une intersyndicale des agents des impôts FO-CFDT-CFTC-CGC d'un côté, et le SNUI (autonome) de l'autre, organis une opération « coup de frein » (ralentissement des encaissements, limitation des contrôles, arrêt des statistiques et des documents) à partir du 16 mai. Le SNUI appelle à une manifestation le 27 mai à Paris, de la Nation à la rue de Rivoli, les quatre autres syndicats, le 6 juin au ministère de l'économie. La CGT, après des arrêts de travail le jeudi 11 mai, a annoncé de nouvelles actions du *16 au 20 mai, et des manifestations* dans chaque capitale régionale le samedi 3 juin.

● **Marche nationale des électriciens CGT à Paris le 18 mai.** — La Fédération de l'énergie CGT a annoncé, le 12 mai à la presse, qu'elle organiserait, le jeudi 18 mai, une marche nationale des gaziers et électriciens à Paris, du siège d'EDF, rue Louis-Murat au Champ-de-Mars. La CGT dénonce les réductions d'effectifs — *« mille cinq cents emplois par an vont être supprimés à EDF, soit quelque dix-huit mille d'ici 2005 »*, — la politique salariale et la *« privatisation rampante »* par le recours à la sous-traitance. Elle attend de trente mille à quarante mille participants à cette marche.

BOURSE

TOKYO, 16 mai ↓

Nette baisse

Le dollar a poursuivi son irrésistible ascension face au yen, lundi 15 mai, en dépit de l'intervention de la banque centrale japonaise. Pour la première fois depuis septembre 1988, il a repassé la barre des *136 yens pour s'inscrire* à 136,75 yens (contre 135,80 yens vendredi 12 mai en clôture). Ce mouvement, conjugué aux incertitudes politiques au Japon, a de nouveau pesé sur le marché boursier : l'indice Nikkeï — qui avait reculé de 215,16 yens vendredi — a perdu 150,04 yens pour terminer la séance à 33 716,29 yens. Il a pourtant repris un peu de terrain par rapport à son plus bas niveau de la journée (33 612,24).

La plupart des investisseurs ont exprimé leur inquiétude en restant à l'écart du marché : le volume des transactions n'a atteint que 400 millions de titres, crevant ainsi le plus bas niveau *atteint en 1989 (464 millions de titres* échangés).

VALEURS	Cours du 12 mai	Cours du 15 mai
Akai	785	788
Bridgestone	1 580	1 550
Canon	1 640	1 680
Fuji Bank	3 450	3 400
Honda Motors	1 990	1 980
Matsushita Electric	2 400	2 410
Mitsubishi Heavy	1 110	1 100
Sony Corp.	6 880	6 950
Toyota Motors	2 610	2 620

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Le Monde

ÉTRANGER

2 Argentine : la victoire de M. Carlos Menem.
– Panama : M. Bush appelle l'armée à se rebeller contre le général Noriega.
3 M. Gorbachev en Chine.
4 *Liban : un Britannique enlevé à Beyrouth-Ouest.*
– URSS : affrontements dans le Haut-Karabakh.

POLITIQUE

5 Le congrès des élus écologistes à Strasbourg.
– Le pèlerinage de M. Mitterrand à la roche de Solutré.
– La président de la République devrait sortir de sa réserve à propos de la polémique au sein de l'OTAN.

SOCIÉTÉ

6 La congrès de la Fédération des conseils de parents d'élèves à Amiens.

SPORTS

8 *La belle moisson des judokas français aux championnats d'Europe d'Helsinki.*

CULTURE

9-10 CANNES 89.
10 Les Semaines musicales d'Evian.
– Chico Buarque aux Tuileries.
7 COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

14 Le Crédit lyonnais prend le contrôle de CREBERG.
– Le retour aux sources de la famille Rothschild.
15 Espagne : nouveau train de mesures contre la surchauffe.
– Les dissensions à FO.

SERVICES

Abonnements 15
Carnet 7
Loto et Loto sportif 12
Météorologie 12
Mots croisés 12
Radio-Télévision 12
Spectacles 11

TÉLÉMATIQUE

● *En direct de la Bourse de Paris* .... BOURSE
● *L'après-Tjibaou* .. JOUR
● *Tous les jeux du Monde* .... JEUX
3615 tapez LEMONDE
● *Commandez vos livres et disques par minitel* .... LIVRES
3615 tapez LM

GRANDE-BRETAGNE

M. Edward Heath accuse Mme Thatcher de « tromper » les Britanniques sur l'Europe

LONDRES
de notre correspondant

M. Edward Heath, l'ancien premier ministre conservateur, pro-européen convaincu et définitivement brouillé depuis des années avec Mme Thatcher, s'est livré dimanche 14 mai à une dénonciation en règle de la guérilla que mène depuis plusieurs mois la « Dame de fer » contre les *« bureaucrates socialistes »* de Bruxelles. L'attaque était sans précédent par sa virulence. De mémoire de conservateur, on n'avait jamais vu un ancien leader accuser son successeur (Mme Thatcher a remplacé M. Heath à la tête du parti en 1975) de chercher délibérément à *« tromper l'opinion britannique »*.

M. Heath, qui fut l'architecte de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE en janvier 1972, était interrogé par la BBC au cours d'une émission télévisée dominicale qui est regardée ici par toute la classe politique. M. Heath estime que présenter, comme le fait Mme Thatcher, l'évolution actuelle des institutions européennes comme une dérive vers un *« super-Etat »* socialiste est à la fois une *« insulte »* et une *« tentative de tromper le public »*.

« Est-ce que le premier ministre veut dire qu'avec un gouvernement chrétien-démocrate en RFA et conservateur en Grande-Bretagne, et tandis que la France et l'Italie sont aussi chrétiennes-démocrates de temps en temps, on va irrésistiblement vers un super-Etat socialiste européen ? C'est d'une bêtise monumentale ! », s'est exclamé M. Heath. L'ancien dirigeant tory reproche surtout à Mme Thatcher de ne pas avoir demandé l'avis de son parti avant de se lancer, depuis son discours à Bruges le 20 septembre dernier, dans sa campagne contre la *« menace socialiste »* de Bruxelles.

« De mon temps, explique M. Heath, *cela n'aurait pas été possible, car la ligne était fixée non pas par une personne seule, mais par le programme électoral du parti. »* Mme Thatcher n'en fait donc qu'à sa tête, sans se soucier de ceux qui, dans les rangs conservateurs, crient casse-cou. *« Si nous continuons à freiner davantage la Communauté, les onze autres continueront sans nous. Ils iront de l'avant, et nous serons réduits au statut de puissance de second rang dans une Communauté à deux vitesses »*, affirme l'ancien premier ministre.

De façon sans doute involontaire, M. Heath a croisé son tir avec celui de M. Michael Heseltine, qui fut ministre de la défense de Mme Thatcher et démissionna avec éclat en 1986, au moment de l'affaire Westland, pour protester contre la solution américaine retenue de préférence à l'européenne dans le sauvetage de cette firme d'hélicoptères en difficulté. Dans un livre intitulé *le Défi européen : la Grande-Bretagne peut-elle le relever ?* publié lundi 15 mai, ce dernier critique lui aussi l'attitude de la « Dame de fer » et propose même la création d'un ministère de l'Europe au sein du cabinet britannique, ce qui, aux yeux de Mme Thatcher, constitue une véritable hérésie.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Sri-Lanka

Quarante morts au cours d'affrontements

Alors que les négociations entre les rebelles tamouls du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) et le président Premadasa se poursuivent à Colombo, la violence a fait une quarantaine de morts samedi 13 et dimanche 14 mai. L'ambassade de l'Inde a reconnu que douze soldats indiens avaient été tués, ainsi que dix-huit militants du LTTE au cours d'affrontements sur la côté nord-est de l'île. Dans le Sud, une douzaine d'extrémistes cinghalais du JVP (Front de libération du peuple) ont été tués dans le district de Matara dans ce qui semble être une opération de représailles après l'assassinat de plusieurs membres du parti gouvernemental UNP (Parti national unifié) par des militants du JVP. – *(Corresp.)*.

En Gironde

Un Marocain jeté d'un pont

Un artisan marocain, M. Mansour Sghir, vingt-six ans, demeurant à La Réole (Gironde), a été gravement blessé après avoir été jeté par trois personnes du haut d'un pont d'une hauteur de 7 mètres, durant la nuit du vendredi 12 au samedi 13 mai.

Il était un peu plus de minuit quand M. Mansour Sghir, qui rentrait chez lui à pied, franchissait le pont situé au centre-ville de La Réole. Une voiture s'est alors arrêtée à sa hauteur et trois personnes, selon la victime, en sont sorties. Ces trois inconnus ont ceinturé le jeune Marocain et l'ont jeté par-dessus le parapet 7 mètres plus bas.

Victime d'une fracture ouverte à la jambe gauche et d'une fracture du pied droit, M. Mansour Sghir a déposé plainte, et une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de cette agression.

● **MAROC : visite du colonel Kadhafi.** – Le dirigeant libyen, a quitté, dimanche soir 14 mai, Casablanca, au terme d'une visite éclair au Maroc. Le colonel Kadhafi s'est entretenu avec le roi Hassan II des *« relations bilatérales, de la situation prévalant au Maghreb dans le cadre de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et du sommet arabe extraordinaire »* prévu les 23 et 24 mai. – *(AFP.)*

La situation en Nouvelle-Calédonie

Le rêve australien des caldoches déracinés

En Nouvelle-Calédonie le week-end de la Pentecôte a été marqué par trois incendies volontaires qui visaient, à Thio, trois maisons appartenant à des agents de la SLN (Société Le Nickel).

Notre envoyée spéciale en Australie, Véronique Maurus, s'est penché sur le sort de ces caldoches qui ont quitté le Caillou et sont alléS chercher fortune sur le continent voisin.

SYDNEY
de notre envoyée spéciale

Est-ce la lanterne ? le menu affiché ? ou l'entrée, pimpante comme une auberge d'opérette ? On sait aussitôt que ce petit restaurant sans prétention, inconnu des guides et des taxis, perdu au fond d'une rue noire et déserte est plus français que nature. « Twiggis », nappes roses, meubles rustiques et accueil à la bonne franquette, n'a de britannique que le nom. Un minuscule bout de terroir égaré aux antipodes, à deux pas du Cross, le quartier chaud de Sydney, qui grouille aujourd'hui de *marines* américains en bordée.

Un terroir presque trop vrai pour être tout à fait authentique. Car le patron, Philippe, n'a connu de la France que l'école hôtelière. Né à Nouméa de parents et de grands-parents calédoniens, il a débarqué ici il y a sept ans pour « tenter sa chance », comme beaucoup de jeunes caldoches sans qualification, et souvent en rupture de ban. *« Pour nous, l'Australie, c'est l'Amérique d'à côté »*, dit-il. Plus proche – deux heures d'avion – et surtout plus familière que la métropole, mais moins connue et vaguement inquiétante avec sa foule, ses transports en commun et son maquis administratif et fiscal.

« A Paris, j'avais sans cesse des migraines terribles, raconte-t-il. *J'en suis reparti sitôt le diplôme en poche. »* A son côté, Pascal, son associé, opine. Un vrai titi, lui, né à Garges-lès-Gonesse, qui n'a perdu ni sa gouaille ni sa dégaine et cultive un anglais « franchouillard » irrésistible, dit-il, pour les Anglo-Saxonnes.

Lui aussi, pourtant, a connu Nouméa où il a vécu cinq ans. Lui aussi en est parti *« pour faire quelque chose, ne pas s'endormir »*. Lui aussi tente le sort en grimaçant : *« C'est difficile. Pour réussir en Australie, il faut vraiment se bouger... »* Seule différence, il rentrera un jour, fortune faite si possible. Philippe, lui, marié à une Australienne, restera dans le Pacifique. Sa vraie région. Comme Edouard, journaliste né à Nouméa et Calédonien *« depuis un siècle et demi »*, qui tente depuis un an, à Sydney, de relancer *le Courrier australien*, seul journal australien de langue française. *« L'Australie me paraît plus familière. Je n'ai jamais vécu en France, sinon pour les vacances, quelques semaines. Que voulez-vous que j'y fasse ? Je n'ai jamais vu la neige, moi. Je suis du Pacifique. Notre « à côté », c'est l'Australie. »*

Journalistes, cuisiniers, secrétaires, commerçants, rentiers, combien sont-ils, ces caldoches déracinés, un peu paumés, venus se refaire une vie et parfois une vertu à Sydney, à Brisbane et ailleurs ? Un millier. Peut-être deux. Plus encore ? La question, manifestement, embarrasse les autorités, qu'elles soient australiennes ou françaises. Le ministère australien de l'émigration n'a pas le droit de communiquer les chiffres précis. Et les statistiques consulaires françaises sont floues.

Sur cinq mille deux cents Français officiellement recensés ici, un bon cinquième seraient nés à Nouméa. Sans compter tous les Calédoniens nés en dehors de l'île, comme les pieds-noirs ou les « z'oreilles » – sobriquet des métropolitains nouméens, – encore moins tous ceux qui, nombreux, préfèrent garder l'anonymat pour des raisons diverses ou qui, mariés à une Australienne, négligent de faire renouveler leur visa.

Seule certitude, les liens tissés entre les deux pays sont anciens et intenses, comme en témoignent les six vols hebdomadaires, tous remplis, qui relient Nouméa à Sydney. Souvent éduqués en Australie, les Calédoniens ont pris depuis des années l'habitude d'y passer leurs vacances – *« l'exotisme pour eux, c'est la grande ville »*, dit Edouard – et aussi de s'y faire soigner. Nouméa ne possède un scanner que depuis moins d'un an. Le bureau de la CAFAT (caisse d'affiliation à la Sécurité sociale du territoire) à Sydney accueille en moyenne quarante à cinquante Calédoniens par semaine.

Nombreux sont enfin ceux qui y ont placé leur argent et acheté un appartement, une maison, voire une propriété, notamment à Sydney et sur la côte proche de Brisbane, au lieu dit « Paradis des surfeurs », proche de Nouméa par le climat et les plages, afin souvent de s'y retirer fortune faite. On les connaît mal et ce n'est pas un hasard.

« Un certain nombre de Calédoniens ont investi en Australie. Cela se fait par vagues mais de façon très discrète », déclare un banquier français, prudent. *« Il y a un certain nombre de grosses fortunes placées ici. Les Peyrolle, les Durand, etc.,* raconte Philippe, *tous ceux qui ont réussi pendant le boom du nickel ont quelque chose. »*

Placements de précaution ? A coup sûr, *« ils vivent tous avec le billet d'avion sous l'oreiller »*, dit Pascal en plaisantant. Il existe depuis très longtemps des liens étroits, s'étrangle le porte-parole du ministère australien des affaires étrangères. Il n'y a pas eu, de la part du gouvernement australien, d'offres de s'installer ici. Cela a toujours été ouvert. Il y en a qui viennent, mais un exode, non !

Les autorités auraient accordé en 1987, selon le *Sydney Morning Herald*, une centaine de visas de résidence permanente, cent cinquante en 1988, les investissements calédoniens étant estimés, de même source, à 35 millions de dollars (210 millions de francs environ) sur deux ans.

Mal vus

Une accélération récente confirmée par de nombreux indices mais qui n'a pourtant, affirment les intéressés, rien à voir avec les « événements ». *« Depuis décembre, je sens une vague venir,* explique Philippe. *En fait, c'est grâce aux Calédoniens que le restaurant a travaillé de janvier à mars. Depuis deux mois on a vu plein de jeunes qui s'ennuient là-bas et viennent voir ce qu'ils peuvent faire ici. Par désœuvrement, pas pour des raisons politiques. On en a placé une vingtaine. Mais ceux qui viennent sans but précis repartent, c'est trop dur ici... »*

Si le désir existe de s'évader la réalité est moins facile. *« Venir ici, les gens y pensent. Mais est-ce que les Australiens les laisseront s'établir en masse ? Et l'Australie, c'est difficile »*, confirme Edouard.

Nommés les « colons français » – French settlers – par les Australiens, et régulièrement brocardés par la presse, les caldoches sont – c'est le moins qu'on puisse dire – fraîchement accueillis et, s'ils n'ont pas de fortune ou de point de chute, ils s'adaptent mal. *« Ils se sentent paumés,* dit Pascal. *A 80 % ils ne parlent pas la langue et n'essaient pas. On les retrouve dans le Cross, parmi les dealers ou les prostituées. » « Beaucoup repartent,* ajoute Edouard. *En Australie, pour faire fortune, il faut être dans la bière, la drogue, l'immobilier ou la banque. »*

« Même les grands exploitants calédoniens auraient du mal ici, déclare un banquier. *La mentalité, la langue, les méthodes sont différentes. Un caldoche possédant une ferme passerait ici pour un colon. »*

Mal vus par les Australiens, les caldoches souffrent plus encore du relatif isolement où les tient la communauté française en Australie. Philippe se souvient encore douloureusement des revers essuyés auprès des restaurateurs français de Sydney lorsqu'il a tenté, il y a sept ans, sans succès, de se lancer dans la charcuterie industrielle. *« Quand je disais que je venais de Nouvelle-Calédonie, tout de suite je sentais le problème »*, dit-il.

« Les Calédoniens qui émigrent n'ont rien à voir avec les Français de France, ajoute Edouard. *De plus, les droits ne sont pas les mêmes. Nous relevons d'administrations différentes : nous du ministère de l'intérieur, eux du ministère des affaires étrangères. »* Il y a quelques années, un diplomate en poste à Canberra avait reçu pour consigne, assurent les Calédoniens de ne pas s'occuper d'eux. Et le responsable de la presse à l'ambassade ne savait pas répondre aux journalistes australiens. Il n'avait jamais mis les pieds à Nouméa.

Et les événements ? l'indépendance ? Sujet tabou. Bien sûr, ils ne la souhaitent pas, mais, superstition ou pudeur, préfèrent se taire : *« L'indépendance n'a pas de sens. Et si ma famille a du travail, c'est grâce à la France (...). Si on veut avoir un avenir, il faut rester Français. » « Le problème de la Calédonie,* dit Edouard, *c'est le bout du monde. Le sort des Calédoniens ne concerne vraiment personne. On ne s'est déjà pas occupé des pieds-noirs, alors, des Calédoniens ! »*

VÉRONIQUE MAURUS.

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Bambuck favorable à l'amnistie des indépendantistes guadeloupéens

M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* » le dimanche 14 mai, a évoqué le prochain procès d'un groupe d'indépendantistes guadeloupéens en disant : *« Les avocats des inculpés ont rencontré les services du premier ministre pour étudier la possibilité d'une amnistie, qui est d'ailleurs demandée par l'ensemble des forces politiques de la Guadeloupe, depuis le Parti communiste jusqu'au RPR, en passant par le Parti socialiste.*

» Il s'agirait d'une bonne mesure d'apaisement.

» Si le problème de l'indépendance de la Guadeloupe doit se poser, il faut que ce soit par le jeu normal des institutions. Les indépendantistes avaient accepté de jouer le jeu, c'est-à-dire qu'ils s'étaient présentés aux élections tout à fait normalement, et l'on doit tenir compte de ce fait. Il faut laisser le jeu démocratique se faire normalement. Si les Guadeloupéens veulent être indépendants, qu'ils le fassent savoir par le biais des urnes. Le débat est intéressant dans la mesure où il fait appel à la recherche et au respect de notre identité. Nous sommes différents des Français métropolitains. »

Le ministre, lui-même natif de Guadeloupe, a ajouté : *« Nous habitons dans une région géographique différente de la France territoriale. De ce point de vue, la prise en compte de nos problèmes, de notre identité, doit être différente. Que ce soit à l'intérieur de la France, comme actuellement, à côté ou bien encore à l'extérieur, il faut que ce soit le peuple guadeloupéen lui-même qui puisse en discuter. A partir du moment où notre identité est respectée, à partir du moment où cela nous fait prendre davantage conscience de nos responsabilités, de nos besoins d'évolution, c'est un débat qui doit être lancé et respecté. »*

Le Monde

MARDI 16 MAI 1989 (NUMÉRO DATÉ DU 17)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

30 pages d'annonces des centaines d'offres d'emploi pour les cadres

PILE SÉPARÉE

ATTENTION : ce numéro gratuit est publié avec *le Monde Economie* en cahiers séparés. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

La Fête de Lutte ouvrière

« Les travailleurs paieront le prix de la reprise » *déclare Mme Arlette Laguiller*

« L'avenir de la classe ouvrière comme l'avenir de l'Europe, ne peut se décider que dans ses luttes, que les travailleurs auront à mener pour éviter qu'eux, qui ont déjà payé le prix de la crise, ne soient contraints à payer le prix de la reprise, puis d'une autre crise, car c'est le fonctionnement du capitalisme. »

Il fallait s'y attendre : l'Europe et les élections européennes ont alimenté, dimanche 14 mai, le discours de Mme Arlette Laguiller, porte-parole du mouvement trotskiste Lutte ouvrière (LO), qui organisait à Presles (Val-d'Oise) sa dix-neuvième fête annuelle.

Dans son discours, Mme Arlette Laguiller, qui a décidé de prendre la tête d'une liste L.O., a tout d'abord insisté sur les risques d'une nouvelle crise économique, dont la classe ouvrière ferait les frais. *« Et, si le chômage baisse dans les statistiques du gouvernement, c'est que nous sommes à la veille d'une nouvelle consultation électorale. » « La reprise économique dont se vante le gouvernement,* a-t-elle ajouté, *est sous la menace d'être accompagnée par une reprise de l'inflation, et peut-être par une nouvelle aggravation de la crise. »*

L'Europe ne sera donc qu'une sorte d'unification *« par le haut pour les profits, et par le bas pour les salaires »*. Pour Mme Arlette Laguiller les *« travailleurs »* ne seront *« pas plus mal placés pour se défendre après 1992 qu'avant »*. Car la compétitivité n'est qu'un argument *« pour les faire tenir tranquilles »*. Les gouvernements de gauche ou de droite menant une même politique, Lutte ouvrière a donc décidé de présenter *« une liste qui sera composée exclusivement de travailleurs qui savent ce que vivre avec 4 000 F, 6 000 F ou 7 000 F veut dire »*.

Figureront respectivement en deuxième et en sixième position sur la liste les deux conseillers municipaux de Lutte ouvrière élus en 1989 : Christian Driano (Montbéliard) et Roland Szpirko (Creil).

Mme Arlette Laguiller entend mener une campagne *« très internationaliste »* et se réjouit que l'Europe puisse au moins inciter *« les travailleurs à se rencontrer : on va lutter contre toutes les formes de nationalisme. L'ouvrier allemand, anglais ou espagnol n'est pas une menace pour l'ouvrier français. Ils ont les mêmes ennemis : la bourgeoisie et ses hommes politiques, qui savent mener rigoureusement la même politique anti-ouvrière, quelle que soit la couleur des gouvernements »*.

Côté fête, comme chaque année, il y avait une centaine de stands représentant plusieurs partis d'extrême gauche venus de France, mais aussi de nombreux autres pays. La kermesse et la fête foraine ont souvent pris le pas sur les discussions politiques.

JACQUELINE MEILLON.

● **HONGRIE : la construction du barrage de Nagymaros suspendue.** – Le gouvernement hongrois a décidé, samedi 13 mai, de suspendre la construction très controversée de la centrale hydro-électrique de Nagymaros, sur le Danube, et de faire un choix définitif sur le sort du projet d'ici à deux mois – la possibilité d'un abandon total sera examinée. Le premier ministre, M. Miklos Nemeth, demandera au Parlement, lors de sa prochaine réunion, prévue le 30 mai, de revenir sur son vote d'octobre dernier en faveur de l'achèvement du projet. – *(AFP.)*

Les conséquences de l'analyse erronée d'une amniocentèse

Des parents portent plainte après la naissance d'un enfant mongolien

Les parents d'un enfant de deux ans atteint d'une trisomie 21 ont déposé une plainte devant le tribunal administratif de Nice contre le centre hospitalier régional. M. et Mme Quarez, qui réclament une rente à vie équivalente au SMIC pour leur enfant et une somme de 2 millions de francs à titre de réparation du préjudice personnel, accusent le laboratoire de génétique de l'hôpital d'avoir pratiqué en décembre 1986 une amniocentèse dont les résultats ont été, à tort, considérés comme normaux. Mme Quarez, alors âgée de quarante et un ans, s'était résolue à une nouvelle grossesse après le décès de son fils unique à l'âge de dix-neuf ans. L'amniocentèse, destinée à détecter les anomalies génétiques, avait été demandée sur les conseils du médecin traitant. Le 5 janvier 1987, le laboratoire de génétique informait la famille Quarez que *« l'examen des cellules du fœtus n'a révélé aucune anomalie chromosomique détectable par les moyens actuels »*. En vue du jugement, des experts seront désignés pour déterminer si l'amniocentèse a été correctement pratiquée, si les parents avaient été informés du risque d'erreur et si un avortement était alors possible. – *(AFP.)*

Le numéro du « Monde » daté 14-15 mai 1989 a été tiré à 487 563 exemplaires

A B C D E F G

هكذا من الأصل